

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

# *Bulletin officiel*

TEXTES ÉMIS EN JUILLET ET AOÛT 2005

Directeur de la publication : Martine Marigeaud  
Rédacteur en chef : Marie-Liesse Baudrez  
Secrétariat de rédaction : Centre de documentation juridique et administrative -  
Mission de la coordination documentaire  
Contact : Véronique Van Temsche  
Contact abonnement : Ernestine Gomis

Imprimerie du ministère de la culture  
et de la communication

Ministère de la culture et de la communication  
Direction de l'administration générale  
Sous-direction des affaires financières et générales  
Centre de documentation juridique et administrative  
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 18,29€

ISSN : 1295-8670

# SOMMAIRE

## Mesures de publication et de signalisation

### **Cabinet du ministre**

- Page 7      Circulaire n° 2005/017 du 29 juillet 2005 relative à la mise en œuvre des contrats aidés à partir de 2005 dans le secteur culturel.
- Page 11     Circulaire n° 2005/015 du 3 août 2005 relative aux missions et organisation des directions régionales des affaires culturelles (DRAC) et des services départementaux de l'architecture et du patrimoine (SDAP) en matière d'architecture et de patrimoine.

### **Direction de l'administration générale**

- Page 14     Circulaire n° 2005/013 du 13 juillet 2005 relative à la prévention du harcèlement moral, de la souffrance et de la violence au travail.
- Page 19     Directive nationale d'orientation n° 2005/016 du 25 août 2005 pour l'année 2006.

### **Direction de l'architecture et du patrimoine**

- Page 22     Circulaire n° 2005/012 du 20 juin 2005 relative au récolement des dépôts d'œuvres d'art de l'Etat - récolement des dépôts du Fonds national d'art contemporain (modification des annexes).
- Page 26     Circulaire n° 2005/014 du 1<sup>er</sup> août 2005 relative aux modalités d'application des articles 95, 97 et 99 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.
- Page 59     Décision du 22 août 2005 modifiant la décision du 25 mai 2005 portant création d'un comité scientifique pour la restauration et la mise en valeur de l'ancienne abbaye de Cluny (Saône-et-Loire).

### **Réunion des musées nationaux**

- Page 59     Décision du 4 juillet 2005 relative à l'offre tarifaire destinée aux parents des enfants participant à l'opération durant l'été 2005, *Les portes du temps, 10 000 jeunes à la découverte du château de Fontainebleau*.
- Page 59     Décision du 6 juillet 2005 relative à l'application du tarif réduit pour la période de démontage de l'exposition *Félix Bracquemond et les arts décoratifs* au musée national de porcelaine Adrien-Dubouché de Limoges.

- Page 60 Décision du 7 juillet 2005 relative à la gratuité du droit d'entrée accordée au groupe d'agents de voyage américains pour la visite du château de Malmaison.
- Page 60 Décision du 8 juillet 2005 relative aux tarifs des cycles de visites-conférences et aux tarifs des cycles de visites des jardins pour la saison 2005/2006, aux musée et domaine nationaux du château de Fontainebleau.
- Page 60 Décision du 25 juillet 2005 relative à la gratuité partielle du droit d'entrée au musée d'archéologie nationale du château de Saint-Germain-en-Laye.
- Page 60 Décision du 25 juillet 2005 relative à l'opération de partenariat entre la Société des courses de Compiègne et le musée national du château de Compiègne.
- Page 61 Décision du 26 juillet 2005 relative à la préparation de l'exposition du XX<sup>e</sup> anniversaire du musée Picasso *Picasso. La passion du dessin*.
- Page 61 Décision du 27 juillet 2005 relative aux tarifs des visites-conférences des expositions de l'automne 2005 aux Galeries nationales du Grand-Palais.
- Page 61 Décision du 28 juillet 2005 relative au partenariat avec le magazine *Contact* d'octobre de la Fnac pour l'exposition *Mélancolie. Génie et folie en Occident* aux Galeries nationales du Grand-Palais.
- Page 62 Décision du 17 août 2005 relative aux tarifs des cycles de visites-conférences et aux tarifs des cycles de visites des jardins pour la saison 2005/2006, aux musée et domaine nationaux du château de Fontainebleau.

#### **Centre des monuments nationaux**

- Page 62 Décision n° 1303-2005-DED du 1<sup>er</sup> juillet 2005 portant délégation de signature.
- Page 63 Décision n° Abf et Adm/1-2005 du 11 juillet 2005 portant délégation de signature.

#### **Musée du Louvre**

- Page 63 Décision du 11 juillet 2005 portant délégation de signature.
- Page 69 Décision du 22 juillet 2005 portant intérim du directeur financier et juridique du 25 juillet 2005 au 18 août 2005.
- Page 69 Décision du 27 juillet 2005 portant intérim de l'administrateur général du 2 au 21 août 2005.

#### **Musée et domaine national de Versailles**

- Page 69 Décision n° 2005-5 du 3 août 2005 portant délégation de signature.

## Mesures d'information

Page 71    **Relevé de textes parus au Journal officiel**

Page 83    **Réponses aux questions écrites**  
(Assemblée nationale et Sénat)

### **Divers**

Page 87    Annexe de l'arrêté n° 2 du 11 août 2005 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'Etat pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002).

Page 88    Annexe de l'arrêté n° 3 du 11 août 2005 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'Etat pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002).

Page 89    Annexe de l'arrêté n° 4 du 11 août 2005 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'Etat pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002).

Page 89    Annexe de l'arrêté n° 5 du 11 août 2005 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'Etat pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002).

Page 90    Annexe de l'arrêté n° 6 du 11 août 2005 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'Etat pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002).

Page 92    Annexe de l'arrêté n° 7 du 11 août 2005 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'Etat pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002).

Page 93    Bulletin d'abonnement.



# Mesures de publication et de signalisation

## CABINET DU MINISTRE

### **Circulaire n° 2005/017 du 29 juillet 2005 relative à la mise en œuvre des contrats aidés à partir de 2005 dans le secteur culturel.**

Le ministre de la culture et de la communication  
à

Mesdames et messieurs les préfets de région  
(directions régionales des affaires culturelles -  
directions régionales du travail, de l'emploi et de la  
formation professionnelle)

Mesdames et messieurs les présidents et directeurs  
des établissements publics placés sous la tutelle du  
ministre de la culture et de la communication

Le ministère de la culture a placé le développement de  
l'emploi culturel au centre de ses priorités. Dans  
l'ensemble de ses domaines d'activité, les  
établissements et partenaires du ministère sont appelés  
à participer à cette politique à laquelle la loi du 18  
janvier 2005 pour la cohésion sociale, qui réforme les  
modalités d'intervention publique en faveur de l'emploi  
notamment en rénovant le dispositif d'emplois aidés,  
offre un cadre législatif qu'il convient de privilégier.

En ce qui concerne le secteur non marchand  
(établissements publics, associations, collectivités  
locales), la loi a créé deux formules d'emplois aidés  
destinées à favoriser l'insertion professionnelle.

### **Le contrat d'accompagnement dans l'emploi institué par l'article L. 322-4-7 du code du travail :**

*« Afin de faciliter l'insertion professionnelle des  
personnes sans emploi rencontrant des difficultés  
sociales et professionnelles particulières d'accès à  
l'emploi, l'Etat peut conclure des conventions ouvrant  
droit au bénéfice de contrats de travail, appelés contrats  
d'accompagnement dans l'emploi, avec les collectivités  
territoriales, les autres personnes morales de droit  
public, les organismes de droit privé à but non lucratif  
et les personnes morales chargées de la gestion d'un  
service public ».*

### **Le contrat d'avenir institué par l'article L. 322-4-10 du code du travail :**

*« Il est institué un contrat de travail dénommé « contrat  
d'avenir », destiné à faciliter l'insertion sociale et*

*professionnelle des personnes bénéficiant, depuis une  
durée fixée par décret en Conseil d'Etat, du revenu  
minimum d'insertion, de l'allocation spécifique de  
solidarité ou de l'allocation de parent isolé.*

*Les contrats d'avenir portent sur des emplois visant  
à satisfaire des besoins collectifs non satisfaits ».*

Vous trouverez en annexe à la présente circulaire des  
fiches techniques décrivant le champ et les modalités  
de mise en œuvre de ces deux dispositifs.

Le réseau des établissements publics et des institutions  
relevant du ministère de la culture, et œuvrant en  
partenariat avec lui, (associations, collectivités locales),  
offre un très vaste champ d'application de ces formules,  
dans les domaines du patrimoine, de la création, des  
enseignements artistiques et de la diffusion.

Les directeurs régionaux des affaires culturelles  
veilleront à examiner avec les structures concernées  
et les collectivités partenaires, toutes les possibilités  
d'utilisation des emplois aidés dans un but de  
développement culturel comme de soutien aux  
politiques d'emploi.

Je vous précise que, pour faciliter l'appel à ces formes  
d'emploi, il pourra être fait appel au Centre national  
d'appui et de ressources au secteur associatif employeur  
(CNAR - culture) qui a été créé en partenariat avec le  
ministère chargé de l'emploi et la caisse des dépôts et  
consignations. Cet organisme est situé à Paris, 45 rue  
des cinq diamants, 75013 (téléphone : 01 45 65 20 00 -  
adresses internet : opale@culture-proximité.org, ou  
equipe@culture-proximité.org).

Vous vous attacherez en particulier à promouvoir cette  
politique dans les domaines suivants :

**Le spectacle vivant :** la mobilisation des dispositifs  
d'emplois aidés doit venir concrétiser la mise en œuvre  
des plans régionaux pour l'emploi dans le spectacle  
dont les DRAC ont la charge de la mise en œuvre et  
pour lesquels des mesures nouvelles ont été inscrites  
au budget 2005. Il vous appartient, avec le concours  
du service public de l'emploi régional et départemental,  
de définir précisément, en fonction des besoins et  
spécificités de chaque région, les dispositifs les mieux  
adaptés. Cette mise en œuvre devra notamment prendre  
en compte les réflexions déjà engagées dans le cadre  
des instances régionales de dialogue social des

secteurs du spectacle vivant et enregistré (COREPS). La politique en faveur de l'éducation artistique et culturelle qui a fait l'objet d'un plan de relance en début d'année. Les actions qui en relèvent sont désormais définies précisément par une circulaire signée conjointement par le ministre de l'éducation nationale et le ministre de la culture et de la communication le 3 janvier 2005.

Ce texte prévoit l'extension de ces actions à tous les projets d'école et d'établissement scolaire, en liaison avec les opérateurs culturels. L'intervention de médiateurs, chargés, aux côtés des enseignants, d'encadrer et de guider les élèves et les jeunes, est une condition essentielle pour la réussite de ce type d'opération. Ces services concernent tant les domaines du spectacle vivant, de l'architecture, des arts plastiques que ceux du patrimoine, tels que : archives, musées, monuments classés et inscrits, chantiers archéologiques, bibliothèques et médiathèques, services d'archives, centre et fonds régionaux d'art contemporain (FRAC).

La politique en faveur des publics handicapés : des emplois pourraient être mis en place afin d'assurer l'accompagnement culturel des personnes handicapées, dans le cadre de la mise en œuvre de la loi pour l'égalité des droits et des chances.

Le développement de l'action culturelle au bénéfice de la cohésion sociale qui doit permettre d'impulser une véritable politique de mise en œuvre de la diversité culturelle et du dialogue interculturel, qui pourrait se donner comme objectif d'accompagner l'ouverture des populations immigrées et des populations d'accueil aux cultures des autres, en encourageant le dialogue interculturel et les chantiers communs. Son principal vecteur serait l'installation d'emplois d'accompagnement culturel au sein des associations faisant le lien entre les publics concernés et les institutions culturelles.

En ce qui concerne les établissements publics, j'attire votre attention sur les points suivants :

- Le contrat d'accompagnement dans l'emploi peut permettre d'offrir un cadre de sortie du contrat emploi-solidarité ; vous privilégieriez cette possibilité pour régler la situation des personnes recrutées dans ce cadre et ne bénéficiant pas d'autres perspectives de stabilisation ;
- D'autre part, ces formules d'emplois aidés constituent des dispositifs de formation et de préparation à l'emploi devant déboucher sur la possibilité d'une véritable insertion professionnelle. Les propositions d'emplois qui seront faites devront donc constituer pour leurs bénéficiaires le moyen d'acquérir une expérience leur permettant d'accéder

à un emploi stable. Vous privilégieriez notamment l'encouragement à préparer les recrutements (directs ou par concours administratifs) que le ministère pourra ouvrir dans les prochaines années ;

- Il va de soi que si les personnes recrutées sur emplois aidés doivent participer directement à l'activité des établissements publics du ministère, le recours à ces dispositifs ne doit pas être simplement conçu comme devant permettre de pallier les difficultés rencontrées dans le fonctionnement des établissements en cas de manque de personnels permanents.

La place donnée à l'emploi dans la politique gouvernementale doit trouver dans ce cadre un champ d'application exemplaire. Je vous demande d'accorder à la présente instruction une importance prioritaire.

Un bilan de leur mise en œuvre sera établi à la fin de l'année 2005. Je vous demande de me faire part des éventuelles difficultés d'application que vous rencontreriez.

Le ministre de la culture et de la communication,  
Renaud Donnedieu de Vabres

## ANNEXES

### Le contrat d'accompagnement dans l'emploi (CAE)

Le CAE est un contrat de droit privé, à durée déterminée, renouvelable dans la limite de 24 mois. La conclusion de chaque contrat est subordonnée à la signature d'une convention entre le directeur de l'agence nationale pour l'emploi (ANPE) en sa qualité de représentant de l'Etat et l'employeur.

#### **\* A qui s'adresse le CAE ?**

Il s'adresse aux personnes sans emploi rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

#### **\* Quel est l'interlocuteur pour conclure la convention ?**

Les demandes de convention doivent être déposées auprès de l'agence locale pour l'emploi (ANPE) dans le ressort duquel se trouve l'employeur souhaitant embaucher une personne en CAE.

#### **\* Quel type de contrat ? Quelle durée pour les conventions ? Quelle durée hebdomadaire de travail ?**

Le CAE est un contrat de droit privé, à durée déterminée conclu en application d'une convention conclue entre l'Etat et l'employeur. Cette convention, et le contrat de travail qui s'y rattache peut être d'une

durée minimale de 6 mois et maximale de 24 mois et est renouvelable deux fois dans la limite de 24 mois. Toutefois, aucun renouvellement ne pourra être accordé sans entretien individuel préalable réalisé par l'ANPE et destiné à dresser un bilan qualitatif de la convention et de s'assurer de la réalisation des actions de formation professionnelle, d'accompagnement et de VAE prévues.

La durée de travail hebdomadaire doit être au minimum de 20 heures (sauf difficultés particulières de la personne justifiant une durée de travail inférieure).

#### \* Quelle rémunération ?

Le salarié embauché en CAE est rémunéré conformément aux dispositions conventionnelles, il perçoit cependant au minimum une rémunération égale au produit du SMIC multiplié par le nombre d'heures de travail effectuées.

#### \* Quelles aides et quelles exonérations pour leurs employeurs ?

Aides : Aide versée par l'Etat (ministère chargé de la cohésion sociale) au taux défini par le préfet de région (ce taux ne pouvant excéder 95 % du SMIC horaire brut).

NB : Pour les CAE conclu avant le 31 décembre 2005 au bénéfice des jeunes de 16 à 25 ans le taux sera porté au minimum à 90 % du SMIC horaire brut.

Exonérations : Les employeurs bénéficient d'une exonération du paiement des cotisations patronales de sécurité sociale dues au titre des assurances sociales, des accidents du travail et des maladies professionnelles et des allocations familiales, dans la limite d'un montant de rémunération égal au SMIC et de la durée légale du travail.

#### \* Conditions de rupture ou de suspension du CAE

La loi introduit la possibilité pour le CAE embauché sous contrat à durée déterminée de rompre ou suspendre son contrat en cas notamment de proposition d'embauche plus intéressante (CDI, autre CDD d'une durée supérieure ou au moins égale à 6 mois) ou d'accès à une formation qualifiante. Le CNASEA et l'ANPE doivent être informées de toute rupture ou suspension dans un délai de 7 jours francs.

#### \* Quelles actions d'accompagnement, de formation professionnelle, de VAE ?

Les actions d'accompagnement et de formation professionnelle étant recommandées en CAE, le plan de formation de l'établissement pourra intégrer des actions destinées à ces publics.

<p><b>...vous embauchez en contrat d'accompagnement dans l'emploi</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Une personne sans emploi selon les critères définis dans votre région ;</li> <li>- En contrat à durée déterminée pendant au moins six mois, renouvelable dans la limite de deux ans ;</li> <li>- A temps partiel ou à temps complet (durée hebdomadaire d'au moins 20 heures) ;</li> <li>- Vous recevez une aide mensuelle qui peut varier de 69 % à 95 % du SMIC brut ;</li> <li>- Si vous embauchez un jeune de moins de 26 ans non qualifié en 2005, l'aide mensuelle est fixée à 90 % du SMIC brut qui réduit le coût salarial mensuel à votre charge de 146 EUR en 2005 (pour 20 heures) ;</li> <li>- Vous êtes exonérés des cotisations et contributions sociales dans la limite du SMIC.</li> </ul>
---------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

#### Le contrat d'avenir (CA)

##### \* A qui s'adresse le contrat d'avenir ?

Il s'adresse aux bénéficiaires du revenu minimum d'insertion (allocataires et ayants droit), de l'allocation de solidarité spécifique ou de l'allocation de parent isolé confrontés à des difficultés d'insertion sociale et professionnelle et justifiant du bénéfice de l'une de ces allocations depuis au moins six mois au cours des 12 derniers mois à la date de conclusion du contrat.

La conclusion de chaque contrat est subordonnée à la signature d'une convention entre le bénéficiaire du

contrat (qui s'engage à prendre part à toutes les actions qui y sont prévues), le représentant de la collectivité territoriale signataire et l'employeur.

##### \* Quel type de contrat ? Quelle durée de la convention ? Quelle durée hebdomadaire de travail ?

Le contrat d'avenir est un contrat de droit privé, à durée déterminée.

Les conventions de contrat d'avenir ont une durée égale à celle du contrat d'avenir, soit deux ans, renouvelable dans la limite de 36 mois ou, pour les personnes âgées de 50 ans et plus, de 60 mois.

La durée hebdomadaire, fixée à 26 heures, est modulable sur tout ou partie de l'année.

### \* Quelle rémunération ?

Le salarié embauché en contrat d'avenir perçoit sous réserve de dispositions conventionnelles plus favorables, une rémunération égale au produit du SMIC multiplié par le nombre d'heures de travail effectuées, soit :

SMIC mensuel brut = SMIC horaire X 26 heures X 4,33 (soit un calcul du SMIC mensuel brut sur la base de 112,66 heures) = à 857,39 EUR au 1<sup>er</sup> janvier 2005.

### \* Quelles aides et quelles exonérations pour leurs employeurs ?

Aides : Les employeurs bénéficient des aides suivantes :

- aide forfaitaire versée par l'Etat (ASS, API) ou par le Conseil général (RMI) par activation de l'allocation,
- aide complémentaire dégressive versée par l'Etat (ministère chargé de la cohésion sociale).

Exonération : Les employeurs bénéficient d'une exonération du paiement des cotisations patronales de sécurité sociale dues au titre des assurances sociales, des accidents du travail, des maladies professionnelles et des allocations familiales, dans la limite du SMIC.

Prime : L'employeur reçoit une prime de 1500 EUR si au terme du contrat d'avenir le salarié signe un contrat à durée indéterminée.

### \* Quelles actions d'accompagnement, de formation professionnelle, de VAE ?

Les actions d'accompagnement et de formation professionnelle font partie intégrante du contrat d'avenir. Elles peuvent se tenir pendant le temps de travail ou hors du temps de travail pour la durée représentant la différence entre la durée moyenne de travail et la durée légale de travail.

Le plan de formation devra intégrer des actions destinées à ces publics.

<b>...vous embauchez en contrat d'avenir</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Un bénéficiaire depuis au moins 6 mois du revenu minimum d'insertion, de l'allocation de solidarité spécifique, de l'allocation parent isolé, de l'allocation aux adultes handicapés ;</li> <li>- En contrat à durée déterminée d'au moins 24 mois, pouvant être prolongé d'un an. Pour les personnes de plus de cinquante ans et les travailleurs handicapés, sa durée maximale peut atteindre 5 ans. Dans certains cas, cette durée peut être comprise entre six mois et 24 mois ;</li> <li>- Pour une durée hebdomadaire de 26 heures ;</li> <li>- Vous recevez une aide mensuelle qui réduit le coût salarial mensuel à votre charge à 66 EUR les six premiers mois, 152 EUR les six mois suivants et 294 EUR pendant le reste du contrat ; soit un coût salarial moyen de 200 EUR par mois pour un contrat de 24 mois ;</li> <li>- Vous recevez une aide forfaitaire de 1500 EUR en cas de transformation du contrat d'avenir en contrat à durée indéterminée ;</li> <li>- Vous êtes exonérés des cotisations et contributions sociales dans la limite du SMIC.</li> </ul>
----------------------------------------------	--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

### Coût employeurs des contrats aidés non marchand

SMIC horaire brut 8,03 EUR

	CAE 26 heures		CAE 20 heures	
	70 % (Taux moyen)	90 % (jeunes)	70 % (Taux moyen)	90 % (Jeunes)
Durée hebdomadaire de référence	26	26	20	20
Rémunération brute (référence 1 SMIC)	905	905	696	696
Taux de prise en charge	70 %	90 %	70 %	90 %
<b>Montant aides de l'Etat</b>	<b>633</b>	<b>814</b>	<b>487</b>	<b>626</b>
<b>Coût salarial employeur mensuel après aides de l'Etat</b>	<b>371</b>	<b>190</b>	<b>285</b>	<b>146</b>

	Contrat d'avenir (26 heures)		
	90 % (Semestre 1)	75 % (Semestre 2)	50 % (Année 2 & suivantes)
Durée hebdomadaire de référence	26	26	26
Rémunération brute (référence 1 SMIC)	905	905	905
Taux de prise en charge	90 %	75 %	50 %
<b>Coût salarial employeur mensuel après aides de l'Etat (ou département)</b>	<b>66</b>	<b>152</b>	<b>294</b>

**Circulaire n° 2005/015 du 3 août 2005 relative aux missions et organisation des directions régionales des affaires culturelles (DRAC) et des services départementaux de l'architecture et du patrimoine (SDAP) en matière d'architecture et de patrimoine.**

Le ministre de la culture et de la communication

à

Madame et messieurs les préfets de région

Mesdames et messieurs les préfets de département

**Références :**

- Loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'organisation territoriale de la République ;
- Décret n° 79-180 du 6 mars 1979 modifié instituant les services départementaux de l'architecture et du patrimoine ;
- Décret n° 92-604 du 1<sup>er</sup> juillet 1992 portant charte de la déconcentration ;
- Décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Décret n° 2004-1053 du 5 octobre 2004 relatif aux pôles régionaux de l'Etat et à l'organisation de l'administration territoriale dans les régions ;
- Décret n° 2004-1430 du 23 décembre 2004 modifié relatif aux directions régionales des affaires culturelles et modifiant les attributions des directions régionales de l'environnement ;
- Circulaire n° 2003/009 du 2 juillet 2003 relative aux méthode et calendrier d'évolution des missions et de l'organisation des services déconcentrés chargés des questions d'architecture et de patrimoine ;
- Circulaire n° 2005/005 du 31 mars 2005 relative aux missions et au fonctionnement du pôle «culture».

**Copies :**

- Mesdames et messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles ;

- Mesdames et messieurs les chefs de services départementaux de l'architecture et du patrimoine.

**I. La situation et le constat**

**1. L'articulation des missions en matière d'architecture et de patrimoine entre les deux niveaux de services déconcentrés du ministère chargé de la culture est à la fois complexe et insuffisante**

Les services déconcentrés du ministère chargé de la culture sont aujourd'hui organisés à l'échelon régional avec les directions régionales des affaires culturelles (DRAC) et à l'échelon départemental avec les services départementaux de l'architecture et du patrimoine (SDAP).

Les missions de ces services - définies pour les DRAC par le décret n° 2004-1430 du 23 décembre 2004 et pour les SDAP par le décret n° 79-180 du 6 mars 1979 - ne sont pas identiques : les DRAC ont en effet des missions qui couvrent l'ensemble du champ culturel tandis que les SDAP ont un périmètre de missions circonscrit aux secteurs de l'architecture, du patrimoine, de l'urbanisme et de l'environnement.

Toutefois, s'agissant de l'architecture et du patrimoine, les missions de ces services se recoupent, sans que l'articulation entre leurs responsabilités respectives soit toujours très lisible.

A cet égard, le récent décret n° 2004-1430 du 23 décembre 2004 relatif aux directions régionales des affaires culturelles et modifiant les attributions des directions régionales de l'environnement constitue une première étape de clarification des missions de chacun

de ces échelons déconcentrés et une articulation de leur exercice.

Par ailleurs, d'autres textes, en l'occurrence le code du patrimoine, le code de l'urbanisme, le code de l'environnement ainsi que leurs décrets d'application, répartissent les compétences entre DRAC et SDAP pour prendre les décisions ou avis qui relèvent de l'Etat dans les domaines de l'architecture et du patrimoine.

## **2. La décentralisation, la réforme des finances publiques et la constitution du pôle «culture» en région nécessitent de clarifier les compétences des DRAC et des SDAP**

Aujourd'hui, plusieurs grands chantiers de réforme du Gouvernement imposent d'aller au-delà de cette première étape : la mise en œuvre de la loi organique du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances, l'application de la loi de décentralisation du 13 août 2004 dans le domaine du patrimoine ainsi que la réforme de l'administration territoriale de l'Etat, illustration d'une préoccupation de plus grande efficacité et de lisibilité de son action, militent en faveur d'une démarche de réforme des services déconcentrés du ministère de la culture, dans le sens d'une meilleure articulation de leurs missions en matière d'architecture et de patrimoine.

C'est dans cette perspective que j'ai demandé à mon directeur de cabinet de présider un comité de pilotage ministériel, associant un préfet de région et un préfet de département, chargé de me faire des propositions.

Les conclusions de ce comité qui m'ont été remises au début de l'année 2005 m'ont permis de retenir un certain nombre d'orientations que je vous demande de mettre en œuvre immédiatement, pour certaines d'entre elles, et dès que les textes réglementaires que ces mesures nécessitent auront été publiés pour d'autres. Un décret unique définissant les missions des services déconcentrés du ministère est en effet en cours d'élaboration.

## **II. Les orientations retenues**

### **1. Le maintien des deux échelons déconcentrés du ministère chargé de la culture au sein du pôle «culture» placé auprès du préfet de région**

Ma récente circulaire du 31 mars 2005 relative au pôle «culture» a précisé la composition du pôle et y a intégré les SDAP.

En matière d'architecture et de patrimoine, il s'agit de donner à l'action des services de l'Etat dans ces domaines toute l'efficacité et la lisibilité requises. La

DRAC, sous l'autorité du préfet de région et sous l'autorité de chacun des préfets de département, conservera le caractère de service régional et interdépartemental en matière culturelle tandis que le SDAP a vocation à devenir pleinement l'échelon déconcentré opérationnel et le guichet de proximité pour l'architecture et le patrimoine dans le département.

## **2. De nouvelles modalités d'organisation et de fonctionnement**

Cette réforme suppose une nouvelle répartition des compétences et des règles de fonctionnement.

### Une nouvelle répartition des compétences

Afin de clarifier les niveaux de compétences et de permettre aux usagers de mieux identifier les services compétents, il est indispensable d'adapter le dispositif juridique.

Organisé à l'échelon départemental et par conséquent dans une situation de proximité de l'utilisateur, chaque SDAP a vocation à devenir, de manière encore plus large qu'aujourd'hui, l'échelon opérationnel en matière d'architecture et de patrimoine.

Au niveau régional, la DRAC doit devenir avant tout l'échelon d'orientation, d'animation, de coordination et de programmation dans les domaines de l'architecture et du patrimoine. Cette évolution est en particulier induite par la LOLF : le directeur régional des affaires culturelles, responsable de budgets opérationnels de programmes (BOP), est chargé de définir les objectifs et les indicateurs de performance des BOP et de répartir, après discussion, ses crédits entre les différentes unités opérationnelles.

Les SDAP, unités opérationnelles, reçoivent ainsi une fraction des crédits des BOP et sont chargés de l'exécution de ces derniers. Ils doivent ensuite assurer la remontée d'informations relatives à l'utilisation des crédits vers le chef des BOP, en l'occurrence le DRAC, chargé d'effectuer un suivi et une consolidation de ces données.

### Des modes de fonctionnement renouvelés et des moyens réorientés

La mise en œuvre de cette réforme suppose des modes de fonctionnement renouvelés et des moyens améliorés.

### La participation des SDAP à la conférence régionale de l'architecture et du patrimoine et l'instauration d'un collège des chefs de service :

Au-delà de la participation des SDAP à la conférence régionale de l'architecture et du patrimoine, je vous demande de veiller à la mise en place d'un collège

des chefs de service réunissant le DRAC et les chefs de SDAP et présidé par le DRAC. Ce collège aura pour vocation d'arrêter les choix stratégiques et d'élaborer la proposition de programmation budgétaire des SDAP en matière d'architecture et de patrimoine dans la région.

*La mise en place progressive des services régionaux de l'architecture et du patrimoine :*

Par ailleurs, conformément aux principes posés par ma circulaire du 30 juin 2003, un service régional de l'architecture et du patrimoine sera constitué progressivement dans chaque DRAC, sur la base de nouvelles instructions que je vous donnerai d'ici la fin de l'année ; il regroupera les missions architecture et patrimoine et sera confié à un chef de service qui aura exercé les fonctions de chef de SDAP, de chef de service dans les domaines de l'archéologie ou des monuments historiques, de conseiller en architecture ou des fonctions de responsabilité en administration centrale. S'agissant des conseillers en architecture, mes nouvelles instructions, ainsi que je vous l'ai indiqué ci-dessus, vous préciseront les modalités à retenir dans les DRAC qui en sont dépourvues.

*La participation des SDAP aux travaux de certains pôles départementaux :*

Ces nouvelles modalités d'organisation n'ont bien sûr pas pour objectif de conduire les SDAP à ne pas participer aux politiques du territoire et du cadre de vie ; à cet égard, leur participation aux travaux des pôles départementaux créés en la matière peut être admise, à condition qu'elle ne se traduise en aucune manière par une intégration sous l'autorité d'un autre chef de service déconcentré départemental ou au sein des services d'une préfecture.

*Des modalités pratiques de fonctionnement :*

Le préfet de région pourra, sur proposition du DRAC, déléguer sa signature aux chefs de SDAP et à certains de leurs collaborateurs dans des matières relevant du niveau régional et que les délégataires exerceront dans leur département ; cette disposition, que prévoira le décret en préparation sur les services déconcentrés du ministère, doit permettre de développer, en matière d'architecture et de patrimoine, le caractère de service de proximité des SDAP.

J'ai conscience que la mise en œuvre de la réforme passe par la refonte des applications informatiques afin d'assurer une meilleure circulation des informations, indispensable à la cohérence de l'action des services et des politiques conduites. J'ai décidé d'en faire une priorité des services informatiques du

ministère de la culture et de la communication et d'y allouer les moyens nécessaires.

Par ailleurs, il faudra veiller à ce que soient identifiées, chaque fois que nécessaire, des personnes ressources pour les SDAP au sein des DRAC.

**3. La réforme des services déconcentrés du ministère dans les domaines de l'architecture et du patrimoine doit être accompagnée de la mise en œuvre attentive de la politique de simplification en cours d'élaboration**

Un effort significatif en matière de simplification et de rationalisation des procédures, enjeu important pour les services déconcentrés, est en cours de réalisation : plusieurs mesures ont en effet été proposées dont l'entrée en vigueur est programmée dans le cadre de l'ordonnance d'application de la loi n° 2004-1343 de simplification du droit qui doit être publiée avant le 9 septembre 2005 (création des périmètres de protections adaptés et élargissement du champ des périmètres de protection modifiés, mesures de simplification des procédures en particulier en matière de sites, de monuments historiques et d'espaces protégés).

A la faveur de la réforme des services déconcentrés de mon département ministériel que je vous demande d'engager, je vous invite à accompagner la simplification et la modernisation des procédures qui constituent des axes majeurs pour alléger la tâche des services en les recentrant sur les enjeux essentiels et réformer l'Etat au profit des citoyens.

Je vous informe que, sur cette réforme essentielle pour le ministère de la culture et de la communication, j'ai sollicité la collaboration de l'inspection générale de l'administration des affaires culturelles et de l'inspection générale de l'architecture et du patrimoine afin qu'elles assurent un suivi régulier de la mise en œuvre de la nouvelle articulation des missions entre les DRAC et les SDAP et de la mise en place des services régionaux de l'architecture et du patrimoine.

Je vous demande, à droit constant, de mettre en œuvre dès maintenant les orientations indiquées ci-dessus dans l'attente de la publication du décret relatif aux services déconcentrés du ministère et de la circulaire d'application de ce texte qui rappellera, tant pour l'architecture que pour le patrimoine, les missions de chaque niveau déconcentré.

J'attache une importance toute particulière à cette réforme. Elle doit être l'occasion pour les services départementaux de l'architecture et du patrimoine, dans le cadre d'une meilleure synergie avec les directions régionales des affaires culturelles,

d'accomplir de façon plus satisfaisante les missions essentielles qui sont les leurs au service tant du patrimoine que d'une architecture et d'un urbanisme de qualité. Leur rôle essentiel en la matière doit ainsi s'en trouver renforcé et encouragé.

Le ministre de la culture et de la communication,  
Renaud Donnedieu de Vabres

## DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

### **Circulaire n° 2005/013 du 13 juillet 2005 relative à la prévention du harcèlement moral, de la souffrance et de la violence au travail.**

Le ministre de la culture et de la communication  
à

Mesdames et messieurs les directeurs et délégués d'administration centrale,

Mesdames et messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles (s/c de madame et messieurs les préfets de région),

Mesdames et messieurs les chefs de service départementaux de l'architecture et du patrimoine (s/c de mesdames et messieurs les préfets de département),

Mesdames et messieurs les directeurs d'établissements publics.

La loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 de modernisation sociale, applicable à la Fonction publique a introduit les notions de protection de la santé mentale et de harcèlement moral. Elle a modifié la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires par un article 6 quinquies ainsi rédigé :

*«Aucun fonctionnaire ne doit subir les agissements répétés de harcèlement moral qui ont pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel.*

*Aucune mesure concernant notamment le recrutement, la titularisation, la formation, la notation, la discipline, la promotion, l'affectation et la mutation ne peut être prise à l'égard d'un fonctionnaire en prenant en considération :*

*1° Le fait qu'il ait subi ou refusé de subir les agissements de harcèlement moral visés au premier alinéa ;*

*1bis° Le fait qu'il ait exercé un recours auprès d'un*

*supérieur hiérarchique ou engagé une action en justice visant à faire cesser ces agissements ;*

*2° Ou bien le fait qu'il ait témoigné de tels agissements ou qu'il les ait relatés.*

*Est passible d'une sanction disciplinaire tout agent ayant procédé aux agissements définis ci-dessus. Les dispositions du présent article sont applicables aux agents non titulaires de droit public».*

Elle a également modifié le code pénal qui précise en son article 222-33-2 : *«Le fait de harceler autrui par des agissements répétés ayant pour objet ou pour effet une dégradation des conditions de travail susceptible de porter atteinte à ses droits et à sa dignité, d'altérer sa santé physique ou mentale ou de compromettre son avenir professionnel, est puni d'un an d'emprisonnement et de 15 000 euros d'amende».*

Dans la perspective de la mise en œuvre de ces dispositions, la direction de l'administration générale a mis en place au sein du ministère, au cours de l'année 2002, un groupe de travail chargé d'une mission de réflexion et de proposition sur ce thème. Cette instance pluridisciplinaire a fonctionné en prenant appui sur l'étude de situations concrètes relevées au sein du ministère.

Les conclusions et préconisations émises par le groupe de travail à l'issue de ses travaux ont été communiquées au directeur de l'administration générale en septembre 2003 et soumises à l'examen du comité hygiène et sécurité ministériel du 16 décembre 2003.

Vous pouvez consulter le rapport final du groupe de travail et ses préconisations sur *Sémaphore*.

Ces préconisations se déclinent en quatre points que vous trouverez ci-après exposés :

I – Clarification des responsabilités en matière administrative et juridique

II – Information et suivi médico-social de prévention des agents

III – Mesures de prévention à mettre en œuvre dans le domaine de la gestion des ressources humaines

IV – Identification des différents acteurs.

### **I – Clarification des responsabilités en matière administrative et juridique**

En premier lieu, le rappel des textes réglementaires se révèle indispensable notamment en ce qui concerne la responsabilité des personnels d'encadrement.

Ce point fait l'objet de l'article 2-1 du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatif à l'hygiène

et à la sécurité du travail et à la médecine de prévention dans la fonction publique. Cet article dispose que *«les chefs de service sont chargés, dans la limite de leurs attributions et dans le cadre des délégations qui leur sont consenties, de veiller à la sécurité et à la protection de la santé des agents placés sous leur autorité»*.

De plus, le titre III du livre II du code du travail s'applique dans les administrations et leurs établissements publics et notamment l'article L. 230-2 : *«Le chef d'établissement prend les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale des travailleurs de l'établissement, y compris les travailleurs temporaires. Ces mesures comprennent des actions de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés. Il veille à l'adaptation de ces mesures pour tenir compte du changement des circonstances et tendre à l'amélioration des situations existantes»*.

La responsabilité pénale de l'employeur est susceptible d'être mise en cause au titre de ses obligations en matière d'hygiène et de sécurité.

Afin de permettre l'application de ces dispositions et de les porter à la connaissance des agents, tous les responsables des services et des établissements doivent élaborer un règlement intérieur rappelant les droits et obligations des agents et intégrant notamment les mesures prises en matière d'hygiène et de sécurité et de prévention des cas de souffrance au travail.

## **II – Information et suivi médico-social de prévention des agents**

Les responsables hiérarchiques sont dans l'obligation d'assurer l'information des agents placés sous leur autorité sur les textes réglementaires régissant l'hygiène, la sécurité et la santé au travail et sur les mesures qu'ils ont mises en œuvre dans leur structure dans ce domaine.

Cette information peut se concevoir par voie d'affichage, voire par la remise à chaque nouvel agent d'un livret d'accueil.

Les dispositions du décret n° 82-453 du 28 mai 1982 modifié relatives à la médecine de prévention doivent faire l'objet d'une large diffusion, par exemple par voie d'affichage. Il importe d'insister sur le caractère obligatoire des visites médicales et leur fréquence minimum prévue par le décret précité. De plus, les agents doivent être informés de la possibilité de consulter le médecin de prévention hors visites réglementaires.

En effet, ce dernier se révèle être bien souvent un interlocuteur privilégié dans le cadre de la prévention et de la détection d'éventuels cas de harcèlement.

Les coordonnées du médecin de prévention chargé du suivi du service ainsi que celles des services sociaux doivent faire l'objet d'une large diffusion auprès du personnel et d'un affichage dans les locaux.

## **III – Mesures de prévention à mettre en œuvre dans le domaine de la gestion des ressources humaines**

Il apparaît que la prévention des risques de cas de harcèlement moral et de souffrance et de violence au travail est subordonnée au bon fonctionnement du suivi administratif, médical et social de l'ensemble des agents. Cette responsabilité incombe aux responsables d'encadrement, à tous les niveaux, qui doivent bénéficier de formations spécifiques leur permettant d'intégrer cette notion afin d'être en mesure de prévoir et régler les situations difficiles auxquelles ils pourraient être confrontés.

### **1) Formation destinée aux personnels d'encadrement – chefs de services inclus**

Le bureau de la formation de la direction de l'administration générale a d'ailleurs, d'ores et déjà, intégré dans les stages de formation au management un module sur ce thème traitant plus particulièrement de la responsabilité des personnels d'encadrement et de la prévention des fautes professionnelles.

Pour votre part, il vous appartient d'inciter les agents chargés de fonctions d'encadrement placés sous votre autorité à suivre les sessions de formation que vous organiserez et complétez régulièrement en ce domaine.

### **2) Formation des personnels chargés de l'hygiène et de la sécurité ACMO et membres des CHS**

Il importe que ces personnels disposent des connaissances nécessaires pour assurer pleinement leur rôle dans le domaine de la souffrance au travail. Je vous recommande donc de vérifier que les formations qui leur sont destinées intègrent un module spécifiquement consacré à ces questions.

### **3) Intégrer la prévention dans les actes de gestion courante des personnels**

#### **a) L'entretien d'évaluation**

L'entretien d'évaluation et de notation des agents doit être un moment privilégié d'échange et de dépistage de difficultés éventuelles pouvant survenir notamment lors de situations particulières (absentéisme ou congés de maladie répétés, réorganisation de service...). L'attitude des responsables d'encadrement au regard de la prévention de la souffrance sera prise en compte

dans leur évaluation.

#### **b) Le bilan social annuel**

Lors de l'établissement du bilan social annuel, une rubrique sur ce point sera introduite. Cette partie comportera :

- un point d'ensemble des situations éventuelles auxquelles vous aurez pu être confronté en respectant bien entendu toutes les précautions de confidentialité,
- un exposé des mesures mises en œuvre, le cas échéant, pour remédier à ces situations.

#### **c) Le dialogue social**

Les éléments contenus dans ce bilan seront présentés aux CTP et aux CHS concernés.

De plus, le rapport annuel du médecin de prévention présenté en CHS fera le point sur la situation du service en la matière.

### **IV – Identification des différents acteurs**

Le ministère de la culture a décidé de s'impliquer pleinement dans cette démarche de prévention pour l'ensemble de ses agents. Il est impératif que ce thème, et plus particulièrement la notion de harcèlement moral, comme celui de l'hygiène et de la sécurité, soit totalement intégré à la gestion des ressources humaines des services.

Pour répondre à cette volonté, les inspecteurs chargés de l'hygiène et de la sécurité récemment désignés pourront assurer auprès de vous une mission d'information et de conseil.

De plus, les réflexions du groupe de travail sur la souffrance et la violence au travail ont abouti à l'identification des différents acteurs pouvant intervenir dans les cas de harcèlement.

En conclusion, il convient de rappeler que les situations de harcèlement moral et de violence sur le lieu de travail peuvent apparaître chaque fois qu'il n'a pas été tenu suffisamment compte des droits et obligations des agents publics. La bonne exécution de la mission de service public dont nous avons la charge repose aussi sur la qualité des rapports humains à l'intérieur des services.

Tout acte et toute attitude mettant en cause l'intégrité physique ou morale d'un agent, dans un cadre hiérarchique ou non, sont contraires au devoir de respect de la personne humaine et c'est pourquoi la loi a entendu prévenir et réprimer ces agissements.

Ce sujet est sensible. Il doit donc être traité avec beaucoup d'attention et de discrétion dès lors qu'un

cas serait avéré.

Toutes les mesures visant à la protection des agents en la matière devront être portées à leur connaissance et vous voudrez bien fournir aux agents qui en feront la demande toutes les explications nécessaires à l'application de la présente circulaire.

Je vous remercie de procéder à la mise en œuvre de ces préconisations et d'être particulièrement attentifs à toute situation relevant de cette problématique qui pourrait survenir au sein de vos services.

Le ministre de la culture et de la communication,  
Renaud Donnedieu de Vabres

### **Annexe 1**

#### **Eléments relatifs à l'hygiène et à la sécurité à intégrer dans le règlement intérieur**

##### **I – Règles de sécurité**

Les consignes de sécurité ainsi que le plan d'évacuation des locaux sont portés à la connaissance des agents par voie d'affichage de même que les coordonnées des principaux acteurs chargés de l'hygiène et de la sécurité (ACMO, inspecteur, etc.).

Les agents sont dans l'obligation de prendre connaissance de ces consignes et de les appliquer en cas de besoin.

Un registre d'hygiène et de sécurité destiné à recueillir leurs observations en la matière est mis à leur disposition à l'accueil.

Des exercices de prévention et de lutte contre l'incendie sont organisés auxquels doit participer l'ensemble du personnel.

##### **II - Règles d'hygiène**

Les dispositions de la loi dite «Evin» sont applicables : il est interdit de fumer dans les locaux.

La *charte alcool* doit faire l'objet d'une large diffusion dans les services. Il est rappelé qu'il est interdit d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées sur le lieu de travail, sauf dans des circonstances exceptionnelles.

##### **III – Médecine de prévention**

En application des dispositions du décret n° 82-453 du 28 mai 1982, les agents sont dans l'obligation de se présenter aux visites médicales. Cette obligation est annuelle ou quinquennale.

Le rôle du médecin de prévention est de prévenir toute

altération de la santé des agents du fait de leur travail. Il est le conseiller de l'administration, des agents et de leurs représentants en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie et de travail dans les services, l'hygiène générale des locaux, l'adaptation des postes, des techniques et des rythmes de travail à la physiologie humaine, la protection des agents contre l'ensemble des nuisances et les risques d'accidents de service ou de maladie professionnelle ou à caractère professionnel, l'hygiène dans les restaurants administratifs, l'information sanitaire.

Les agents ont la possibilité de consulter le médecin de prévention, sur leur demande, à tout moment, en dehors des visites obligatoires.

Les coordonnées de ce dernier sont portées à la connaissance des agents par voie d'affichage dans les locaux.

En vue d'assurer le bon fonctionnement des services et le bien-être au travail de chacun, il est conseillé aux agents de signaler, dans les meilleurs délais, toute situation de travail délicate susceptible d'entraîner des cas éventuels de souffrance au travail, dont ils auraient connaissance.

## Annexe 2

### **Rappel des droits et obligations des fonctionnaires et des agents publics à intégrer dans le règlement intérieur**

La loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée précise les droits et obligations des fonctionnaires et agents publics de l'Etat.

#### **I – Les droits**

##### **Liberté d'opinion (Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 art.6) :**

La liberté d'opinion est garantie aux fonctionnaires.

Aucune distinction, directe ou indirecte, ne peut être faite entre les fonctionnaires en raison de leurs opinions politiques, syndicales, philosophiques ou religieuses, de leur origine, de leur orientation sexuelle, de leur âge, de leur patronyme, de leur état de santé, de leur apparence physique, de leur handicap ou de leur appartenance ou de leur non-appartenance, vraie ou supposée, à une ethnie ou à une race.

##### **Droit de grève (Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 10)**

Les fonctionnaires exercent le droit de grève dans le cadre des lois qui le réglementent.

##### **Droit syndical (Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art.8)**

Le droit syndical est garanti aux fonctionnaires. Les intéressés peuvent librement créer des organisations syndicales, y adhérer et y exercer des mandats.

##### **Droit aux congés (Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 21)**

Les fonctionnaires ont droit à :

des congés annuels,

des congés de maladie,

des congés de maternité et des congés liés aux charges parentales,

des congés de formation professionnelle,

des congés de formation syndicale.

##### **Droit à la formation (Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 22)**

Le droit à la formation permanente est reconnu aux fonctionnaires.

Ceux-ci peuvent être tenus de suivre des actions de formation professionnelle dans les conditions fixées par les statuts particuliers.

##### **Droit à la consultation de son dossier (Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 18 et 19)**

Tout fonctionnaire a accès à son dossier individuel dans les conditions définies par la loi.

Le fonctionnaire à l'égard duquel une procédure disciplinaire est engagée a droit à la communication de l'intégralité de son dossier individuel et de tous les documents annexes et à l'assistance de défenseurs de son choix. L'administration doit informer le fonctionnaire de son droit à communication du dossier. Aucune sanction disciplinaire autre que celles classées dans le premier groupe par les dispositions statutaires relatives aux fonctions publiques de l'Etat, territoriale et hospitalière ne peut être prononcée sans consultation préalable d'un organisme siégeant en conseil de discipline dans lequel le personnel est représenté.

L'avis de cet organisme de même que la décision prononçant une sanction disciplinaire doivent être motivés.

##### **Droit à une rémunération, après service fait (Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 20)**

Les fonctionnaires ont droit, après service fait, à une rémunération comprenant le traitement, l'indemnité de résidence, le supplément familial de traitement ainsi

que les indemnités instituées par un texte législatif ou réglementaire. Le montant du traitement est fixé en fonction du grade de l'agent et de l'échelon auquel il est parvenu, ou de l'emploi auquel il a été nommé.

Les fonctionnaires sont affiliés à des régimes spéciaux de retraite et de sécurité sociale.

### **Garantie de l'emploi et garantie de carrière (Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 14)**

L'accès des fonctionnaires de l'Etat, des fonctionnaires territoriaux et des fonctionnaires hospitaliers aux deux autres fonctions publiques, ainsi que leur mobilité au sein de chacune de ces trois fonctions publiques constituent des garanties fondamentales de leur carrière.

## **II – Les obligations**

### **Obligation de réserve**

Le principe de neutralité du service public interdit au fonctionnaire de faire de sa fonction l'instrument d'une propagande quelconque. La portée de cette obligation est appréciée au cas par cas par l'autorité hiérarchique sous contrôle du juge administratif.

La réserve n'a pas trait uniquement à l'expression des opinions. Elle impose au fonctionnaire d'éviter en toutes circonstances les comportements portant atteinte à la considération du service public par les usagers.

### **Obligation au secret professionnel (Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 26)**

Les fonctionnaires sont tenus au secret professionnel dans le cadre des règles instituées dans le code pénal. Les fonctionnaires doivent faire preuve de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. En dehors des cas expressément prévus par la réglementation en vigueur, notamment en matière de liberté d'accès aux documents administratifs, les fonctionnaires ne peuvent être déliés de cette obligation professionnelle que par décision expresse de l'autorité dont ils dépendent.

### **Obligation de service fait (Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art.20)**

Cette obligation de service fait est opposable aux fonctionnaires en application de l'article 20 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 relatif au droit à la rémunération et cité dans ce cadre.

### **Obligation du respect des instructions de la hiérarchie (Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 28)**

Tout fonctionnaire, quel que soit son rang dans la hiérarchie, est responsable de l'exécution des tâches qui lui sont confiées. Il doit se conformer aux instructions de son supérieur hiérarchique, sauf dans le cas où l'ordre donné est manifestement illégal et de nature à compromettre gravement un intérêt public.

Il n'est dégagé d'aucune des responsabilités qui lui incombent par la responsabilité propre à ses subordonnés.

### **Obligation de n'exercer aucune autre activité (Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, art. 25)**

Les fonctionnaires consacrent l'intégralité de leur activité professionnelle aux tâches qui leur sont confiées. Ils ne peuvent exercer à titre professionnel une activité privée lucrative de quelque nature que ce soit. Les conditions dans lesquelles il peut être exceptionnellement dérogé à cette interdiction sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

## **Annexe 3**

### **Identification des causes pouvant conduire à des situations de souffrance au travail et moyens de prévention à mettre en place**

Il importe, en premier lieu, de préciser que les situations de souffrance au travail ou de harcèlement moral ne se produisent pas exclusivement dans le cadre des relations hiérarchie-agent mais peuvent aussi survenir dans celui des relations entre collègues, voire d'un subordonné à un chef ou d'un groupe sur un «bouc émissaire».

#### **Les causes :**

Les causes possibles d'une situation de souffrance au travail peuvent être multiples et ne sont pas exclusives les unes des autres. Le rapport final du groupe de réflexion en fait état en son chapitre III. Il est donc difficile d'établir une typologie figée qui permettrait l'établissement d'un lien causal systématique entre des situations de travail et des souffrances individuelles.

#### **Les moyens de prévention :**

##### **Moyens organisationnels :**

- analyse des réalités du travail de chacun,
- adaptation du travail aux capacités de chacun,
- prévision et planning des travaux,
- organisation régulière de réunions de service,

- alerte précoce de la médecine de prévention,
- alerte précoce du service social,
- dialogue social (intégration dans les bilans annuels d'activité des éléments relatifs aux cas de souffrance au travail, mesures préventives prises en la matière et sanctions encourues),
- tableaux de bord des indicateurs en relation avec un malaise professionnel (absentéisme, congés maladie, départs en chaîne...),
- diffusion d'organigrammes détaillés,
- formalisation des fiches de postes (nature des tâches, contraintes, niveaux hiérarchiques supérieurs et inférieurs, compétences attendues au management),
- actualisation des connaissances juridiques des responsables d'encadrement,
- information la plus large possible sur les règles d'hygiène et de sécurité, les droits et obligations de chacun, les règles de la vie collective, les relais sociaux et médicaux.

#### Moyens techniques :

- meilleure adéquation et/ou enrichissement des tâches selon le souhait des agents,
- diminuer la dangerosité des travaux,
- garantir des conditions de vie agréables dans le service : lieu de réunion, cafétéria, local pour fumeurs,
- enrichir et généraliser les livrets d'accueil en y incluant les notions d'éthique du service public, de vie collective, de respect, de harcèlement moral et sexuel,
- prévention des risques physiques et psychologiques dans les situations de travail.

#### Moyens humains :

- formation continue des personnels,
- formation de la hiérarchie au management,
- formation des ACO et membres du CHS aux problématiques de la souffrance au travail,
- accompagnement du changement,
- respect du principe de transparence en termes d'avancement, de carrières et d'indemnités,
- entretiens individuels,
- toutes dispositions visant à améliorer le suivi administratif, médical et social des agents en congé de maladie (ordinaire ou pas), accompagner le passage à demi-traitement, maintenir un contact (avec l'accord de l'agent) pendant l'absence de longue durée, préparer la réintégration.

## **Annexe 4**

### **Acteurs ou relais pouvant être sollicités dans le cas d'un agent en situation de souffrance morale**

#### **Les acteurs de proximité :**

##### Internes :

- Agents
- Collègues
- Hiérarchie

##### Externes :

- Famille
- Entourage

#### **Les acteurs institutionnels :**

- Ministère (Cabinet)
- IGAAC
- DAG
- Direction de tutelle

#### **Les experts - Les relais :**

- Médecin de prévention
- Infirmière
- Assistance sociale
- Responsable des ressources humaines et gestionnaire du personnel
- Hiérarchie
- Inspecteur d'hygiène et sécurité
- ACO
- Comité d'hygiène et de sécurité
- Commission administrative paritaire
- Syndicats
- Médecin traitant
- Médecins spécialistes
- Secteur psychologique
- Secteur social
- Secteur juridique

### **Directive nationale d'orientation n° 2005/016 du 25 août 2005 pour l'année 2006.**

Le ministre de la culture et de la communication à

Madame et messieurs les préfets de région (direction régionales des affaires culturelles)

Mesdames et messieurs les préfets de départements (services départementaux de l'architecture et du patrimoine)

La directive nationale d'orientation a vocation à :

- prendre en compte les orientations du pôle culture,
- identifier les spécificités de la mise en œuvre des projets annuels de performance dans votre région,
- signaler les événements et temps forts de l'année 2006 auxquels les DRAC doivent s'associer,

dans un contexte fortement marqué par l'évolution du rôle de l'Etat dans les domaines du patrimoine et du cadre de vie du fait du développement de la décentralisation et des réformes de fond que le Gouvernement a souhaité engager sur ma proposition, qu'il s'agisse de la simplification du droit et des procédures, de la facilitation du rôle des autres acteurs ou de la réorganisation des services déconcentrés en région et dans les départements.

J'appelle tout particulièrement votre attention sur ces évolutions dans lesquelles vous devez vous inscrire, en particulier en associant les chefs de SDAP à vos réflexions et à l'élaboration de vos propositions sur les champs de l'architecture, du patrimoine et du cadre de vie.

Le projet annuel de performance (PAP) présente les objectifs correspondant aux missions du ministère de la culture et de la communication, sur lesquels le ministre s'engage vis-à-vis du Parlement.

Ce sont des objectifs nationaux que vous avez à décliner dans votre région pour contribuer au développement et à l'aménagement culturels du territoire.

Vous devrez proposer une stratégie territoriale sans rechercher une exhaustivité en matière de politique culturelle. J'apprécierai donc la pertinence de vos choix d'action et le réalisme de vos objectifs.

Parmi ces objectifs, certains contribuent, dans le secteur culturel, aux priorités nationales que sont les politiques en faveur de l'emploi et de la cohésion sociale et devront être, en conséquence, poursuivis avec une attention particulière.

Outre l'aménagement du territoire, ce sont ceux qui vous ont été notifiés dans la circulaire du 31 mars 2005 fixant les missions du pôle culture. Il s'agit des objectifs suivants :

- la participation à la politique de soutien à l'emploi, à la formation professionnelle et en faveur de l'intégration,
- le développement de projets urbains facteurs de l'amélioration du cadre de vie,
- le développement de l'éducation artistique et culturelle.

Je vous demande donc de me présenter pour l'année 2006, dans le cadre de votre budget opérationnel de programme (BOP), la manière dont vous entendez mettre en œuvre l'ensemble de ces objectifs du PAP, et notamment ceux qui rencontrent les priorités nationales.

### **1 – Aménagement du territoire, cartographie culturelle : mise en œuvre régionale des objectifs du projet annuel de performance**

Les territoires de votre région (départements, pays ou tout territoire de nature ou d'échelle qui justifie une approche particulière en matière de développement culturel) sont susceptibles de voir leur attractivité et leur développement culturel mieux assurés par le choix de leviers d'action inscrits dans le projet annuel de performance du ministère de la culture et de la communication : construction d'équipements de proximité, implantation en résidence de créateurs, valorisation d'un patrimoine préalablement restauré, mise en réseau d'équipements existants (notamment les musées), systématisation d'un plan d'éducation artistique de tous les jeunes scolarisés.

Pour chaque territoire de votre région, je vous demande de sélectionner, parmi les objectifs du PAP, ceux qui vous semblent pertinents, et de me proposer ainsi une mise en œuvre territoriale la plus opportune possible de la politique nationale.

Vous devrez à cette occasion repérer et porter une attention particulière aux territoires culturellement déficitaires (du fait soit d'une offre insuffisante ou inexistante, soit d'une offre à laquelle les publics n'accèdent pas) sur lesquels vous aurez à faire porter des efforts mesurables (par un ou des indicateurs spécifiques que vous aurez choisis) sur les trois années à venir.

Cette analyse ne peut bien évidemment être faite qu'à partir d'une cartographie culturelle (ou du moins d'une première ébauche) qui permette notamment d'établir, en fonction de la répartition de la population et des moyens de transport, les périmètres (départementaux ou infra-départementaux, pays...) des territoires retenus.

Il serait bon que vous puissiez accompagner votre proposition de stratégie, dès cette année, d'éléments de connaissance cartographiques de votre région, permettant de visualiser la pertinence des choix que vous aurez proposés.

### **2 – Participation à la politique de soutien à l'emploi et à la formation professionnelle**

Cette politique est prioritaire pour le Gouvernement. Elle se décline selon plusieurs axes :

- identification, par l'observation, des gisements potentiels d'emplois dans les domaines artistiques et culturels (administration, médiation, enseignement,...) en lien avec les collectivités territoriales, les représentants du Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), les universités, les IUFM, l'ANPE..., grâce à une politique d'observation de l'emploi culturel (cf. action 3.5 du PAP),

- aides directes à l'emploi, tout particulièrement dans le domaine du spectacle vivant (conformément à la *charte pour l'emploi du spectacle vivant*), de l'éducation artistique et des musées (en application de la loi du 4 janvier 2002 qui prévoit la création de services des publics dans chaque musée de France) : clarification et consolidation de l'effort de financement, prenant en compte les conditions d'emploi des artistes, professionnels, et techniciens, incitant à l'allongement des contrats et à l'accroissement de la part des emplois permanents,

- aides indirectes à l'emploi dans tous les secteurs (arts plastiques, archives, livre et lecture, patrimoine monumental et archéologie) : par la constitution de lieux ressources, l'aide à la formation continue, la mise en commun d'expériences (colloques, séminaires...),

- identification des besoins de formation professionnelle des artistes, des enseignants des établissements d'enseignement artistique, des administrateurs et gestionnaires d'institutions culturelles, des techniciens, des personnels scientifiques et culturels des musées de France et des bibliothèques municipales classées, des responsables de services des publics,

- mise en réseau des écoles supérieures, rationalisation des cursus pédagogiques,

- amélioration de l'insertion professionnelle et de la reconversion grâce aux nouveaux dispositifs (contrats aidés, VAE, dispositifs d'insertion ).

Je vous invite à proposer une stratégie adaptée à votre territoire et donc à préciser les partenaires envisagés, ainsi que les actions et les objectifs du PAP sur lesquels vous entendez vous engager.

En ce qui concerne le spectacle vivant, l'ensemble de ces sujets doit être débattu dans le cadre des COREPS, dont les réunions doivent être régulières.

### **3 - Développement de projets urbains, facteurs de l'amélioration du cadre de vie**

L'amélioration du cadre de vie se traduit par la prise en compte du patrimoine (architectural, urbain ou paysager, archéologique) à l'occasion de la création ou de la restructuration du tissu urbain et par l'incitation à la mise en œuvre de projets architecturaux, urbains et paysagers ambitieux

intégrant les aspirations des habitants et les évolutions de leur mode de vie.

J'attends de vous, en liaison avec les chefs de SDAP de la région, que vous animiez, avec les ministères en charge de l'équipement et de l'environnement ainsi qu'avec les collectivités territoriales, une réflexion collective et que vous aboutissiez à un plan d'action en ce domaine.

A cet égard, l'année 2006 étant celle de la mise en œuvre des décisions prises par le Parlement et le Gouvernement en matière de décentralisation dans les domaines de l'inventaire et des monuments historiques, vous vous inscrirez dans cette perspective dynamique de développement du rôle des autres acteurs publics pour élaborer ce plan d'action. Ce plan tiendra compte également des orientations fixées par ma communication en conseil des ministres du 24 novembre 2004, conjointe avec les ministres chargés de l'équipement et du logement et relative à la qualité architecturale, urbaine et paysagère du cadre de vie des Français.

Je vous demande d'en déduire la nature des actions que vous souhaitez mettre en œuvre en liaison avec les chefs de SDAP (conseil, expertise, avis, contribution financière aux projets, commandes publiques, procédure du 1 %, actions de promotion, d'information ou de sensibilisation, coordination de l'action des différents acteurs concernés), d'identifier les collectivités avec lesquelles vous travaillerez prioritairement et de déterminer le ou les objectif(s) du PAP, sur le(s)quel(s) vous vous engagerez.

### **4 - Développement de l'éducation artistique et culturelle**

Initiation aux langages artistiques, à la connaissance du patrimoine, approche de la création contemporaine, sensibilisation à l'architecture et au patrimoine, initiation aux pratiques artistiques, fréquentation des structures culturelles... Cette éducation artistique et culturelle concerne les jeunes publics.

Cette politique éducative, menée avec tous les services de l'Etat concernés (éducation nationale, jeunesse et sports...) et les représentants des collectivités territoriales et du secteur associatif, peut se traduire par des actions en faveur de :

- la connaissance des ressources culturelles sur un territoire,
- la modernisation des supports éducatifs (cf. technologies numériques),
- l'intervention des artistes et des professionnels de la culture en milieu scolaire ou universitaire,

- l'amélioration de la qualification des intervenants,
- la sensibilisation et la formation des enseignants,
- l'engagement des structures culturelles recevant des subventions publiques à mener une politique en faveur de l'élargissement des publics (existence d'un service éducatif, au minimum existence d'un volet éducation artistique dans tout projet d'établissement).

Je vous demande donc de déterminer également dans ce domaine les territoires prioritaires (selon les critères conjoints avec le ministère de l'éducation nationale : ZEP/REP, lycées professionnels, zones rurales isolées) sur lesquels vous allez cibler votre action et de choisir, parmi les objectifs et indicateurs du PAP, ceux qui vous semblent les plus pertinents et sur lesquels vous souhaitez engager votre direction.

Dans ces trois domaines prioritaires, ainsi que sur vos choix d'action en faveur des territoires culturellement déficitaires, je serai particulièrement attentif aux résultats que vous atteindrez. C'est sur ces priorités transversales, thématiques et géographiques de votre région que je vous demande d'entamer avec la collectivité régionale une négociation préparatoire aux futurs contrats de plan.

Parallèlement, je vous demande de multiplier les relations avec les acteurs du secteur économique afin de privilégier par tous les moyens le développement du mécénat culturel.

Le ministre de la culture et de la communication,  
Renaud Donnedieu de Vabres

---

## DIRECTION DE L'ARCHITECTURE ET DU PATRIMOINE

**Circulaire n° 2005/012 du 20 juin 2005 relative au récolement des dépôts d'œuvres d'art de l'Etat - récolement des dépôts du Fonds national d'art contemporain (modification des annexes).**

Les annexes suivantes annulent et remplacent les annexes publiées au *Bulletin officiel* n° 149 :

### **Etat d'avancement du récolement des dépôts du FNAC (dans les communes sans musée de France), mars 2005**

#### **Régions en cours de préparation pour le récolement (état provisoire)**

Languedoc-Roussillon (27 communes dans l'Aude, 23 dans le Gard, 55 dans l'Hérault, 5 en Lozère, 13 dans les Pyrénées-Orientales) ; Pays-de-la-Loire (9 communes dans la Loire-Atlantique, 10 dans le Maine-et-Loire, 4 en Mayenne, 5 dans la Sarthe et 4 en Vendée) ; Provence-Alpes-Côte d'Azur (21 communes dans les Alpes-de-Haute-Provence, 9 dans les Hautes-Alpes, 5 dans les Alpes-Maritimes, 20 dans les Bouches-du-Rhône, 12 dans le Var, 18 dans le Vaucluse).

Pour ces 3 régions : 16 départements, 240 villes depositaires, 716 œuvres à récolement.

#### **Régions à récolement (dossiers à compléter avant diffusion aux CAOAS)**

Aquitaine  
Basse-Normandie  
Poitou-Charentes

#### **Régions à récolement (dossiers prêts à être diffusés aux CAOAS)**

Alsace  
Limousin  
Lorraine (récolement déjà fait en Moselle par le CAOAS)

#### **Régions récolementées (1997-2000) (à compléter du fait de nouveaux dépouillements des archives nationales)**

Bourgogne  
Centre  
Haute-Normandie  
Nord - Pas-de-Calais  
Picardie

#### **Région achevée (2000-2003)**

Midi-Pyrénées

(Suite des annexes pages suivantes)

**FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN**

70, voie des sculpteurs 92800 Puteaux

Tél. : 01 46 93 02 50

**Bureau du récolement**

Tél. : 01 46 93 06 61 – Fax : 01 46 93 06 68

**ŒUVRE GRAPHIQUE**

(dessin – estampe)

**FICHE TECHNIQUE ET  
CONSTAT D'ETAT**

<b>NOM de l'artiste :</b>	
<b>Prénom :</b>	
<b>Titre de l'œuvre :</b>	
<b>Technique :</b> - dessin - estampe	
<b>Numéro d'inventaire :</b>	
<b>Localisation</b> (adresse, nom du bâtiment, étage, pièce, etc.) :	
<b>Ville</b> (à préciser) :	
<b>Mode de présentation</b> (en salle, en réserve, etc.) :	
<b>Mode de stockage</b> (accrochée, posée au sol, emballée, etc.) :	

**Descriptif** (merci d'entourer les informations correspondantes ou compléter)

<b>cadre :</b>	œuvre encadrée - non encadrée - sous verre - passe-partout - autre (à préciser) :
<b>matériau :</b>	bois - métal - autre (à préciser) :
<b>dimensions</b> sans cadre en cm (hauteur x largeur) :	
<b>type de papier :</b> (à préciser)	
<b>inscriptions dans la marge, dans la cuvette :</b> (à préciser)	
<b>numéro de tirage :</b>	
<b>relevé de signature :</b> respecter dans la transcription l'utilisation de capitales, ou de minuscules ; signaler les retours à la ligne par un slash (/) :	
<b>précisez l'emplacement de la signature sur l'œuvre</b> (merci d'entourer les informations correspondantes ou de compléter) : haut - bas - milieu - droite - gauche - revers - autre (à préciser) :	
<b>revers de l'œuvre :</b> inscriptions - étiquettes - numéros d'inventaire (à préciser)	
<b>type de fond :</b>	

**Constat d'état** (merci d'entourer les informations correspondantes ou de compléter)

<i>Décrire et localiser très succinctement les altérations sur l'œuvre</i>			
<b>état du cadre :</b>		<b>bon - moyen - mauvais</b>	
- descriptif sommaire des altérations (lacunes, angles disjoints, autre – à préciser) :			
<b>état du papier :</b>		<b>bon - moyen - mauvais</b>	
- Planéité du support papier : bonne - mauvaise - gondolement - pli - froissement - autre (à préciser)			
- Structure du support papier : bonne - mauvaise - déchirure - lacune - perforation - enfoncement			
- Résidus d'anciens montages : oui - non - résidus de colle, de ruban adhésif - autre (à préciser)			
<b>Accidents (support - médium)</b> (entourer les informations correspondantes ou compléter) :			
- Abrasion : oui - non [épidermage - usure - éraflure - griffure - lustrage]			
- Oxydation et dégradations : oui - non [piqûres rousses - blanchiment - jaunissement - moisissure - chiures de mouche - tache brune (micro-organismes)]			
- Dépôts : oui - non - tache [empoussièrement - salissure - empreinte - auréole - coulure - chanci]			
- Cohésion : oui - non [pulvéulence - effacement du tracé]			
<b>Nom du rédacteur et fonction :</b>		<b>Date du constat :</b>	

**FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN**

70, voie des sculpteurs 92800 Puteaux

Tél. : 01 46 93 02 50

**Bureau du récolement**

Tél. : 01 46 93 06 61 – Fax : 01 46 93 06 68

**PEINTURE****FICHE TECHNIQUE ET  
CONSTAT D'ETAT**

<b>NOM de l'artiste :</b>	
<b>Prénom :</b>	
<b>Titre de l'œuvre :</b>	
<b>Numéro d'inventaire :</b>	
<b>Localisation</b> (adresse, nom du bâtiment, étage, pièce, etc.) :	
<b>Ville</b> (à préciser) :	
<b>Mode de présentation</b> (en salle, en réserve, etc.) :	
<b>Mode de stockage</b> (accrochée, posée au sol, emballée, etc.) :	

**Descriptif** (entourer les informations correspondantes ou compléter)

<b>cadre :</b>	œuvre encadrée - non encadrée
<b>matériau :</b>	bois - métal - plâtre - autre (à préciser) :
<b>inscriptions sur le cadre :</b>	
<b>dimensions</b> sans cadre en cm (hauteur x largeur) :	
<b>relevé de signature et inscriptions :</b> nom, prénom, initiales, monogramme, date, titre, autre... respecter dans la transcription l'utilisation de capitales, ou de minuscules ; signaler les retours à la ligne par un slash (/) :	
<b>emplacement de la signature et des inscriptions sur l'œuvre</b> (merci d'entourer les informations correspondantes ou de compléter) : haut - bas - milieu - droite - gauche - revers - autre (à préciser) :	
<b>support de l'œuvre :</b>	sur toile - sur panneau (bois, contreplaqué...) - autre matériau (à préciser) :
<b>technique :</b>	peinture à l'huile - acrylique - gouache - autre (à préciser) :
<b>type de châssis</b> (merci d'entourer les informations correspondantes ou de compléter) : châssis fixe - châssis à clés - châssis simple - châssis en croix - châssis en croix de Lorraine autre (à préciser) :	
<b>inscriptions sur le cadre ou au revers</b> (merci d'entourer les informations correspondantes et de compléter) :	
<b>type d'inscriptions :</b> étiquette - tampon - cartouche - inscription manuscrite - autre (à préciser) :	
<b>emplacement :</b> sur le châssis - sur la toile - sur le cadre - autre (à préciser) :	

**Constat d'état** (merci d'entourer les informations correspondantes ou de compléter)

<i>Décrire et localiser très succinctement les altérations sur l'œuvre</i>			
<b>état du cadre :</b>		<b>bon - moyen - mauvais</b>	
- descriptif sommaire des altérations (lacunes, angles disjoints, autre - à préciser) :			
<b>état du support :</b>		<b>bon - moyen - mauvais</b>	
<b>toile :</b> empoussiérée - encrassée - chiures de mouche - autre (à préciser) :			
<b>tension de la toile :</b> bonne - mauvaise (flottante) - avec godets d'angle et/ou marque de châssis - autre (à préciser) :			
<b>accidents :</b> trous - déchirures - lacunes - autre (à préciser) :			
<b>couche picturale :</b> bonne adhérence - mauvaise adhérence - zones de soulèvement de la peinture - autre (à préciser) :			
<b>verniss :</b> coulures - jaunissement - chanci (voile blanc dû à une cristallisation du vernis) - autre (à préciser) :			
<b>Nom du rédacteur et fonction :</b>		<b>Date du constat :</b>	

**FONDS NATIONAL D'ART CONTEMPORAIN**

70, voie des sculpteurs 92800 Puteaux

Tél. : 01 46 93 06 50

**Bureau du récolement**

Tél. : 01 46 93 06 61 – Fax : 01 46 93 06 68

**SCULPTURE****FICHE TECHNIQUE ET  
CONSTAT D'ETAT**

<b>NOM de l'artiste :</b>	
<b>Prénom :</b>	
<b>Titre de l'œuvre :</b>	
<b>Numéro d'inventaire :</b>	
<b>Localisation</b> (adresse, nom du bâtiment, étage, pièce, etc.) :	
<b>Ville</b> (à préciser) :	
<b>Mode de présentation</b> (en salle, en réserve, etc.) :	
<b>Mode de stockage</b> (posée au sol, sur un socle, emballée, etc.) :	

**Descriptif** (merci d'entourer les informations correspondantes ou de compléter)

<b>matériau</b> : pierre - marbre - plâtre - bronze - bois - autre (à préciser) :
<b>dimensions</b> (hauteur x largeur x profondeur) :
<b>relevé de signature et inscriptions</b> : nom, prénom, initiales, monogramme, date, titre, dédicace, cachet du fondeur, autre... - respecter dans la transcription l'utilisation de capitales, ou de minuscules ; signaler les retours à la ligne par un slash (/) :
<b>emplacement de la signature sur l'œuvre</b> (merci d'entourer les informations correspondantes ou de compléter) :  socle / base / autre (à préciser) - haut - bas - milieu - droite - gauche - arrière - avant - autre (à préciser) :
<b>emplacement des inscriptions</b> (merci d'entourer les informations correspondantes ou de compléter) :  socle / base / plinthe / piédouche / autre (à préciser) - haut - bas - milieu - droite - gauche - arrière - avant - autre (à préciser) :

**Constat d'état**

<b>bon - moyen - mauvais</b>
Décrire et localiser très succinctement les altérations sur l'œuvre : fissures, traces d'oxydation, éclats, mutilations, usures, surface épidermée, attaques biologiques, peinture, tags, etc. (à préciser) :

<b>Nom du rédacteur et fonction :</b>		<b>Date du constat :</b>	
---------------------------------------	--	--------------------------	--

**Circulaire n° 2005/014 du 1<sup>er</sup> août 2005 relative aux modalités d'application des articles 95, 97 et 99 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales.**

Le ministre de la culture et de la communication  
à

Madame et messieurs les préfets de région

**Annexes :**

Annexe 1 : Organigramme du siège du Centre des monuments nationaux

Annexe 2 : Modèle de lettre de notification

Annexe 3 : Trois modèles de convention de transfert de monument

Annexe 4 : Liste des monuments transférables

Annexe 5 : Modèle de convention d'expérimentation

**Références :**

- Loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

- Décret n° 2005-2 du 4 janvier 2005 portant approbation de la convention type prévue par l'article 104 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

- Décret n° 2005-834 du 20 juillet 2005 pris en application de l'article 95 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et relatif aux services chargés des opérations d'inventaire général du patrimoine culturel ;

- Décret n° 2005-835 du 20 juillet 2005 pris en application de l'article 95 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et relatif au contrôle scientifique et technique de l'Etat en matière d'inventaire général du patrimoine culturel et au Conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel ;

- Décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005 pris en application de l'article 97 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et relatif aux conditions de transfert de la propriété de monuments historiques aux collectivités territoriales ;

- Décret n° 2005-837 du 20 juillet 2005 pris en application de l'article 99 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et relatif à la maîtrise d'œuvre de certains travaux portant sur les monuments historiques classés et à la définition du patrimoine rural non protégé au titre des monuments historiques ;

- Arrêté du 14 octobre 2004 relatif à l'organisation et aux missions de la direction de l'architecture et du patrimoine ;

- Arrêté du 14 octobre 2004 portant organisation des sous-directions et services de la direction de l'architecture et du patrimoine ;

- Circulaire de la ministre de la culture et de la communication du 20 juin 2001 relative à l'inventaire ;

- Circulaire du ministre de l'intérieur (LBL/B/04/10074/C) du 10 septembre 2004 relative à l'entrée en application de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 ;

- Circulaire du ministre de l'intérieur (LBL/B/04/10088/C) du 21 décembre 2004 relative à l'entrée en vigueur de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 ;

- Circulaire du ministre de l'intérieur (LBL/B/05/10006/C) du 11 février 2005 relative à la compensation financière des transferts de compétence prévue, pour 2005, par la loi n° 2004-809 du 13 août 2004.

**Introduction**

Les articles 95, 97 et 99 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 traduisent la volonté du Gouvernement et de la représentation nationale de faire évoluer significativement le rôle de l'Etat et des collectivités territoriales dans le domaine du patrimoine.

Notre histoire est marquée, dans ce domaine et depuis un siècle et demi, par la prééminence du rôle de l'Etat même si les autres acteurs, publics et privés, jouent aussi un rôle déterminant.

En effet, l'Etat décide des mesures de protection, assure la maîtrise d'ouvrage et finance très fréquemment les travaux sur les monuments protégés (immeubles, objets mobiliers et orgues), même lorsque ces monuments ne lui appartiennent pas, surveille le déroulement de ces travaux et fait assurer la maîtrise d'œuvre par des professionnels auxquels il a confié cette mission. Il a, depuis l'initiative historique d'André Malraux, développé une politique très active, souvent en partenariat avec les collectivités territoriales, pour l'inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France.

Aujourd'hui, outre l'intérêt intrinsèque qui s'attache à la connaissance, à la préservation et à la mise en valeur de notre patrimoine, ce secteur, dont l'activité a un impact économique non négligeable et des retombées culturelles et touristiques très importantes, doit connaître un nouvel élan.

Tout en conservant à l'Etat un rôle important, il est indispensable de permettre aux autres acteurs de développer leur action en faveur du patrimoine national.

Tel a été l'objet, pour les acteurs privés, de la loi n° 2003-709 du 1<sup>er</sup> août 2003 relative au mécénat, aux associations et aux fondations, ainsi que de diverses mesures à caractère fiscal qui n'ont pas nécessité de mesures législatives ou réglementaires et qui ont été mises en œuvre par circulaire du ministre de l'économie et des finances.

C'est également l'objectif poursuivi par la loi n° 2004-1343 du 9 décembre 2004 qui habilite le Gouvernement à prendre par ordonnance diverses mesures destinées à aménager les législations relatives aux monuments historiques, aux secteurs sauvegardés et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager, à l'effet d'améliorer la cohérence de leurs dispositions. Cette ordonnance, qui doit être rapidement publiée, permettra de simplifier un droit trop complexe et dans lequel nos concitoyens et les acteurs du patrimoine ne se retrouvent pas toujours aisément, et donc de faciliter l'action de tous les acteurs en faveur de cette grande cause nationale.

Parmi l'ensemble des mesures arrêtées en Conseil des ministres le 17 septembre 2003 à l'occasion de la présentation du plan national pour le patrimoine, le Gouvernement a souhaité favoriser entre l'Etat et les collectivités territoriales un engagement commun et fort en faveur de notre patrimoine. Cette orientation s'est traduite par plusieurs axes de développement des responsabilités locales et par la définition précise du rôle de l'Etat.

Il est en effet fondamental que l'Etat soit présent sur certains champs qui doivent relever de lui, tels, notamment, les décisions de protection, les autorisations et le contrôle scientifique et technique, la fixation des normes, tout en confiant de nouvelles responsabilités aux autres collectivités publiques. Dans ce cadre, le législateur a décidé que l'inventaire général du patrimoine culturel, qu'il a créé, et le régime des monuments historiques pouvaient faire l'objet d'évolutions, même s'il a retenu, selon les cas, des modalités de mise en œuvre différentes, soit par le transfert immédiat, soit par l'expérimentation.

Vous avez à mettre en œuvre les dispositions des articles 95, 97 et 99 de la loi du 13 août 2004 ainsi que leurs décrets d'application, publiés au *Journal officiel de la République française* du 23 juillet 2005. La présente circulaire vous fournit les instructions nécessaires pour l'inventaire général du patrimoine culturel, le transfert de propriété de certains monuments historiques, l'expérimentation de la gestion des crédits budgétaires relatifs aux travaux sur les monuments protégés n'appartenant pas à l'Etat, ainsi que le transfert aux départements des crédits relatifs au patrimoine non protégé.

Bien entendu les dispositions prévues par les titres V et VI de la loi relatifs aux transferts des services et garanties individuelles des agents, ainsi qu'aux compensations des transferts de compétence, sont applicables selon les modalités fixées par la loi, ses décrets d'application et les instructions données pour leur mise en œuvre par le Gouvernement.

## **Première partie : Dispositions relatives à l'inventaire général du patrimoine culturel**

### **I - Présentation des décrets d'application de l'article 95 de la loi du 13 août 2004**

L'article 95 de la loi du 13 août 2004 crée l'inventaire général du patrimoine culturel. Il organise le rôle de l'Etat et de la région, ou de la collectivité territoriale de Corse, dans ce domaine. Il prévoit également les conditions d'intervention des autres collectivités territoriales.

Il s'agit d'une novation importante par rapport à la situation actuelle puisque, avant la promulgation de ce texte, l'inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France était régi par le décret n° 64-203 du 4 mars 1964 instituant auprès du ministre des affaires culturelles une commission nationale chargée de préparer l'établissement de l'inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France (puis par le décret n° 85-410 du 3 avril 1985 relatif à la commission nationale de l'inventaire général des monuments et des richesses artistiques de la France).

Dans ce cadre, depuis plus de quarante ans, des opérations d'inventaire se sont développées sur le territoire national en partenariat étroit avec les collectivités territoriales de tous niveaux : régions, départements, communes. L'inventaire général a permis de développer de manière considérable la connaissance de notre patrimoine mobilier, architectural et urbain. Cette entreprise, d'une très grande utilité à la fois pour l'Etat et pour les collectivités territoriales dans le cadre de leurs missions respectives, doit être poursuivie, sur de nouvelles bases, car elle est d'intérêt général pour la connaissance et la gestion du patrimoine national, ainsi que, plus généralement, des territoires. Telle est l'ambition qu'a poursuivie le législateur.

L'article 95 de la loi, dont les modalités d'application sont fixées par les deux décrets n° 2005-834 et n° 2005-835 du 20 juillet 2005 mentionnés en références, prévoit que ces opérations seront conduites sous le contrôle scientifique et technique de l'Etat.

**I-1. La loi a confié au pouvoir réglementaire le soin de définir les modalités du contrôle scientifique et technique. Tel est principalement l'objet du décret n° 2005-835 du 20 juillet 2005 mentionné en références**

Le contrôle scientifique et technique a pour objectif de garantir la qualité scientifique et technique des opérations d'inventaire. L'édiction de normes scientifiques et techniques permet la cohérence nationale des méthodes, des vocabulaires, des schémas

et formats des données produites dans le cadre de chaque opération d'inventaire. Le contrôle scientifique et technique des opérations d'inventaire permet de vérifier l'application de ces normes.

Ces normes, qui seront fixées par arrêté du ministre chargé de la culture, sont fondées sur des prescriptions méthodologiques déjà en usage et régulièrement actualisées en fonction des enjeux scientifiques et techniques et des demandes des services chargés des opérations. La bonne application de ces normes constitue une garantie d'homogénéité nationale des données, quels que soient le type d'inventaire mis en œuvre ou la nature des objets patrimoniaux inventoriés, ainsi qu'une assurance de pérennité et d'accessibilité de ces données pour le public le plus large.

Au titre de la cohérence scientifique nationale, la loi a également prévu que les régions, ou la collectivité territoriale de Corse, élaboreront un rapport annuel, qui constituera un des éléments centraux du dispositif. Ce rapport annuel normalisé comprendra un bilan des informations statistiques sur l'activité de l'inventaire général en région, une programmation, ainsi que, pour chaque opération achevée, les résultats ayant vocation à être intégrés au système d'information documentaire national du patrimoine culturel.

La politique scientifique en matière d'inventaire doit être conduite par l'Etat en concertation avec les collectivités territoriales. Ainsi sera créée, en application du décret n° 2005-835 du 20 juillet 2005, auprès du ministre chargé de la culture, une instance consultative regroupant des représentants de l'administration, des élus locaux et des personnalités scientifiques qualifiées. Ce conseil sera notamment consulté sur les normes applicables aux opérations d'inventaire, procèdera à l'évaluation des opérations d'inventaire et donnera un avis sur les perspectives d'avancée territoriale et scientifique sur l'ensemble du territoire national.

Par ailleurs, comme le prévoit la loi, l'Etat reste en capacité de réaliser des opérations d'inventaire à caractère national, le cas échéant en partenariat. Elles peuvent concerner les opérations d'inventaire général du patrimoine culturel dont le champ territorial excède le cadre d'une région. Leur mise en œuvre donnera lieu en tant que de besoin à des instructions particulières aux préfets de région concernés afin de préparer les partenariats et définir les moyens qui seront affectés par l'Etat.

I-2. De son côté, le décret n° 2005-834 du 20 juillet 2005 relatif aux services chargés des opérations d'inventaire général du patrimoine culturel fixe, en complément des dispositions de la loi, la liste des

diplômes requis pour les personnes habilitées à diriger les services en charge des opérations d'inventaire général

Par l'effet des dispositions de la loi du 13 août 2004 (article 95, IV) et du décret n° 2005-834 du 20 juillet 2005, ces services devront être placés sous l'autorité soit de fonctionnaires appartenant à un corps ou à un cadre d'emplois ayant vocation à exercer des missions à caractère scientifique liées au patrimoine culturel, c'est-à-dire des conservateurs du patrimoine ou des bibliothèques, soit de personnes, titulaires ou non titulaires, qui détiennent le diplôme d'architecte délivré par le Gouvernement (DPLG) ou qui peuvent justifier d'un diplôme, français ou étranger, sanctionnant cinq années d'études supérieures en histoire, histoire de l'art, géographie, archéologie, ethnologie ou architecture.

Vous avez à mettre en œuvre le nouveau dispositif dans chaque région selon les instructions ci-après.

## **II - Dispositions relatives à la mise en œuvre du nouveau dispositif relatif à l'inventaire général du patrimoine culturel**

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, la région à laquelle la loi du 13 août 2004 confie l'inventaire général du patrimoine culturel, peut donner ses instructions aux services déconcentrés de l'Etat pour la conduite des opérations d'inventaire.

Dès signature de la convention provisoire de mise à disposition, ou, à défaut, dès notification de l'arrêté interministériel pris en l'absence d'accord sur les termes de la convention, le président du conseil régional pourra adresser directement ses instructions au conservateur régional de l'inventaire, responsable du service en charge des activités d'inventaire, et, le cas échéant, lui déléguer sa signature.

Afin que les régions puissent mettre en œuvre cette prérogative que la loi leur accorde, les crédits d'intervention, dont disposaient, jusqu'en 2004, les directions régionales des affaires culturelles au titre de l'inventaire, ont été transférés aux régions selon les montants et les modalités précisés dans la circulaire du 11 février 2005 citée en références. En 2006, les régions bénéficieront des autres crédits liés à l'activité d'inventaire proprement dite.

En revanche, jusqu'au transfert définitif des services d'inventaire, qui devrait intervenir dans le courant de l'année 2006, les autres crédits et moyens permettant la réalisation des activités d'inventaire demeurent à la charge de la direction régionale des affaires culturelles.

Vous veillerez à ce que les conditions de la mise à disposition des services permettent la continuité pleine

et entière de l'exercice des missions des services de l'inventaire, ce qui implique une attention particulière aux crédits et moyens alloués pendant cette période de transition.

## II-1. La responsabilité des régions et des autres collectivités territoriales et groupements de collectivités sur la conduite des opérations d'inventaire général du patrimoine culturel

### II-1-1. La région et la collectivité territoriale de Corse sont chargées, dans leur ressort, de l'inventaire général du patrimoine culturel.

La compétence de ces collectivités territoriales en matière de gestion et de conduite de l'inventaire général du patrimoine culturel est de nature opérationnelle, scientifique et technique.

En effet, la région, ou la collectivité territoriale de Corse, réalise, conduit et coordonne l'activité de l'inventaire sur son territoire. A ce titre elle est responsable, sur son territoire, de l'impulsion, de la programmation, de la mise en œuvre, et de la valorisation des opérations d'inventaire conduites par ses propres services et de celles conduites en partenariat notamment avec d'autres collectivités territoriales ou groupements de collectivités. Elle assure la gestion et la conservation de la documentation.

Sans préjudice du contrôle scientifique et technique assuré par l'Etat, la région, ou la collectivité territoriale de Corse, veille à la conformité de ces opérations aux normes scientifiques et techniques nationales pour garantir la cohérence des actions et de leurs résultats, la pérennité et l'accessibilité de ces derniers, ainsi que l'interopérabilité des systèmes d'information. Ces normes portent sur les méthodes de conduite des opérations, les vocabulaires, les schémas et formats de données.

Vous veillerez, à cet effet, à ce que les termes de la convention définitive de transfert permettent à la collectivité régionale d'exercer ces nouvelles responsabilités dans les meilleures conditions.

### II-1-2. La région, ou la collectivité territoriale de Corse, confie, dans le cadre de conventions, la réalisation des opérations d'inventaire aux collectivités territoriales ou à leurs groupements qui en font la demande. A cet effet, chaque convention avec la région, ou avec la collectivité territoriale de Corse, fixe les engagements des parties

En application de l'article 3 du décret n° 2005-835 du 20 juillet 2005, les objectifs de l'opération, sa durée, les moyens et modalités scientifiques et techniques de réalisation, d'exploitation et de

diffusion publique des données ainsi produites seront mentionnées dans la convention.

Les apports de la région, ou de la collectivité territoriale de Corse, doivent être strictement limités à la durée de la convention et ne peuvent entraîner de transferts pérennes de moyens qui risqueraient ainsi d'entraver la capacité de la région, ou de la collectivité territoriale de Corse, à exercer sa compétence sur le reste de son territoire et pour d'autres opérations souhaitées par d'autres collectivités territoriales.

En conséquence, vous veillerez, dès la mise à disposition du service régional de l'inventaire, aux modalités du partenariat que la région, ou la collectivité territoriale de Corse, sera susceptible de fixer par convention pour répondre à la demande d'une autre collectivité territoriale, ou d'un groupement de collectivités, aux fins de leur confier la conduite d'opérations d'inventaire.

## II-2. Le contrôle scientifique et technique de l'Etat

En application de la loi (article 95, III) et du décret n° 2005-835 du 20 juillet 2005, le contrôle scientifique et technique est exercé par l'Etat.

Vous veillerez à l'exercice du contrôle scientifique et technique des opérations placées désormais sous la responsabilité de la région, ou de la collectivité territoriale de Corse, selon les instructions ci-après.

### II-2-1. Les normes nationales, élaborées par l'Etat, sont fixées par arrêté, après avis du conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel.

Pendant la période de mise à disposition des services, et en attente de l'avis du nouveau conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel, préalable à la publication des arrêtés fixant les normes nationales, les opérations d'inventaire seront conduites conformément aux principes définis dans les annexes 1 et 2 de la circulaire de la ministre de la culture et de la communication du 20 juin 2001 citée en références. Vous inciterez la région, ou la collectivité territoriale de Corse, à s'y conformer et veillerez à ce qu'elle le prévoie dans les conventions qu'elle sera susceptible de passer avec d'autres collectivités.

Dans le même temps, et en application du décret n° 2005-835 du 20 juillet 2005, j'installerai le conseil national et vous transmettrai sa composition que vous porterez à la connaissance de la région, ou de la collectivité territoriale de Corse. Les arrêtés définissant les normes nationales, dans une version actualisée et synthétisée des normes figurant dans la circulaire du 20 juin 2001 précitée, seront ensuite publiés après avis du conseil national.

## II-2-2. Les modalités du contrôle scientifique et technique

Conformément à l'article 1<sup>er</sup> du décret relatif au contrôle scientifique et technique, celui-ci s'exerce sur pièces et sur place.

*II-2-2-1. Le contrôle s'exerce notamment au travers de l'examen du rapport annuel élaboré par la région, ou la collectivité territoriale de Corse, conformément à la loi*

Le contenu du rapport annuel est fixé par l'article 5 du décret n° 2005-835 du 20 juillet 2005. Ce rapport dresse le bilan des actions de l'année écoulée et présente le programme scientifique de l'année à venir. Le bilan et le programme concernent, à la fois, les actions menées par la région, ou la collectivité territoriale de Corse, et celles menées en partenariat notamment avec d'autres collectivités.

Le rapport présente les conventions conclues pour la conduite des opérations. Il fournit les données qualitatives et quantitatives qui font l'objet d'une consolidation et d'une synthèse nationales sur l'avancement et les perspectives de l'inventaire.

Le rapport comprend en annexe, pour chaque opération d'inventaire conduite sur le territoire de la région, la mention des résultats, dont le contenu et la forme répondent aux normes scientifiques et techniques nationales, et ayant été, ou devant être, intégrés au système documentaire d'information national.

Le rapport vous est envoyé, ainsi qu'à mes services (direction de l'architecture et du patrimoine), par la région, ou la collectivité territoriale de Corse. Vous inscrirez, en concertation avec le conseil régional, la présentation de ce rapport à l'ordre du jour de la commission régionale du patrimoine et des sites dès la réception du document et communiquerez ce rapport aux présidents des commissions départementales des objets mobiliers de votre région. Pour ce qui concerne la collectivité territoriale de Corse, l'inscription de la présentation de ce rapport au conseil des sites de Corse est effectuée conjointement par le préfet de Corse et le président du conseil exécutif de Corse.

Après son examen par mes services (direction de l'architecture et du patrimoine), accompagné des observations éventuelles que vous m'aurez transmises, ce rapport sera présenté devant le conseil national pour évaluation des opérations et insertion dans le rapport national.

Vous serez destinataire du rapport du conseil national et le transmettez à la région, ou à la collectivité territoriale de Corse.

*II-2-2-2. Le contrôle scientifique et technique s'exercera également sous la forme de missions que je déciderai de confier à l'inspection générale de l'architecture et du patrimoine*

Ces missions pourront être décidées en premier lieu à la suite des demandes, que vous aurez reçues et me transmettez, de la région, ou de la collectivité territoriale de Corse, des collectivités territoriales ou groupements de collectivités exerçant la conduite d'opérations d'inventaire. Ces inspections pourront être également effectuées à votre demande ou à celle de mes services (direction de l'architecture et du patrimoine).

Les missions auront pour objet d'inspecter, de suivre, d'évaluer, d'apporter aide et conseil et de contrôler les conditions dans lesquelles les opérations d'inventaire ont été conduites.

## II-3. Le transfert des droits et obligations résultant des conventions passées par l'Etat dans le domaine de l'inventaire

Pendant la période précédant le transfert, vous veillerez à ce qu'un état des lieux des partenariats signés par l'Etat sur votre territoire de compétence en matière d'inventaire général du patrimoine culturel soit effectué, notamment des conventions en cours, ainsi que des conventions dont la mise en œuvre est achevée. Les services de la direction de l'architecture et du patrimoine vous feront parvenir l'état des lieux des partenariats nationaux pouvant concerner le niveau régional. Vous vous attacherez à informer la région ainsi que les parties signataires de ces conventions du nouveau cadre législatif et réglementaire et du transfert des droits et obligations de l'Etat qui en résulte.

Pour les conventions en cours, cet état des lieux permettra de préciser les droits et obligations notamment en termes de moyens en personnels, en financement et en équipement que la région devra continuer à fournir à la collectivité territoriale partenaire au titre de la poursuite de la convention.

Pour l'ensemble des conventions, en cours et achevées, cet état des lieux permettra d'établir une liste indiquant, pour chaque fonds documentaire, son producteur, le cadre de sa production ou son mode d'acquisition. Cet état des lieux permettra d'apprécier l'état des droits d'utilisation afférents aux résultats et à la documentation produits. Les services des directions régionales des affaires culturelles seront ainsi en mesure de déterminer la portée de la cession de droits d'exploitation opérée par le III de l'article 95 de la loi et d'en informer la région, ou la collectivité territoriale de Corse.

Cette cession législative des droits d'exploitation vaut pour l'Etat, la région, le département ou toute autre

personne publique ou privée assurant une opération d'inventaire, pour la constitution de celui-ci et pour sa mise à disposition du public lorsqu'elle est effectuée à titre gratuit. Cette cession vaut pour les données déjà réunies et celles à collecter. Il faut entendre par gratuité toute diffusion dont le coût demandé à l'utilisateur n'excède pas les charges de fonctionnement induites par cette mise à disposition.

Les exploitations commerciales qui ne sont pas couvertes par cette cession nécessiteront une négociation des droits d'exploitation.

Je vous rappelle, en outre, que, nonobstant cette cession législative des droits d'exploitation, le droit moral des titulaires de droits sur les résultats des opérations d'inventaire réalisées, ou à réaliser, doit être respecté. Les noms des auteurs sont à mentionner dans ces résultats comme à l'occasion de leurs utilisations.

La région, le département ou toute autre personne publique ou privée conduisant une opération d'inventaire et l'Etat sont bénéficiaires de cette cession légale. Il est donc d'intérêt général qu'ils aient, en amont de l'opération d'inventaire, identifié et cadré dans les grandes lignes leurs droits et obligations respectifs en matière d'utilisation des données par rapport aux titulaires de droits sur ces données ainsi que les modes d'exploitation ou de diffusion de ces données envisagés par les parties. Je ne peux que préconiser, à cet égard, que cette approche commune se matérialise dans une convention spécifique que l'Etat, la région et le cas échéant la personne publique ou privée conduisant l'opération d'inventaire pourraient passer. Cette convention serait complémentaire de celle déjà mentionnée au II-1-2. de la présente circulaire.

Enfin, en matière de diffusion des données issues des opérations d'inventaire, je souligne l'intérêt qui s'attache à ce que les publications dans les collections nationales puissent continuer à se développer, le cas échéant en organisant les partenariats utiles avec des éditeurs locaux.

#### II-4. Le transfert des moyens et les compensations financières

Vous mettrez à profit l'année 2005, conformément aux instructions données dans la circulaire du 11 février 2005 mentionnée en références, pour procéder à l'inventaire exhaustif des moyens dont bénéficiait le service régional de l'inventaire au sein de la direction régionale des affaires culturelles, ainsi qu'à l'évaluation provisoire de la totalité des dépenses ouvrant droit aux compensations financières.

#### II-4-1. Le transfert des moyens

Le transfert du service de l'inventaire interviendra selon les modalités prévues aux articles L.1321-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

L'ensemble des biens meubles concourant à l'activité d'inventaire doit être recensé et transféré à titre gratuit. Lorsqu'un objet mobilier (équipement photographique, véhicule...) sert également à d'autres services de la direction régionale des affaires culturelles, il sera préférable de le transférer à la région afin que le service d'inventaire puisse demeurer immédiatement opérationnel.

Dans ce cadre, vous veillerez tout particulièrement au transfert global de la documentation produite et en cours de constitution ainsi qu'au transfert des documents utilisés comme outil de travail par l'équipe du service de l'inventaire. Vous privilégiez, dans vos relations de partenariat avec la région, les solutions qui permettent une utilisation partagée entre les services de l'Etat et ceux de la région.

Vous procéderez au récolement de la documentation acquise ou produite par le service, dans le cadre d'une opération d'inventaire conduite par l'Etat ou en partenariat, le cas échéant.

Ce récolement vise notamment à permettre d'identifier les titulaires des droits moraux attachés à l'ensemble de la documentation transférée.

Il intégrera la liste des informations relatives aux fonds documentaires à établir lors de l'état des lieux des conventions mentionné au II-3. de la présente circulaire.

Vous vous attacherez à ce que, lors des discussions concernant le transfert de la documentation des services, soit défini un plan de numérisation conjointement établi par la direction régionale des affaires culturelles et par la région. Des crédits ministériels spécifiques seront mis en place à cette fin, qui doit être poursuivie en partenariat entre l'Etat et la région.

S'agissant des locaux, tant que la région ne décidera pas de regrouper le service de l'inventaire dans ses propres locaux, celui-ci demeurera dans son implantation actuelle. Dans cette hypothèse, il conviendra de prévoir, en amont du transfert définitif, la séparation de l'ensemble des postes de travail du service régional de l'inventaire du réseau informatique de la direction régionale des affaires culturelles et leur connexion à celui du conseil régional. Des instructions complémentaires vous seront données ultérieurement.

en ce qui concerne le paiement correspondant aux fluides qui n'auront pas pu être individualisés.

#### II-4-2. Le transfert des crédits

L'article 119 de la loi du 13 août 2004 précitée fixe les modalités de compensation financière résultant du transfert de compétences. La circulaire du 11 février 2005 de la ministre déléguée à l'intérieur précise l'échéancier de ces transferts.

Le transfert des crédits s'effectuera en deux temps. Dans un premier temps seront transférés les crédits correspondant à l'activité proprement dite du service d'inventaire puis, à la date de transfert du service, les crédits permettant son fonctionnement.

En 2005 ont été transférés, sur la base d'une première évaluation, les crédits d'intervention de titre IV. A ces crédits s'ajouteront, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2006, les crédits des titres III, V et VI. Le montant des crédits transférés sera calculé sur la base des consommations effectives de crédits utilisés pour la réalisation de l'inventaire général, sur les exercices 2002 à 2004 pour les crédits des titres III et IV, et sur les exercices 2000 à 2004 pour les crédits des titres V et VI.

Les crédits correspondant au fonctionnement du service d'inventaire (frais de fonctionnement général, remboursement de frais de déplacement et de séjour, formation continue, crédits sociaux...) seront appréciés lors de l'élaboration des conventions de transfert définitif des services et inscrits dans ces conventions. Les modalités de leur calcul donneront lieu à des instructions complémentaires.

### **Deuxième partie : Dispositions relatives au transfert de monuments historiques**

#### **I – Présentation du décret d'application de l'article 97 de la loi du 13 août 2004**

L'Etat est propriétaire de nombreux édifices et sites protégés au titre des monuments historiques.

La composition de ce parc est très hétérogène : à côté des grands ensembles clairement identifiés (les 86 cathédrales appartenant à l'Etat, les palais nationaux et les ensembles monastiques nationalisés par la Révolution), il comprend en effet de nombreux monuments acquis par l'Etat, au XIX<sup>ème</sup> siècle ou dans la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, souvent pour les préserver de projets de démolition ou pallier la menace générée par leur état d'abandon, ainsi que des édifices que les propriétaires, après un long travail de restauration et de réameublement par constitution de collections importantes, ont souhaité donner ou léguer à l'Etat pour assurer leur présentation au public.

L'attitude du grand public, mais aussi des autres acteurs, notamment les collectivités territoriales, vis-à-vis du patrimoine, a considérablement évolué au fil de la constitution de ce parc. La conservation et la valorisation des monuments historiques sont aujourd'hui des enjeux largement partagés, dont l'Etat n'est plus le seul garant. De nombreuses collectivités territoriales sont propriétaires de monuments et sites et en assurent la présentation au public dans d'excellentes conditions.

L'article 97 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales prévoit, en conséquence, que les collectivités territoriales puissent bénéficier du transfert de propriété à titre gratuit du patrimoine monumental de l'Etat situé dans leur ressort territorial et ne relevant pas par nature de la communauté nationale. Selon cet article législatif, la liste des monuments proposés pour ce transfert doit être établie par décret en Conseil d'Etat. C'est l'objet du décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005 pris pour l'application de l'article 97.

Afin d'établir cette liste, j'ai demandé à une commission d'experts et de parlementaires, présidée par le professeur René Rémond, de proposer des critères justifiant le maintien d'un édifice dans le patrimoine national, et d'en déduire une liste de monuments historiques susceptibles d'être proposés aux collectivités territoriales.

Dans son rapport, la commission a considéré que, outre les cathédrales et leurs dépendances, devaient demeurer propriété de la collectivité nationale les palais nationaux, les lieux de la mémoire nationale (champs de bataille, cimetières militaires, monuments commémoratifs...), les grandes abbayes «chefs d'ordres», les grottes ornées, les sites archéologiques «éponymes» d'une culture de la préhistoire, les réserves archéologiques, quelques monuments archéotypiques, au rayonnement européen ou international, et ceux qui illustrent de manière particulière l'action du service des monuments historiques depuis sa création.

Le décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005 recense l'ensemble des monuments et sites appartenant à l'Etat ou au Centre des monuments nationaux, qui ne relèvent pas de ces catégories, et dont la conservation et la mise en valeur doivent aujourd'hui s'inscrire dans une politique culturelle territoriale décentralisée. D'importance variable, les mégalithes, sites antiques ou châteaux meublés dont le transfert est proposé participeront fortement dans le cadre régional de l'identité culturelle des territoires dans lesquels ils s'inscrivent.

Le décret précise également les modalités et conditions dans lesquelles s'opéreront ces transferts, ainsi que le prévoit la loi du 13 août 2004 précitée.

Les principales dispositions de ce texte précisent notamment que vous fournirez aux collectivités qui le demandent, dans un délai d'un mois, un dossier comprenant diverses indications relatives à la situation cadastrale du bien, à l'état des inventaires des objets mobiliers qui lui sont attachés, à l'état de conservation de l'immeuble et des meubles, et aux conditions d'ouverture au public.

La procédure est encadrée par des délais destinés à limiter, notamment à l'égard des personnels du Centre des monuments nationaux, la période d'incertitude pesant sur le principe et les conditions du transfert de propriété. Ainsi, en cas de demandes concurrentes, vous disposerez d'un délai de deux mois pour déterminer la collectivité bénéficiaire du transfert. Dans tous les cas, la convention de transfert entre la collectivité et l'Etat, et, le cas échéant, le Centre des monuments nationaux, doit être conclue dans un délai de cinq mois à compter de la détermination de la collectivité bénéficiaire.

Conformément à la loi, les droits et obligations liés au monument ainsi que les charges afférentes aux immeubles et objets mobiliers issus de dons ou legs sont transférés à la collectivité bénéficiaire.

Les crédits d'entretien et de fonctionnement consacrés par l'Etat (mais non par le Centre des monuments nationaux) aux monuments concernés seront également transférés à la collectivité bénéficiaire ; toutefois, en ce qui concerne les dépenses d'investissement, l'article 97 de la loi du 13 août 2004 a prévu un système particulier de compensation des charges, prenant en compte les caractéristiques propres à ces monuments historiques. Aucun transfert forfaitaire ne sera donc opéré à ce titre, mais un dispositif d'aide aux collectivités par voie de subvention est prévu ; ce dispositif est présenté au II-2-2-1. de la présente circulaire.

Vous aurez à mettre en œuvre, selon les instructions ci-après, ces dispositions législatives et réglementaires et, à cet égard, je vous demande d'assurer une bonne information des collectivités territoriales et de faciliter l'instruction de leurs candidatures.

## **II – Dispositions relatives à la mise en œuvre des transferts de monuments historiques**

Pour l'ensemble du dispositif présenté ci-dessous, vous devrez, dès lors que des contacts avec le Centre des monuments nationaux seront nécessaires, vous

adresser aux services compétents du siège de l'établissement public, dont un organigramme est annexé à la présente circulaire (annexe 1).

### **II-1. Etapes préliminaires aux transferts**

#### ***II-1-1. Notification immédiate aux exécutifs des collectivités territoriales***

Il vous incombe, dès réception de la présente circulaire, de notifier aux présidents des exécutifs des collectivités territoriales dans le ressort desquelles sont situés les monuments transférables (régions, départements, communautés de communes, communes) l'opportunité qui leur est offerte de se porter candidates à l'acquisition du ou des monuments concernés. Dans le souci d'une certaine cohérence de ces notifications, un modèle de lettre est annexé à la présente circulaire (annexe 2).

La notification précisera que les collectivités intéressées pourront, à leur demande, se voir adresser un dossier d'information (cf. II-1-2.), mais aussi qu'elles devront, à l'appui de leur éventuelle candidature, fournir un dossier de projet (cf. II-1-4.), et indiquera sommairement le contenu de ces deux dossiers. Un modèle de convention de transfert devra également être joint à cette notification, afin que les collectivités puissent connaître par avance le contexte des transferts et les obligations afférentes.

Trois modèles de convention sont annexés à la présente circulaire (annexe 3), correspondant chacun à une catégorie de monument :

- modèle 1 : monument appartenant à l'Etat, non géré par le Centre des monuments nationaux (ne figurant pas sur la liste annexée à l'arrêté modifié du 4 mai 1995 fixant la liste des sites gérés par le Centre des monuments nationaux),
- modèle 2 : monument appartenant à l'Etat, géré par le Centre des monuments nationaux (figurant sur la liste annexée à l'arrêté modifié du 4 mai 1995 précité),
- modèle 3 : monument appartenant en propre au Centre des monuments nationaux.

Pour certains monuments donnés ou légués à l'Etat ou au Centre des monuments nationaux, et dont les clauses du don ou du legs font de cette attribution une condition déterminante, la notification précisera que la cession ne sera opérée qu'avec l'accord des donateurs ou des ayants droit.

Une liste des monuments, ou collections d'objets mobiliers, transférables, précisant leur situation au regard de la gestion ou de la propriété du Centre des monuments nationaux et d'éventuelles dispositions de dons ou de legs, est annexée à la présente circulaire (annexe 4).

Pour les collections d'objets mobiliers figurant à l'annexe 4, vous adapterez le modèle 1 ou le modèle 2 de convention, mentionnés ci-dessus, selon le cas, en fonction de leur situation juridique, avec le concours des services de la direction de l'architecture et du patrimoine.

### II-1-2. Constitution des dossiers d'information à destination des collectivités

En application de l'article 2 du décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005, vous adresserez aux collectivités qui en exprimeront la demande, dans un délai d'un mois à compter de la réception de ladite demande, un dossier d'information relatif au monument proposé au transfert.

Ces dossiers seront constitués par les directions régionales des affaires culturelles, qui auront recours, en tant que de besoin, aux services départementaux de l'architecture et du patrimoine, aux services compétents du siège du Centre des monuments nationaux et à la direction de l'architecture et du patrimoine pour compléter leurs données.

Vous aviserez la direction de l'architecture et du patrimoine et, lorsqu'il est concerné, le président du Centre des monuments nationaux, de chaque transmission de dossier à une collectivité territoriale.

La composition du dossier, prévue par le décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005, est la suivante :

- Descriptifs cadastraux : un plan parcellaire de l'ensemble immobilier devra être transmis à la collectivité territoriale. Au cas où ce plan ne serait pas disponible à la direction régionale des affaires culturelles ou à la direction de l'architecture et du patrimoine, la direction régionale des affaires culturelles en demandera communication à la direction des services fiscaux du département de situation. Il en sera de même si des incertitudes existent quant au statut domanial précis de certaines parcelles. S'agissant des biens appartenant en propre au Centre des monuments nationaux, vous trouverez ces éléments auprès des services compétents du siège de l'établissement public.

- Droits et obligations attachés aux biens transférables et résultant des contrats en cours : tous les contrats de fourniture de fluides ou de consommables, de prestations de service, les concessions accordées à des tiers, tous les accords de partenariats portant sur la conservation, la gestion ou la valorisation du monument, les servitudes dont est éventuellement grevé l'immeuble, ou celles dont il bénéficie à l'égard des tiers, les protections au titre des monuments historiques ou des sites, ainsi que les charges particulières créées par les éventuels actes de donation ou de legs, devront être signalés. Pour les monuments exploités par le

Centre des monuments nationaux, les directions régionales des affaires culturelles pourront trouver ces éléments auprès des services compétents du siège de l'établissement public.

- Informations relatives au personnel : la liste non nominative des agents de l'Etat ou du Centre des monuments nationaux exerçant leurs fonctions dans le monument, avec l'indication des corps auxquels ils appartiennent, ou la nature des contrats qui les régissent, sera incluse dans le dossier. Il contiendra également le statut des personnels, les dispositions statutaires et modalités spécifiques de gestion du Centre des monuments nationaux, leurs modes de rémunération, le règlement intérieur du monument et les caractéristiques des logements de fonction situés dans le monument.

- Conditions d'ouverture au public et d'exploitation : les informations concernées comprennent les tarifs, horaires d'ouverture, règlements de visite, la liste des manifestations ou événements accueillis entre 2002 et 2004, des éléments concernant la fréquentation du monument, et l'équilibre budgétaire de son exploitation. Ces informations devront être recueillies par les directions régionales des affaires culturelles auprès des services compétents du siège du Centre des monuments nationaux ou, le cas échéant, des tiers exploitants.

- Etat des inventaires, conditions de présentation des objets mobiliers constituant la collection : il s'agit exclusivement des objets mobiliers présentant un caractère artistique ou historique, formant la collection présentée dans le monument, incluant les documents d'archives et les fonds de bibliothèques. Cet état des inventaires sera, pour les monuments gérés par le Centre des monuments nationaux, demandé par la direction régionale des affaires culturelles aux services compétents du siège de cet établissement public. Le dossier précisera, pour les différents objets, s'ils sont présentés au public ou placés en réserve. La présence d'objets mobiliers prêtés ou déposés sera indiquée également.

- Etat de conservation des immeubles et objets mobiliers : un rapport sommaire sera fourni par le service départemental de l'architecture et du patrimoine, sur l'état sanitaire du monument (incluant, le cas échéant, les jardins ou parcs) ; le conservateur régional des monuments historiques, et, le cas échéant, le chef du service régional de l'archéologie, en liaison avec les conservateurs départementaux des antiquités et objets d'art, fourniront un rapport sommaire sur l'état des collections. La direction régionale des affaires culturelles complètera ces informations par des indications sur les études préalables, projets architecturaux et techniques ou travaux de restauration, d'entretien ou d'aménagement réalisés

ou en cours, tant sur les immeubles que sur les parcs et jardins et les collections. Des informations sur les travaux qu'il conduit seront, le cas échéant, recueillies auprès des services compétents du siège du Centre des monuments nationaux.

- Montant des crédits consacrés par l'Etat au monument et susceptibles d'être transférés avec le monument : le dossier devra comprendre des informations sur les crédits de fonctionnement et d'entretien consacrés par l'Etat au monument transférable pour les exercices 2002 à 2004 inclus.

Il est rappelé que, en application du décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005, vous devez fournir, dans le délai d'un mois, les informations dont vous disposez. Il importe donc, même si vous ne pouvez rassembler la totalité des éléments présentés ci-dessus, que les dossiers d'information soient adressés aux exécutifs des collectivités demandeuses dans le délai prescrit.

#### II-1-3. Notification des candidatures aux autres collectivités concernées ; délai de candidature

L'alinéa 2 du I de l'article 97 de la loi du 13 août 2004 laisse aux collectivités intéressées un délai de douze mois, à compter de la publication du décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005, pour vous adresser leur demande de transfert. C'est pourquoi il importe que la notification visée au II-1-1. de la présente circulaire, et la transmission prévue au II-1-2., soient effectuées dans les meilleurs délais possibles, pour laisser aux collectivités un délai de réaction suffisant.

Il convient de noter que la demande d'informations prévue à l'article 2 du décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005 n'interrompt pas ce délai de douze mois. Il incombe donc aux collectivités intéressées de procéder au plus tôt à cette demande.

Lorsque vous recevrez la première candidature d'une collectivité territoriale, vous accuserez réception de cette candidature, et en ferez immédiatement part, par courrier recommandé avec demande d'avis de réception postal, aux exécutifs des autres collectivités dans le ressort desquels se situe le monument. Ces collectivités disposeront alors de trois mois après réception de cette notification, conformément au deuxième alinéa du I de l'article 97 de la loi du 13 août 2004, pour vous faire part de leur éventuelle candidature, concurremment à celle déjà exprimée, et ce, quelle que soit la date à laquelle vous aurez effectué la notification. Je vous demande, en conséquence, de procéder aux notifications requises de manière extrêmement rapide, tout particulièrement en cas de première demande tardive d'une collectivité dans le cours du délai de douze mois qui leur est donné pour faire acte de candidature.

#### II-1-4. Contenu des dossiers à fournir par les collectivités candidates

Les collectivités candidates au transfert doivent, aux termes de l'alinéa 2 de l'article 97 de la loi du 13 août 2004, accompagner leur demande d'un dossier présentant leur projet de conservation et de mise en valeur de l'immeuble et des collections.

Ces dossiers devront principalement préciser le projet de la collectivité et, en particulier, les conditions d'utilisation par la collectivité du bien transféré : modalités de gestion, projet de développement de la fréquentation, d'ouverture au public, projets culturels...

Les candidatures ne seront considérées comme valablement émises que lorsqu'elles auront été complétées dudit dossier. Il vous appartient néanmoins d'apprécier la conformité du dossier présenté, selon les caractéristiques propres de chaque monument. Au cas où vous estimeriez le dossier incomplet, vous adresserez à la collectivité candidate une demande d'éléments complémentaires.

#### II-1-5. Appréciation des candidatures

Vous recueillerez les avis de l'inspection générale de l'architecture et du patrimoine (inspecteurs généraux territorialement compétents en tant qu'inspecteurs généraux des monuments historiques architectes, inspecteurs généraux des monuments historiques conservateurs et, le cas échéant, inspecteurs généraux de l'architecture et du patrimoine – archéologie), de la direction régionale des affaires culturelles, de l'architecte des Bâtiments de France, conservateur du monument, et du Centre des monuments nationaux (à titre de propriétaire, de gestionnaire ou d'expert pour les monuments dans lesquels il n'intervient pas) sur les dossiers transmis par les collectivités.

Il vous appartient, en fonction des dossiers remis et des informations dont vous disposerez par ailleurs (par exemple concernant l'adéquation des ressources et des capacités de la collectivité candidate à assumer la propriété de l'immeuble transférable) de déterminer quelle collectivité est la mieux à même de se voir transférer le monument.

Il conviendra de porter une particulière attention aux conditions de conservation et d'ouverture au public et aux projets culturels présentés par les candidats.

Il est rappelé que le II de l'article 97 de la loi du 13 août 2004 fait obligation aux collectivités d'assurer la conservation du monument et de ses collections et de maintenir l'ouverture au public, lorsqu'elle existe. Par ailleurs, l'alinéa 2 du III du même article prévoit le transfert à la collectivité de l'ensemble des personnels exerçant

leurs fonctions dans le monument, et lui fait donc obligation d'intégrer dans ses services la totalité de ces agents. Ce dernier point fera l'objet d'une attention particulière. Certains de ces personnels exercent leurs fonctions dans plusieurs monuments. Leur transfert sera réalisé en fonction de l'importance respective de leurs missions dans chaque monument concerné. Vous établirez vos propositions sur ce point en liaison avec la direction du Centre des monuments nationaux.

En cas de demande de plusieurs collectivités territoriales, la loi vous confie la mission de conduire une concertation en vue d'aboutir à une candidature unique.

Je vous remercie de bien vouloir me faire part de toute difficulté particulière, notamment des cas où vous n'estimerez satisfaisante aucune des demandes présentées, ou des cas où vous estimerez plusieurs demandes satisfaisantes.

Vous déciderez ensuite de la collectivité bénéficiaire du transfert, ou refuserez le transfert demandé.

#### II-1-6. Consultation des donateurs ou des ayants droit

Lorsque l'immeuble fait partie de ceux pour lesquels l'attribution à l'Etat ou au Centre des monuments nationaux a constitué une clause déterminante d'un don ou legs, vous solliciterez l'accord des donateurs ou des ayants droit après avoir retenu la collectivité bénéficiaire du transfert. S'il s'agit d'un monument qui constitue un bien propre du Centre des monuments nationaux, les services compétents du siège de l'établissement effectueront cette recherche et solliciteront les accords nécessaires. L'annexe 4 vous indique les monuments qui sont susceptibles de se trouver dans cette situation.

Vous ne pourrez désigner la collectivité bénéficiaire du transfert tant que cet accord ne sera pas acquis, et ce même après expiration des délais prévus aux articles 3 et 4 du décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005.

En cas de refus, vous ne donnerez pas suite à la procédure de transfert et en informerez la ou les collectivités territoriales demanderesse.

En cas d'accord, ou en l'absence d'ayants droit, vous désignerez la collectivité bénéficiaire, conformément à l'article 5 du décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005.

#### II-1-7. Désignation du bénéficiaire

Vous informerez l'exécutif des collectivités territoriales dans le ressort desquelles se trouve le monument de votre décision par lettre recommandée avec demande d' accusé de réception postal. Lorsqu'une collectivité est désignée, la notification précise que cette désignation ne vaut pas transfert en elle-même, et que

le transfert de propriété sera effectif après signature de la convention prévue au III de l'article 97 de la loi du 13 août 2004, et à la date prévue par ladite convention.

## II-2. Procédure de transfert

### II-2-1. Choix du modèle de convention

Comme précisé au II-1-1. ci-dessus, trois modèles de convention sont joints à la présente circulaire (annexe 3), correspondant aux trois situations possibles pour les monuments transférables :

- monument appartenant à l'Etat, et non géré par le Centre des monuments nationaux (modèle de convention 1) : le Centre des monuments nationaux n'est pas signataire de la convention,
- monument appartenant à l'Etat et géré par le Centre des monuments nationaux (modèle de convention 2) : l'Etat doit signer en tant que propriétaire, mais le Centre des monuments nationaux est également signataire, notamment en tant qu'employeur d'une partie des agents, propriétaire d'une partie des actifs immobilisés au titre de l'exploitation et signataire d'une partie des contrats de maintenance, de gestion ou d'animation,
- monument appartenant au Centre des monuments nationaux (modèle de convention 3) : le Centre des monuments nationaux doit signer en tant que propriétaire, mais l'Etat doit également signer, notamment au titre du programme pluriannuel de travaux susceptibles d'être subventionnés prévus au III de l'article 97 de la loi du 13 août 2004 susvisée.

L'annexe n° 4 à la présente circulaire vous permettra de déterminer, pour chaque monument, à quel modèle de convention il convient d'avoir recours.

Les services compétents du siège du Centre des monuments nationaux, à titre de partenaire ou d'expert, la direction régionale des affaires culturelles et l'architecte des Bâtiments de France, conservateur de l'édifice, seront associés à l'élaboration et à la négociation de la convention. Les services de la direction de l'architecture et du patrimoine (sous-direction des monuments historiques et des espaces protégés, sous-direction de l'archéologie, de l'inventaire et des systèmes d'information) sont par ailleurs à votre disposition pour vous assister dans l'élaboration et la négociation de ces conventions.

### II-2-2. Contenu de la convention

#### II-2-2-1. Dispositions générales

S'agissant de la désignation des biens, de la liste des contrats, engagements, droits et obligations transférés, ou de celle des personnels exerçant leurs attributions dans le monument, il convient de se reporter au II-1-2. ci-dessus.

Comme précisé au II-1-4. ci-dessus, les clauses relatives aux projets d'ouverture au public et de mise en valeur culturelle devront être adaptées à la nature de chaque monument.

La convention devra rappeler précisément que la collectivité est soumise à l'intégralité des charges imposées à l'Etat ou au Centre des monuments nationaux par les éventuels actes de donation ou de legs, et reproduire les dispositions des actes de donation ou de legs relatives à ces charges.

Il est souhaitable que la date prévue par la convention pour l'entrée en vigueur du transfert soit le 1<sup>er</sup> janvier de l'année suivant sa date de signature, pour faciliter le transfert.

Seront annexés à la convention, l'inventaire des objets mobiliers constituant la collection liée au monument et transférés en même temps que lui, avec mention de leur protection éventuelle au titre des monuments historiques, ainsi que la liste des objets mobiliers, en dépôt ou en prêt, présents dans le monument. A cet égard, vous mettrez à profit cette opération d'inventaire pour proposer les mesures de protection au titre des monuments historiques adéquates en fonction de l'intérêt des objets mobiliers concernés.

Par ailleurs, le décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005 dispose en son article 5 que la convention «*désigne l'ensemble des biens mobiliers inclus dans le transfert*». La convention de transfert devra ainsi renvoyer à un état annexé qui récapitulera l'ensemble des actifs ayant fait l'objet d'une immobilisation au bilan du Centre des monuments nationaux et étant compris dans le transfert. Cet état récapitulatif sera issu du logiciel budgétaire et comptable du Centre des monuments nationaux ; il ne concerne bien entendu que les biens acquis par l'établissement.

Le premier alinéa du III de l'article 97 de la loi du 13 août 2004 prévoit la mise au point d'un programme quinquennal de travaux susceptibles d'être subventionnés par l'Etat. Il s'agira uniquement de travaux de restauration, susceptibles, dans les conditions classiques, de bénéficier d'une subvention au titre des monuments historiques. Ces travaux seront inscrits en priorité dans les programmations des cinq années concernées, et bénéficieront éventuellement d'un taux de financement par l'Etat plus favorable que le taux habituel ; je préconise un taux supérieur de 5 à 10 % au taux habituel, tout en vous laissant une liberté d'appréciation pour aller au delà dès lors qu'il s'agira, dans votre appréciation du dossier, d'une condition déterminante de l'adhésion de la collectivité candidate. Si le montant des subventions de l'Etat ne vous semble pas pouvoir être pris en compte dans le

cadre de vos dotations actuelles de crédits déconcentrés, ces programmes devront m'être soumis pour approbation préalable.

S'il s'avère que le monument transféré est situé dans une région, ou un département, expérimentant la gestion des crédits de restauration des monuments historiques au sens de l'article 99 de la loi du 13 août 2004 (cf. infra, Troisième partie), les programmes quinquennaux de restauration relatifs au monument continueront de relever de dotations particulières, imputées sur les crédits du ministère de la culture et de la communication.

#### *II-2-2-2. Dispositions relatives aux personnels*

La liste nominative des personnels en fonction dans le monument, mentionnant leur qualité (corps et grade pour les fonctionnaires, nature du contrat, complété, pour les agents du Centre des monuments nationaux, de leur classement dans les grilles de rémunération fixées par l'établissement et de leurs modalités spécifiques de gestion) sera également annexée à la convention.

L'article 5 du modèle de convention rappelle, à cet effet, que, conformément au dernier alinéa de l'article 97 de la loi du 13 août 2004, les personnels sont transférés dans les conditions prévues au chapitre II du titre V de la loi.

Les agents fonctionnaires seront donc mis à disposition et bénéficieront du droit d'opter, dans un délai de deux ans à compter de la date de transfert de propriété, soit pour le maintien dans leur statut actuel, soit pour une intégration dans un cadre d'emplois territorial, dans les conditions précisées à l'article 109 de la loi.

Les agents non titulaires deviendront, à compter de la date du transfert de propriété du monument, agents de la collectivité territoriale, mais ils continueront, à titre individuel, de bénéficier des stipulations de leur contrat, dans les conditions fixées à l'article 110 de la loi.

J'appelle tout particulièrement votre attention sur le fait que le contrat dont bénéficient les agents non titulaires du Centre des monuments nationaux renvoie à des dispositions statutaires dont il conviendra d'informer la collectivité ; ces agents disposent, dans leur grande majorité, de contrats à durée indéterminée, leur statut et la grille de rémunération étant fixés par des délibérations du conseil d'administration. De plus, il conviendra d'informer la collectivité des contraintes de travail dominical qui pèsent sur ces personnels. Les services compétents du siège de l'établissement public vous fourniront l'ensemble des délibérations afférentes et se tiendront à votre disposition pour fournir toutes les précisions nécessaires à la collectivité territoriale intéressée et constituer l'annexe correspondante du modèle de convention.

Le transfert des agents non titulaires de droit privé, recrutés sur des emplois aidés, (emplois jeunes, contrats emploi-solidarité, contrats emploi-consolidé) devra faire l'objet d'un avenant à la convention initiale conclue entre le Centre des monuments nationaux et la direction départementale du travail compétente au titre des emplois concernés.

Avant signature de la convention, celle-ci doit être examinée par les comités techniques paritaires compétents. Il s'agit du comité technique paritaire du ministère de la culture et de la communication et, pour les monuments appartenant au Centre des monuments nationaux ou ceux dont il assure la gestion, du comité technique paritaire de cet établissement public. Selon les cas, en conséquence, vous saisissez mon administration centrale et le siège du Centre des monuments nationaux pour que ces consultations soient assurées.

La convention sera transmise, dès signature, pour information, au ministre d'Etat, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, avec copie au directeur général des collectivités locales, et au ministre de la culture et de la communication, avec copie au directeur de l'architecture et du patrimoine et au président du Centre des monuments nationaux. Deux expéditions, revêtues du certificat de conformité préfectoral et des mentions habituelles, en seront par ailleurs adressées à la conservation des hypothèques du lieu de situation.

**Troisième partie : Dispositions relatives à l'expérimentation de la gestion par une région ou un département des crédits budgétaires consacrés à l'entretien et à la restauration des immeubles, orgues et objets mobiliers classés ou inscrits n'appartenant pas à l'Etat ou à ses établissements publics, ainsi qu'au patrimoine rural non protégé**

**I – Présentation du décret d'application de l'article 99 de la loi du 13 août 2004**

Je vous rappelle que la maîtrise d'œuvre des travaux d'entretien et de restauration sur les monuments historiques classés au titre du livre VI du code du patrimoine (immeubles, objets mobiliers et orgues) est soumise, depuis l'origine, à un régime dérogatoire du droit commun compte tenu de l'intérêt qui s'attache à la préservation de ce patrimoine et, en conséquence, à des opérations d'entretien et de restauration de la plus grande qualité possible.

Les architectes des Bâtiments de France déterminent et dirigent l'entretien des monuments historiques classés<sup>(1)</sup> ; les architectes en chef des monuments historiques assurent la maîtrise d'œuvre des travaux

de restauration<sup>(2)</sup> dès lors que la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Etat ou lorsque les propriétaires ou affectataires reçoivent une aide financière de l'Etat au titre du livre VI du code du patrimoine. L'article 9 du décret du 22 mars 1908 relatif à l'organisation du service d'architecture des bâtiments civils et des palais nationaux prévoit que les architectes en chef sont assistés par un vérificateur des monuments historiques. De même, la maîtrise d'œuvre des travaux portant sur les orgues protégées est assurée par un technicien conseil en application du décret n° 95-501 du 26 avril 1995 relatif aux missions et aux rémunérations des techniciens conseils pour les orgues protégées au titre de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques. Enfin, les travaux de conservation et de restauration sur les objets mobiliers classés s'effectuent sous le contrôle scientifique et technique des services de l'Etat.

Le législateur a tenu compte de la situation particulière des monuments historiques classés en prévoyant, à l'article 99 de la loi du 13 août 2004, qu'un décret en Conseil d'Etat détermine les catégories de professionnels auxquels les propriétaires de monuments historiques doivent faire appel pour exercer la maîtrise d'œuvre dès lors que leurs travaux seront financés par les collectivités territoriales retenues pour l'expérimentation. Tel est l'objet du décret n° 2005-837 du 20 juillet 2005 qui définit les catégories de professionnels concernés.

Il est important pour les collectivités territoriales qui s'engageront dans l'expérimentation et pour les propriétaires de monuments qu'une continuité soit assurée par rapport au régime actuel. Dès lors que des travaux seront financés par les collectivités territoriales qui bénéficieront de l'expérimentation du transfert des crédits d'Etat relatifs aux travaux sur les monuments historiques classés n'appartenant pas à l'Etat, cette maîtrise d'œuvre spécifique sera ainsi requise.

Deux orientations complémentaires vous sont toutefois signalées.

En premier lieu, immédiatement, le décret, tout en maintenant la compétence de l'architecte des Bâtiments de France pour déterminer et conduire, après accord du propriétaire ou de l'affectataire, les travaux d'entretien ou de réparations ordinaires, donne la possibilité au propriétaire de confier la maîtrise d'œuvre de ces travaux à d'autres catégories d'architectes. Il est en effet souhaitable que cette ouverture soit expérimentée. Elle sera limitée aux architectes qui sont spécialisés dans les travaux relatifs

<sup>(1)</sup> article 2 du décret n° 84-145 du 27 février 1984 relatif au statut particulier du corps des architectes des Bâtiments de France

<sup>(2)</sup> décret n° 80-911 du 20 novembre 1980 portant statut particulier du corps des architectes en chef des monuments historiques

au patrimoine ancien. Il s'agira des architectes diplômés par l'école de Chaillot (sous les formes juridiques successives qui ont été les siennes) ou, à compter de 2005, par la Cité de l'architecture et du patrimoine qui a repris cette école en son sein.

Ensuite, un décret en préparation, qui sera publié avant la fin de l'année 2005 et qui sera applicable sur tout le territoire national, viendra assouplir les modalités d'exercice de la maîtrise d'œuvre des architectes en chef des monuments historiques. Conformément aux orientations arrêtées en Conseil des ministres le 17 septembre 2003, lors de la présentation du plan national pour le patrimoine, ce décret modifiera le décret n° 80-911 du 20 novembre 1980 portant statut particulier du corps des architectes en chef des monuments historiques en ouvrant leur concours aux ressortissants communautaires, en créant un tour extérieur à ce concours et en une véritable faculté de choix de leur architecte en chef par les propriétaires.

Ajoutées à l'augmentation du nombre des architectes en chef décidée par le ministre de la culture et de la communication, ces mesures sont de nature à donner une respiration à ce dispositif dont les régions ou les départements d'expérimentation tireront aussi profit.

Ensuite, en application des articles L. 621-9 alinéa 2 et L. 622-7 du code du patrimoine, le décret rappelle que les travaux financés par les collectivités territoriales dans le cadre des expérimentations sont soumis au contrôle scientifique et technique de l'Etat.

Le décret détermine enfin les modalités de dévolution aux collectivités territoriales d'expérimentation des programmes de travaux en cours selon les principes posés par la loi.

En outre, le décret définit ce qu'il convient d'entendre par «patrimoine rural non protégé», la loi ayant transféré, par le IV de l'article 99, aux départements les crédits que l'Etat consacrait à ce patrimoine. Il appartient donc aux départements, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, d'allouer aux demandeurs des aides sur les crédits ainsi transférés qui sont venus s'ajouter aux moyens propres que les départements consacraient, pour bon nombre d'entre eux, à ces actions.

La répartition par département des crédits transférés est précisée en annexe 2 de la circulaire du 11 février 2005 citée en références.

Vous avez à mettre en œuvre, selon les instructions ci-après, ces dispositions législatives et réglementaires et, sur ce point également, je vous demande de favoriser l'information de la région et des départements et de faciliter l'instruction de leurs demandes.

Lors de l'examen de ce projet de décret, le Conseil d'Etat a considéré que ce texte était nécessaire à la mise en œuvre de l'article 99 de la loi du 13 août 2004. En conséquence, comme le rappelle la circulaire du ministère de l'intérieur en date du 21 décembre 2004 susvisée relative à l'entrée en vigueur de la loi du 13 août 2004, le délai de six mois prévu par la loi pour permettre aux régions de se porter candidates court à compter de la date de publication du décret, soit le 23 juillet 2005. Passé ce délai de six mois, les candidatures des départements pourront intervenir dans les régions où la collectivité territoriale régionale ne se sera pas portée candidate.

## **II – Dispositions relatives à la mise en œuvre de l'expérimentation**

### II-1. Dossier de candidature des collectivités

L'article 1<sup>er</sup> du décret pris en application de l'article 99 de la loi du 13 août 2004 prévoit que le préfet de région réceptionne et transmet au ministre chargé de la culture, avec son avis et le projet de convention, les candidatures des collectivités à l'expérimentation de la gestion des crédits de travaux sur les monuments historiques n'appartenant pas à l'Etat.

La constitution de ce dossier doit favoriser les échanges d'information entre la collectivité candidate et vos services afin que vous ayez en votre possession tous les éléments vous permettant de juger de la pertinence de la demande de la collectivité et de sa volonté de mener une politique patrimoniale forte.

Votre avis devra porter sur plusieurs points qu'il appartiendra à vos services de renseigner en demandant à la collectivité candidate d'apporter les informations nécessaires. Ces points concernent principalement :

- la politique qu'elle entend mener dans les quatre années à venir sur le patrimoine protégé sur le territoire de son ressort et les priorités qu'elle adoptera,
- les moyens qu'elle a mis en place les années précédant l'expérimentation au bénéfice des travaux sur les monuments historiques et ceux qu'elle envisage de mettre en place pour traiter des demandes d'aides à l'entretien et à la restauration de ce patrimoine,
- les méthodes qu'elle envisage de mettre en place pour élaborer les programmes de financement de travaux qu'elle prévoit.

### II- 2. Informations à porter à la connaissance des collectivités candidates

Afin que les collectivités ayant fait part de leur souhait de se porter candidates à l'expérimentation puissent le faire en toute connaissance de cause, je vous invite à leur donner toutes informations dans les domaines suivants :

- composition du parc des monuments historiques (immeubles, objets mobiliers et orgues) : répartition entre classés et inscrits, par typologie de monuments, par type de propriétaires, état sanitaire du parc, monuments historiques appartenant à l'Etat transférés éventuellement à des collectivités dans le cadre de l'article 97 de la loi,
- définition précise des différents types de travaux : entretien, réparation, conservation/restauration, afin que tous les interlocuteurs aient la même interprétation du régime applicable,
- maîtrise d'ouvrage : répartition relative des enveloppes de crédits entre titres V et VI, nombre d'études et de projets architecturaux et techniques disponibles, liste des opérations en cours - c'est à dire les opérations dont au moins une tranche a été engagée par un ordre de service -, engagements ministériels et conventions en cours,
- régime applicable à la maîtrise d'œuvre des travaux sur les monuments historiques (immeubles, objets et orgues), selon les modalités fixées par le décret n° 2005-837 du 20 juillet 2005 mentionné en références et les textes auxquels il renvoie,
- indications sur le déroulé d'une opération (études préalables, projets architecturaux et techniques, travaux) et sur la méthode de travail des services de l'Etat chargés de traiter les dossiers de demandes d'aides, composition du comité de programmation, périodicité des réunions, critères de sélection des opérations, information des propriétaires, travaux susceptibles d'être subventionnés, rappel sur les procédures administratives en matière de travaux sur les monuments historiques,
- indications sur la méthode de détermination des dotations budgétaires transférées et mode de transfert retenu (moyenne sur deux années pour l'année n, ensuite base de l'année n pour l'année n+1 et ainsi de suite),
- nombre d'agents de la conservation régionale des monuments historiques et des services départementaux de l'architecture et du patrimoine travaillant sur la programmation du financement des travaux sur les monuments historiques n'appartenant pas à l'Etat.

### II- 3. Préparation et contenu de la convention

Après les échanges que vous aurez eus avec la collectivité souhaitant participer à l'expérimentation, et en vue de votre transmission à l'administration centrale, il convient que vous élaboriez le projet de convention qui fixera les conditions de l'expérimentation (Cf. annexe 5 modèle de convention d'expérimentation).

Ce projet doit comporter un certain nombre de dispositions, en particulier :

- le montant des crédits d'entretien et de restauration transférés au cours de la première année d'expérimentation et des projections pour les trois années suivantes,
- les programmes en cours transférés avec la liste exhaustive des opérations en titres V et VI, les subventions non encore versées en titre IV, avec mention de leur inclusion dans un contrat de plan Etat/région ou des conventions en cours. La substitution de la collectivité à l'Etat s'entendant pour les tranches de travaux qui n'ont pas encore fait l'objet d'ordres de service à la date de la signature de la convention, je vous invite, en conséquence, à conserver une enveloppe de crédits pour pouvoir assurer les engagements financiers de l'Etat auprès des entreprises qui ont commencé des travaux,
- le montant de l'aide apportée par la collectivité en année n-1 aux travaux sur les monuments historiques et le montant des crédits qu'elle envisage de consacrer sur son budget aux travaux sur les monuments historiques de son ressort territorial,
- le mode de traitement des demandes de subventions et l'élaboration de la programmation (comité de programmation en précisant sa composition, et en particulier les professionnels des monuments historiques qui peuvent y être associés), modalités de consultation des associations de défense du patrimoine et de celles représentant les propriétaires privés. Vous veillerez à ce que cette consultation soit réservée aux associations reconnues d'utilité publique, sachant qu'une consultation n'implique pas une présence d'un représentant de ces associations aux réunions du comité de programmation,
- les conditions de la mise à disposition de la conservation régionale des monuments historiques de la direction régionale des affaires culturelles à la collectivité d'expérimentation,
- les modalités de versement des acomptes aux propriétaires dont les demandes d'aides ont été retenues en programmation,
- en application des articles L. 621-9 alinéa 2 et L. 622-7 du code du patrimoine, les modalités du contrôle scientifique et technique des services de l'Etat sur les travaux réalisés dans le cadre de l'expérimentation.

En application du décret n° 2005-837 du 20 juillet 2005 cette convention reprendra en outre les dispositions des articles 2, 3, 4, 6 et 7 de ce décret.

Cette convention devra, après validation par l'administration centrale, être signée par vos soins et le président de l'exécutif de la collectivité concernée. L'administration centrale sera destinataire d'une copie.

## II-4. Bilan

Afin d'être en mesure de faire le rapport d'évaluation final de l'expérimentation, je vous invite à solliciter chaque année, de la collectivité, un bilan sur la réalisation de la programmation et l'utilisation des crédits transférés.

Ce bilan devra porter sur :

- l'utilisation des dotations versées par l'Etat et le montant de ces dotations qui n'aura pas été utilisé,
- les dotations consacrées à l'expérimentation par la collectivité territoriale,
- l'état d'avancement des opérations et l'état sanitaire du patrimoine dans la région ou le département,
- les difficultés rencontrées tant sur la programmation des opérations que sur le déroulement des chantiers et, en particulier, sur la maîtrise d'œuvre des travaux et le contrôle scientifique et technique de ceux-ci.

Vous m'adresserez un bilan de synthèse dans les deux mois suivant la troisième année de l'expérimentation, le Gouvernement devant, dans un délai de six mois avant le terme de l'expérimentation, présenter au Parlement un rapport d'évaluation assorti des observations des collectivités territoriales y ayant participé (article 99, I, dernier alinéa de la loi du 13 août 2004).

L'administration centrale fera une consolidation au niveau national des bilans régionaux afin d'éclairer le Gouvernement dans sa décision, pour ce qui concerne la gestion des crédits consacrés aux monuments historiques, de généraliser cette mesure de décentralisation à tout le territoire national.

## **III – Le transfert des crédits relatifs au patrimoine rural non protégé**

Ce transfert est prévu par le IV de l'article 99 de la loi du 13 août 2004 et a été mis en œuvre dès l'année 2005 par la loi de finances pour 2005. Les départements ont reçu à ce titre une part de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance correspondant aux crédits transférés, dont le montant et la répartition ont été rappelés dans la circulaire du 11 février 2005 de la ministre déléguée à l'intérieur citée en références.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, les demandes d'aides en faveur du patrimoine rural non protégé doivent être traitées par les départements et je vous invite à rediriger sur ceux-ci les demandes que vos services pourraient continuer à recevoir.

Le «patrimoine rural non protégé», défini par l'article 8 du décret n° 2005-837 du 20 juillet 2005, est constitué des édifices, publics ou privés, qui présentent un intérêt du point de vue de la mémoire attachée au cadre bâti des territoires ruraux ou de la préservation de savoir-faire ou qui abritent des objets ou décors protégés au titre des monuments historiques, situés dans des communes rurales ou des zones urbaines de faible densité.

Afin de poursuivre l'action de l'Etat en ce domaine, je vous engage à proposer aux départements l'aide des services régionaux ou départementaux compétents, afin de définir une politique à long terme de préservation de ce patrimoine et de favoriser ainsi son appropriation par les collectivités concernées.

Pour toute difficulté que vous rencontreriez à l'occasion de la mise en œuvre de la présente circulaire, la direction de l'architecture et du patrimoine ainsi que le siège du Centre des monuments nationaux, pour ce qui le concerne, se tiennent à votre disposition.

Je vous demande de veiller personnellement à la mise en place de ces mesures de décentralisation auxquelles, vous le savez, le Premier ministre attache une importance toute particulière et vous veillerez à ce que le directeur régional des affaires culturelles se mobilise, avec ses services, sur cette évolution essentielle pour notre patrimoine national.

Le ministre de la culture et de la communication,  
Renaud Donnedieu de Vabres

## **Copies :**

Mesdames et messieurs les préfets de département  
Mesdames et messieurs les directeurs régionaux des affaires culturelles  
Mesdames et messieurs les chefs de service départemental de l'architecture et du patrimoine  
Monsieur le président du Centre des monuments nationaux

**Annexe 1****Organigramme simplifié du siège du Centre des monuments nationaux**

Hôtel de Sully, standard : 01.44.61.20.00

Titres	Noms	Tél.	Fax	@
Président	Christophe Vallet	20.04	20.02	christophe.vallet@monum.fr
Directeur	Denis Berthomier	20.09	21.81	denis.berthomier@monum.fr
Inspecteur général *	André Canas	21.21	20.85	andre.canas@monum.fr
Chargée de mission Projet de monument	Luisella Majewski	20.18	20.53	luisella.majewski@monum.fr
<b>Direction des ressources humaines</b>				
Directeur	Joëlle Claverie	22.28	22.52	joelle.claverie@monum.fr
Chef département administration du personnel	Chantal Saulière	20.63	22.52	chantal.sauliere@monum.fr
<b>Direction du développement culturel</b>				
Directeur	Jean-Paul Ciret	20.16	21.92	jean-paul.ciret@monum.fr
Chef département aménagements	Jean-François Bénét	22.83	20.86	jean-françois.benet@monum.fr
Chef département affaires domaniales	Dominique Daura	20.25	20.86	dominique.daura@monum.fr
Chef département ressources scientifiques	Lorraine Mailho	20.33	20.53	lorraine.mailho@monum.fr
Responsable mission des collections	Sophie-Caroline Maningue de Chanaud	20.44	20.53	sophie-caroline.manigue-de-chanaud@monum.fr
<b>Direction des affaires financières</b>				
Directeur	Arnaud Roffignon	22.63	21.81	arnaud.roffignon@monum.fr
Chef département comptabilité ordonnateur	Philippe Casset	20.77	21.52	philippe.casset@monum.fr
Chef du service juridique	Gabriel Ballif	21.98	21.95	gabriel.ballif@monum.fr
Chef département politique des achats	Benjamin Michelot	22.65	21.95	benjamin.michelot@monum.fr
Service du budget et des études	Sophie Penvern	21.68	21.81	sophie.penvern@monum.fr
<b>Direction des éditions et de la diffusion</b>				
Directrice	Dominique Seridji	01.44.54. 95.75	01.44.54. 95.21	dominique.seridji@monum.fr
<b>Direction de la communication</b>				
Directrice	Catherine Vergriete	22.75	20.36	catherine.vergriete@monum.fr
<b>Agence Comptable</b>				
Agent comptable	Annie Pugnet	21.01	22.04	annie.pugnet@monum.fr

\* coordonnateur du dossier «transfert de monuments»

## Annexe 2 : Modèle de lettre de notification

**Madame / Monsieur**

*Président(e) du conseil régional de...*

*Président(e) du conseil général de...*

*Président(e) de la communauté d... de...*

*Maire de...*

**Madame / Monsieur le ...**

La loi du 13 août 2004 relative aux libertés et aux responsabilités locales a prévu, en son article 97, la possibilité, pour les collectivités locales qui en exprimeront le souhait, de se voir transférer gratuitement, en toute propriété, des monuments historiques appartenant à l'Etat ou au Centre des monuments nationaux, dont la liste est annexée au décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005.

Le (**nom du monument concerné**), situé sur le territoire de votre (**région / département / communauté de communes, d'agglomération... / commune**), figure sur la liste annexée à ce décret.

Dès lors, vous pouvez, au même titre que les autres collectivités sur le ressort territorial desquelles se trouve ce monument, et auxquelles je transmets ce jour la même information, faire acte de candidature pour bénéficier de ce transfert de propriété.

Je rappelle qu'aux termes de la loi, la collectivité bénéficiaire du transfert de propriété aura *«pour mission d'assurer la conservation du monument, et, lorsqu'il est ouvert au public, d'en présenter les collections, d'en développer la fréquentation et d'en favoriser la connaissance»*. De même, les personnels exerçant leurs fonctions dans le monument seront transférés par l'Etat ou le Centre des monuments nationaux à la collectivité bénéficiaire.

Sur simple demande de votre part, et dans un délai d'un mois, je vous fournirai, à titre informatif, un dossier relatif au monument, incluant notamment son descriptif domanial, les droits et obligations qui lui sont attachés (et qui seront intégralement transférés à la collectivité acquéreuse), la liste des personnels **de l'Etat ou du Centre des monuments nationaux** (cf. rubrique «CMN» de l'annexe 4) en fonction dans le monument, **l'état des inventaires des collections transférables avec lui** (le cas échéant, selon que le monument abrite ou non des collections d'objets mobiliers), des informations sur son état de conservation, ainsi que sur les crédits de fonctionnement et d'entretien qui lui sont consacrés annuellement par l'Etat. A ce stade, ce dossier ne sera pas exhaustif, mais correspondra à l'état des informations disponibles.

Si, après réception et étude de ce dossier, votre collectivité souhaite se porter candidate au transfert de ce monument, il vous reviendra de m'en informer, selon les modalités prévues par la loi. Vous devrez ainsi m'adresser une lettre recommandée avec demande d' accusé de réception postal, accompagnée d'un dossier de candidature. Ce dossier de candidature devra impérativement, pour être validé, présenter vos projets relatifs aux conditions d'utilisation du monument, à ses modalités de gestion, **d'ouverture au public, de présentation de ses collections, de développement de la fréquentation, d'utilisation culturelle** (le cas échéant, en fonction des caractéristiques propres à chaque monument).

Aux termes de la loi, vous disposez d'un délai maximal de douze mois à compter de la publication du décret pour m'adresser ce dossier. Toutefois, dès réception de la première candidature, j'en aviserai immédiatement, par courrier recommandé avec demande d' accusé de réception postal, les exécutifs des autres collectivités dans le ressort desquels se situe le monument. Conformément au deuxième alinéa du I de l'article 97 de la loi du 13 août 2004, ces collectivités disposeront, pour me faire part de leur éventuelle candidature, d'un délai de trois mois après réception de cette notification<sup>(1)</sup>. Je vous ferai connaître ma décision, après analyse des dossiers, deux mois au plus tard après l'expiration de ce dernier délai.

Après désignation de la collectivité bénéficiaire, la convention, passée entre l'Etat, votre collectivité **et le Centre des monuments nationaux** (le cas échéant cf. rubrique «CMN» de l'annexe 4) sera signée dans un délai de cinq mois. Le transfert sera opéré selon les modalités et le calendrier qu'elle fixera. Je vous prie de bien vouloir trouver ci-joint le modèle de convention élaboré par les services centraux du ministère de la culture et de la communication, qui servira de cadre à la négociation.

Le cas échéant (cf. rubrique «DON/LEGS» de l'annexe 4) : **Je rappelle également que la loi dispose que ces transferts s'effectuent «sous réserve du respect des clauses des dons et legs». Le (monument) ayant été donné / légué à l'Etat / au Centre des monuments nationaux, l'intégralité des charges et conditions imposées par la donation / le legs à l'Etat / au Centre des monuments nationaux, sera donc transférée à la collectivité bénéficiaire du transfert. Le cas échéant (cf. rubrique «DON/LEGS» de l'annexe 4) : Par ailleurs, l'attribution à l'Etat / au Centre des monuments nationaux ayant constitué l'une des conditions déterminantes de ce don /legs, le transfert de propriété à une collectivité ne pourra, à l'issue de cette procédure, être effectué qu'avec l'accord du donateur ou des ayants droit. J'insiste particulièrement sur ce point, qui pourra me conduire, en cas de désaccord formel du donateur ou des ayants droit, à mettre fin à la procédure et à renoncer au transfert prévu.**

Mes services, et notamment... sont à votre disposition pour toute précision relative à ce dossier.

<sup>(1)</sup> L'expiration, le cas échéant, du fait d'une première candidature tardive, du délai général de douze mois fixé par la loi ne conduit pas à réduire le délai de trois mois

**Annexe 3 : Trois modèles de convention de transfert de monuments**

Modèle de convention I : monument appartenant à l'Etat, non remis en gestion au CMN

**CONVENTION**

**Par laquelle l'Etat (ministère de la culture et de la communication)  
transfère à collectivité la propriété de l'immeuble dit dénomination de l'immeuble  
à commune (département)**

Entre

**L'Etat, représenté par Madame/Monsieur le préfet de la région région / du département département,  
assisté du directeur des services fiscaux de département et du directeur régional des affaires culturelles  
de région, représentant le service affectataire, ci-après dénommé «l'Etat», d'une part,**

Et

**La collectivité d....., représenté(e) par M..... (président, maire), agissant en vertu d'une délibération \_\_\_\_\_ d  
..... (organe délibérant) en date du....., ci-après dénommé(e) «la Collectivité», d'autre part,**

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 97,

Vu le décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005 pris en application de l'article 97 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et relatif aux conditions de transfert de la propriété de monuments historiques aux collectivités territoriales,

**Vu l'acte de donation / le legs du ..... au profit de l'Etat,**

Vu l'avis du comité technique paritaire du ministère de la culture et de la communication en date du .....

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile à la préfecture de .....

**Etant préalablement rappelé que :**

L'Etat (ministère de la culture et de la communication) est propriétaire de l'immeuble dit «dénomination du monument ou site», classé parmi les monuments historiques/inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en totalité/pour les parties suivantes ..... par arrêté/décret/liste d .....

En application de l'article 97 de la loi du 13 août 2004 susvisée, et du décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005 susvisé, la Collectivité a, par lettre du ....., fait part de sa candidature pour se voir transférer par l'Etat la propriété de cet immeuble.

**Il est arrêté et convenu ce qui suit :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Désignation des biens transférés.

Est transférée à la Collectivité, dans la commune de ..... (département), la propriété de l'immeuble dit «nom du monument ou du site», cadastré section ....., numéro ....., adresse, d'une superficie totale de superficie, inscrit au tableau général des propriétés de l'Etat sous le numéro ....., à la rubrique «Etat – domaine public/privé», service attributaire «Patrimoine (monuments historiques et palais nationaux/archéologie)», ci-après dénommé «le Monument», tel qu'il est délimité sur le plan annexé à la présente convention (annexe n° 1).

À l'exception des objets mobiliers déposés ou prêtés, sont également transférés les objets mobiliers, protégés ou non au titre des monuments historiques, constituant la «collection» liée au Monument, dont la liste constitue l'annexe n° 2 à la présente convention, ainsi que les actifs immobilisés au titre de son exploitation.

**Article 2 :** Origine de propriété.

Le Monument appartient à l'Etat depuis ....., en vertu de l'acte (éventuellement annexé à la convention), reçu par (autorité administrative ou nom du notaire) et publié à la conservation des hypothèques de ..... le ..... volume ..... numéro .....

**Article 3 :** Missions de la Collectivité

Conformément à l'article 97 de la loi du 13 août 2004 susvisée, la Collectivité assure la conservation du Monument, la conservation et la présentation de ses collections, son ouverture au public (si MH ouvert au public), le développement de sa fréquentation et en favorise la connaissance, dans les conditions précisées en annexe n° 4 à la présente convention.

La destination donnée au Monument par la Collectivité doit être compatible avec sa nature et son caractère de monument historique, et conforme aux missions rappelées au paragraphe précédent, **dans le respect des charges et conditions de la donation / du legs, conformément à l'article 9 ci-dessous (pour les monuments légués ou donnés)**

#### **Article 4 : Travaux**

La maintenance et l'entretien courant du Monument et de ses collections sont à la charge de la Collectivité, sous réserve des dispositions de la loi du 13 août 2004 susvisée.

Les travaux de gros entretien et de restauration pourront bénéficier du concours du ministère chargé de la culture, dans les mêmes conditions que pour tout immeuble ou objet mobilier protégé au titre des monuments historiques.

Un programme quinquennal de travaux de restauration du Monument, susceptibles d'être subventionnés par l'Etat, est porté en annexe n° 5.

#### **Article 5 : Personnels**

Les personnels dont la liste nominative figure en annexe n° 6 sont transférés dans les conditions prévues au chapitre II du titre V de la loi du 13 août 2004 susvisée.

#### **Article 6 : Prix du transfert de propriété**

Le transfert de propriété du Monument est effectué à titre gratuit, conformément aux dispositions de l'article 97 de la loi du 13 août 2004 susvisée.

#### **Article 7 : Déclarations fiscales**

Le présent acte ne donnera lieu lors de la formalité de publicité foncière ni à versement de salaires ou d'honoraires au profit des agents de l'Etat, ni à aucune indemnité ou perception de droits ou de taxes.

#### **Article 8 : Servitudes**

La Collectivité jouira des servitudes actives et supportera les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever le Monument, sauf à faire valoir les unes ou à se défendre des autres, à ses risques et périls, sans aucun recours contre l'Etat, sans pouvoir dans aucun cas appeler l'Etat en garantie, et sans que la présente clause puisse attribuer à la Collectivité ou aux tiers plus de droits que ceux résultant de la loi ou de titres réguliers non prescrits.

#### **Article 9 (*facultatif*) : Conditions et charges particulières liées à la donation/au legs**

Les charges et conditions imposées à l'Etat donataire/légataire par l'acte de donation/legs joint en annexe n° 7 sont intégralement transférées à la Collectivité.

#### **Article 10 : Garanties**

La Collectivité est censée bien connaître le Monument. Elle le prend dans l'état où il se trouve, sans pouvoir prétendre à une garantie de mesure ou de consistance.

#### **Article 11 : Impôts**

La Collectivité supporte les impôts afférents au Monument à compter de la date de l'entrée en jouissance.

#### **Article 12 : Bilans d'exploitation**

La Collectivité transmet annuellement, et au plus tard le 31 mars, à la direction régionale des affaires culturelles un rapport sur l'état sanitaire, la présentation au public et l'animation culturelle de l'édifice pendant l'année écoulée.

Cinq ans après la date de transfert prévue à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention, le préfet de région et (*l'exécutif de la collectivité*) transmettent au ministre de la culture et de la communication un bilan d'exploitation du monument, synthétisant les rapports annuels prévus ci-dessus et formulant leurs observations respectives sur le bilan du transfert de propriété.

**Article 13** : Exécution des obligations des parties

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention sera porté devant le tribunal administratif de.....

*(le cas échéant : dons et legs) : En cas de constat par l'Etat de l'inexécution par la Collectivité d'une des charges ou conditions de la donation / du legs, en violation de l'article 3 de la présente convention, l'Etat rappellera à la Collectivité, par courrier recommandé avec demande d'accusé de réception postal, la teneur de ces charges et conditions, l'obligation pour le bénéficiaire du transfert de s'y conformer ainsi que le risque d'introduction par les ayants droit d'une action en révocation pour inexécution des charges et conditions.*

**Article 14** : Dépôt

La présente convention sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture et à la conservation des hypothèques.

**Article 15** : Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier suivant la date de signature, de préférence, ou autre date fixée par accord des parties

A compter de cette date, la Collectivité sera substituée à l'Etat pour tous les contrats, engagements ou obligations que celui-ci a pu souscrire au sujet du Monument antérieurement au transfert, notamment pour les dépôts et prêts dont la liste constitue l'annexe n° 3 à la présente convention.

**Article 16** : Pièces constitutives

La présente convention comprend ce document et ses annexes :

- annexe n° 1 : plan
- annexe n° 2 : inventaire des collections
- annexe n° 3 : liste des œuvres prêtées ou déposées dans le Monument
- annexe n° 4 : conditions de mise en valeur du Monument
- annexe n° 5 : programme quinquennal de travaux susceptibles d'être subventionnés par l'Etat
- annexe n° 6 : liste des personnels transférés
- annexe n° 7 : acte de donation / de legs

qui en forment partie intégrante.

Signataires

Modèle de convention II : monument appartenant à l'Etat, remis en gestion au CMN**CONVENTION**

**Par laquelle l'Etat (ministère de la culture et de la communication)**  
**transfère à collectivité la propriété de l'immeuble dit dénomination de l'immeuble**  
**à commune (département)**

Entre

**L'Etat, représenté par Madame/Monsieur le préfet de la région région / du département département, assisté du directeur des services fiscaux de département et du directeur régional des affaires culturelles de région, représentant le service affectataire, ci-après dénommé «l'Etat», d'une part,**

Et

Le Centre des monuments nationaux, établissement public à caractère administratif dont le siège est à l'hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75186 Paris cedex 04, représenté par son président, Monsieur Christophe Vallet, ci-après dénommé le Centre des monuments nationaux,

D'une part,

Et,

**La collectivité d....., représenté(e) par M..... (président, maire), agissant en vertu d'une délibération d (organe délibérant) en date du ....., ci-après dénommé(e) «la Collectivité», d'autre part,**

Vu le code du patrimoine, et notamment son article L.141-1,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 97,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005 pris en application de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et relatif aux conditions de transfert de la propriété de monuments historiques aux collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 4 mai 1995 modifié fixant la liste des sites gérés par le Centre des monuments nationaux,

Vu la convention de gestion entre l'Etat et le Centre des monuments nationaux du 8 avril 1998,

**Vu l'acte de donation / le legs du ..... au profit de l'Etat,**

Vu l'avis du comité technique paritaire du ministère de la culture et de la communication en date du ....., et de celui du Centre des monuments nationaux en date du .....

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile à la préfecture de .....

**Etant préalablement rappelé que :**

L'Etat (ministère de la culture et de la communication) est propriétaire de l'immeuble dit **«dénomination du monument ou site», classé parmi les monuments historiques/inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en totalité/pour les parties suivantes ..... par arrêté/décret/liste d .....**

Il a confié la gestion de cet immeuble au Centre des monuments nationaux, par l'arrêté modifié du 4 mai 1995 et la convention de gestion du 10 avril 1998.

En application de l'article 97 de la loi du 13 août 2004 susvisée, et du décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005 susvisé, la Collectivité a, par **lettre du .....**, fait part de sa candidature pour se voir transférer par l'Etat la propriété de cet immeuble.

**Il est arrêté et convenu ce qui suit :**

**Article 1<sup>er</sup> :** Désignation des biens transférés.

Est transférée à la Collectivité, **dans la commune de ..... (département)**, la propriété de l'immeuble dit **«nom du monument ou du site»**, cadastré section ....., numéro ....., **adresse**, d'une superficie totale de **superficie**, inscrit au tableau général des propriétés de l'Etat sous le numéro ....., à la rubrique «Etat – domaine **public/privé**», service attributaire «Patrimoine **(monuments historiques et palais nationaux/archéologie)**», géré par le Centre des

monuments nationaux, et ci-après dénommé «le Monument», tel qu'il est délimité sur le plan annexé à la présente convention (annexe n° 1).

À l'exception des objets mobiliers déposés ou prêtés, sont également transférés les objets mobiliers, protégés ou non au titre des monuments historiques, constituant la «collection» liée au Monument, dont la liste constitue l'annexe n° 2 à la présente convention, ainsi que les actifs immobilisés au titre de son exploitation.

#### **Article 2 : Origine de propriété.**

Le Monument appartient à l'Etat depuis ....., *en vertu de l'acte (éventuellement annexé à la convention), reçu par (autorité administrative ou nom du notaire) et publié à la conservation des hypothèques de ..... le ..... volume ..... numéro .....*

#### **Article 3 : Missions de la Collectivité**

Conformément à l'article 97 de la loi du 13 août 2004 susvisée, la Collectivité assure la conservation du Monument, *la conservation et la présentation de ses collections, son ouverture au public, le développement de sa fréquentation et en favorise la connaissance, dans les conditions précisées en annexe n° 4 à la présente convention.*

La destination donnée au Monument par la Collectivité doit être compatible avec sa nature et son caractère de monument historique, et conforme aux missions rappelées au paragraphe précédent, *dans le respect des charges et conditions de la donation / du legs, conformément à l'article 9 ci-dessous (pour les monuments légués ou donnés)*

Le Centre des monuments nationaux pourra apporter son aide et son expertise pour la mise en valeur du Monument par la Collectivité, dans le cadre d'une convention particulière.

#### **Article 4 : Travaux**

La maintenance et l'entretien courant du Monument et de ses collections sont à la charge de la Collectivité, sous réserve des dispositions de la loi du 13 août 2004 susvisée.

Les travaux de gros entretien et de restauration pourront bénéficier du concours du ministère chargé de la culture, dans les mêmes conditions que pour tout immeuble ou objet mobilier protégé au titre des monuments historiques.

Un programme quinquennal de travaux de restauration du Monument, susceptibles d'être subventionnés par l'Etat, est porté en annexe n° 5.

#### **Article 5 : Personnels**

Les personnels dont la liste nominative figure en annexe n° 6 sont transférés dans les conditions prévues au chapitre II du titre V de la loi du 13 août 2004 susvisée.

A cet effet, l'annexe n° 7 à la présente convention présente les dispositions statutaires applicables aux personnels non titulaires du Centre des monuments nationaux, c'est à dire l'ensemble des délibérations de l'établissement public constituant le statut, les grilles de rémunération et les indemnités.

Le transfert des agents non titulaires, recrutés sur des emplois aidés (emplois jeunes, contrats emploi-solidarité, contrats emploi-consolidé), en fonction dans le monument, donnera lieu à un avenant à la convention initiale conclue entre le Centre des monuments nationaux et la direction départementale du travail compétente, au titre des postes concernés.

#### **Article 6 : Prix du transfert de propriété**

Le transfert de propriété du Monument est effectué à titre gratuit, conformément aux dispositions de l'article 97 de la loi du 13 août 2004 susvisée.

#### **Article 7 : Déclarations fiscales**

Le présent acte ne donnera lieu lors de la formalité de publicité foncière ni à versement de salaires ou d'honoraires au profit des agents de l'Etat, ni à aucune indemnité ou perception de droits ou de taxes.

#### **Article 8 : Servitudes**

La Collectivité jouira des servitudes actives et supportera les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever le Monument, sauf à faire valoir les unes ou à se défendre des autres, à ses risques

et périls, sans aucun recours contre l'Etat ou le Centre des monuments nationaux, sans pouvoir dans aucun cas appeler l'Etat ou le Centre des monuments nationaux en garantie, et sans que la présente clause puisse attribuer à la Collectivité ou aux tiers plus de droits que ceux résultant de la loi ou de titres réguliers non prescrits.

**Article 9 (*facultatif*) :** Conditions et charges particulières liées à la donation/au legs

Les charges et conditions imposées à l'Etat donataire/légataire par l'acte de donation/legs joint en annexe n° 8 sont intégralement transférées à la Collectivité.

**Article 10 :** Garanties

La Collectivité est censée bien connaître le Monument. Elle le prend dans l'état où il se trouve, sans pouvoir prétendre à une garantie de mesure ou de consistance.

**Article 11 :** Impôts

La Collectivité supporte les impôts afférents au Monument à compter de la date de l'entrée en jouissance.

**Article 12 :** Bilans d'exploitation

La Collectivité transmet annuellement, et au plus tard le 31 mars, à la direction régionale des affaires culturelles un rapport sur l'état sanitaire, la présentation au public et l'animation culturelle de l'édifice pendant l'année écoulée.

Cinq ans après la date de transfert prévue à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention, le préfet de région et (l'exécutif de la collectivité) transmettent au ministre de la culture et de la communication un bilan d'exploitation du monument, synthétisant les rapports annuels prévus ci-dessus et formulant leurs observations respectives sur le bilan du transfert de propriété.

**Article 13 :** Exécution des obligations des parties

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention sera porté devant le tribunal administratif de.....

*(le cas échéant : dons et legs) : En cas de constat par l'Etat de l'inexécution par la Collectivité d'une des charges ou conditions de la donation / du legs, en violation de l'article 3 de la présente convention, l'Etat rappellera à la Collectivité, par courrier recommandé avec demande d' accusé de réception postal, la teneur de ces charges et conditions, l'obligation pour le bénéficiaire du transfert de s'y conformer ainsi que le risque d'introduction par les ayants droit d'une action en révocation pour inexécution des charges et conditions.*

**Article 14 :** Dépôt

La présente convention sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture et à la conservation des hypothèques.

**Article 15 :** Entrée en vigueur

La présente convention entrera en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier suivant la date de signature, de préférence, ou autre date fixée par accord des parties.

A compter de cette date, la Collectivité sera substituée à l'Etat et au Centre des monuments nationaux pour tous les contrats, engagements ou obligations que ceux-ci ont pu souscrire au sujet du Monument antérieurement au transfert, notamment pour les dépôts et prêts dont la liste constitue l'annexe n° 3 à la présente convention.

**Article 16 :** Pièces constitutives

La présente convention comprend ce document et ses annexes :

- annexe n° 1 : plan
  - annexe n° 2 : inventaire des collections
  - annexe n° 3 : liste des œuvres prêtées ou déposées dans le Monument
  - annexe n° 4 : conditions de mise en valeur du Monument
  - annexe n° 5 : programme quinquennal de travaux susceptibles d'être subventionnés par l'Etat
  - annexe n° 6 : liste des personnels transférés
  - annexe n° 7 : dispositions statutaires du personnel du Centre des monuments nationaux
  - annexe n° 8 : acte de donation / de legs
- qui en forment partie intégrante.

Signataires

Modèle de convention III : monument appartenant au Centre des monuments nationaux**CONVENTION**

**Par laquelle le Centre des monuments nationaux  
transfère à collectivité la propriété de l'immeuble dit *dénomination de l'immeuble*  
à *commune (département)***

Entre

Le Centre des monuments nationaux, établissement public à caractère administratif dont le siège est à l'hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, 75186 Paris cedex 04, représenté par son président, Monsieur Christophe Vallet, ci-après dénommé le Centre des monuments nationaux,

et

**L'Etat, représenté par Madame/Monsieur le préfet de la région *région* / du département *département*, assisté du directeur des services fiscaux de *département* et du directeur régional des affaires culturelles de *région*, ci-après dénommé «l'Etat», d'une part,**

D'une part,

Et,

**La collectivité d....., représenté(e) par M..... (*président, maire*), agissant en vertu d'une délibération d (*organe délibérant*) en date du ....., ci-après dénommé(e) «la Collectivité», d'autre part,**

Vu le code du patrimoine, et notamment son article L.141-1,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 97,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005 pris en application de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et relatif aux conditions de transfert de la propriété de monuments historiques aux collectivités territoriales,

**Vu l'acte de donation / le legs du ..... au profit du Centre des monuments nationaux,**

Vu l'avis du comité technique paritaire du Centre des monuments nationaux, en date du .....

Pour l'exécution de la présente convention, les parties font élection de domicile à la préfecture de .....

**Etant préalablement rappelé que :**

Le Centre des monuments nationaux est propriétaire de l'immeuble dit **«dénomination du monument ou site», classé parmi les monuments historiques/inscrit à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques en totalité/pour les parties suivantes ..... par arrêté/décret/liste d .....**

En application de l'article 97 de la loi du 13 août 2004 susvisée et du décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005 précité, la Collectivité a, par **lettre du .....**, fait part de sa candidature pour se voir transférer par le Centre des monuments nationaux la propriété de cet immeuble.

**Il est arrêté et convenu ce qui suit**

**Article 1<sup>er</sup> :** Désignation des biens transférés.

Est transférée à la Collectivité, **dans la commune de ..... (département)**, la propriété de l'immeuble dit **«nom du monument ou du site»**, cadastré section ....., numéro ....., **adresse**, d'une superficie totale de **superficie**, ci-après dénommé «le Monument», tel qu'il est délimité sur le plan annexé à la présente convention (annexe n° 1).

À l'exception des objets mobiliers déposés ou prêtés, sont également transférés les objets mobiliers, protégés ou non au titre des monuments historiques, constituant la «collection» liée au Monument, dont la liste constitue l'annexe n°2 à la présente convention, ainsi que les actifs immobilisés au titre de son exploitation.

**Article 2 :** Origine de propriété.

Le Monument appartient au Centre des monuments nationaux **en vertu de l'acte .....**, annexé à la présente convention (annexe n° 3), **reçu par (autorité administrative ou nom du notaire) et publié à la conservation des hypothèques de ..... le ..... volume ..... numéro .....**

**Article 3 : Missions de la Collectivité**

Conformément à l'article 97 de la loi du 13 août 2004 susvisée, la Collectivité assure la conservation du Monument, **la conservation et la présentation de ses collections, son ouverture au public, le développement de sa fréquentation et en favorise la connaissance, dans les conditions précisées en annexe n° 5 à la présente convention.**

La destination donnée au Monument par la Collectivité doit être compatible avec sa nature et son caractère de monument historique, et conforme aux missions rappelées au paragraphe précédent, **dans le respect des charges et conditions de la donation / du legs, conformément à l'article 9 ci-dessous (pour les monuments légués ou donnés)**

Le Centre des monuments nationaux pourra apporter son aide et son expertise pour la mise en valeur du Monument par la Collectivité, dans le cadre d'une convention particulière.

**Article 4 : Travaux**

La maintenance et l'entretien courant du Monument et de ses collections sont à la charge de la Collectivité, sous réserve des dispositions de la loi du 13 août 2004 susvisée.

Les travaux de gros entretien et de restauration pourront bénéficier du concours du ministère chargé de la culture, dans les mêmes conditions que pour tout immeuble ou objet mobilier protégé au titre des monuments historiques.

Un programme quinquennal de travaux de restauration du Monument, susceptibles d'être subventionnés par l'Etat, est porté en annexe n° 5.

**Article 5 : Personnels**

Les personnels dont la liste nominative figure en annexe n° 6 sont transférés dans les conditions prévues au chapitre II du titre V de la loi du 13 août 2004 susvisée.

A cet effet, l'annexe n° 7 à la présente convention présente les dispositions statutaires applicables aux personnels non titulaires du Centre des monuments nationaux, c'est à dire l'ensemble des délibérations de l'établissement public constituant le statut, les grilles de rémunération et les indemnités.

Le transfert des agents non titulaires, recrutés sur des emplois aidés (emplois jeunes, contrats emploi-solidarité, contrats emploi-consolidé), en fonction dans le monument, donnera lieu à un avenant à la convention initiale conclue entre le Centre des monuments nationaux et la direction départementale du travail compétente, au titre des postes concernés.

**Article 6 : Prix du transfert de propriété**

Le transfert de propriété du Monument est effectué à titre gratuit, conformément aux dispositions de l'article 97 de la loi du 13 août 2004 susvisée.

**Article 7 : Déclarations fiscales**

Le présent acte ne donnera lieu lors de la formalité de publicité foncière ni à versement de salaires ou d'honoraires au profit des agents de l'Etat, ni à aucune indemnité ou perception de droits ou de taxes.

**Article 8 : Servitudes**

La Collectivité jouira des servitudes actives et supportera les servitudes passives, apparentes ou occultes, continues ou discontinues, pouvant grever le Monument, sauf à faire valoir les unes ou à se défendre des autres, à ses risques et périls, sans aucun recours contre le Centre des monuments nationaux, sans pouvoir dans aucun cas appeler le Centre des monuments nationaux en garantie, et sans que la présente clause puisse attribuer à la Collectivité ou aux tiers plus de droits que ceux résultant de la loi ou de titres réguliers non prescrits.

**Article 9 (*facultatif*) : Conditions et charges particulières liées à la donation/au legs**

Les charges et conditions imposées au Centre des monuments nationaux donataire/légataire par l'acte de donation/legs joint en annexe n° 8 sont intégralement transférées à la Collectivité.

**Article 10 : Garanties**

La Collectivité est censée bien connaître le Monument. Elle le prend dans l'état où il se trouve, sans pouvoir prétendre à une garantie de mesure ou de consistance.

**Article 11 : Impôts**

La Collectivité supporte les impôts afférents au Monument à compter de la date de l'entrée en jouissance.

**Article 12 : Bilans d'exploitation**

La Collectivité transmet annuellement, et au plus tard le 31 mars, à la direction régionale des affaires culturelles un rapport sur l'état sanitaire, la présentation au public et l'animation culturelle de l'édifice pendant l'année écoulée.

Cinq ans après la date de transfert prévue à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention, le préfet de région et (l'exécutif de la collectivité) transmettent au ministre de la culture et de la communication un bilan d'exploitation du monument, synthétisant les rapports annuels prévus ci-dessus et formulant leurs observations respectives sur le bilan du transfert de propriété.

**Article 13 : Exécution des obligations des parties**

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention sera porté devant le tribunal administratif de .....

**(le cas échéant : dons et legs) : En cas de constat par l'Etat de l'inexécution par la Collectivité d'une des charges ou conditions de la donation / du legs, en violation de l'article 3 de la présente convention, l'Etat rappellera à la Collectivité, par courrier recommandé avec demande d' accusé de réception postal, la teneur de ces charges et conditions, l'obligation pour le bénéficiaire du transfert de s'y conformer ainsi que le risque d'introduction par les ayants droit d'une action en révocation pour inexécution des charges et conditions.**

**Article 14 : Dépôt**

La présente convention sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture et à la conservation des hypothèques.

**Article 15 : Entrée en vigueur**

La présente convention entrera en vigueur à compter du **1<sup>er</sup> janvier suivant la date de signature, de préférence, ou autre date fixée par accord des parties**

A compter de cette date, la Collectivité sera substituée à l'Etat et au Centre des monuments nationaux pour tous les contrats, engagements ou obligations que ceux-ci ont pu souscrire au sujet du Monument antérieurement au transfert, notamment pour les dépôts et prêts dont la liste constitue l'annexe n° 3 à la présente convention.

**Article 16 : Pièces constitutives**

La présente convention comprend ce document et ses annexes :

- annexe n° 1 : plan
  - annexe n° 2 : inventaire des collections
  - annexe n° 3 : liste des œuvres prêtées ou déposées dans le Monument
  - annexe n° 4 : conditions de mise en valeur du Monument
  - annexe n° 5 : programme quinquennal de travaux susceptibles d'être subventionnés par l'Etat
  - annexe n° 6 : liste des personnels transférés
  - annexe n° 7 : dispositions statutaires du personnel du Centre des monuments nationaux
  - annexe n° 8 : acte de donation / de legs
- qui en forment partie intégrante.

Signataires

[illegible]

	36	Bouges-le-Château	Château de Bouges	P	L C
	37	Amboise	Fanum des Châteliers		
	37	Tours	Eglise Saint-Julien		
	37	L'Ile-Bouchard	Ruines de l'église priorale de Saint-Léonard		
	37	Sennevières	Chapelle Saint-Jean-du-Liget		
	37	Loches	Partie des remparts de la citadelle de Loches		
	41	Chaumont-sur-Loire	Château de Chaumont	G	
	41	Fougères-sur-Bièvre	Château de Fougères	G	
	41	Talcy	Château de Talcy	G	
	45	Beaugency	Tour de César		
CHAMPAGNE	10	Sainte-Savine	Tumulus	P	L
	10	La Motte-Tilly	Château de la Motte-Tilly		D
	51	Châlons-en-Champagne	Eléments du cloître de Notre-Dame-en-Vaux		D
	52	Le Pailly	Château du Pailly		
CORSE	2B	Bastia	Bastion nord		
FRANCHE-COMTE	39	Pannessières	Villa gallo-romaine et thermes		
GUYANE	97-3	Cayenne	Ancienne douane		
ILE DE FRANCE	75	Paris	Hôtel de Massa		D
	75	Paris	Hôtel Renan-Scheffer, musée vie romantique		
	75	Paris	Porte Saint-Denis		
	75	Paris	Porte Saint-Martin		
	77	Jossigny, Serris	Château de Jossigny	G	D C
	77	Provins	Partie de l'église Saint-Ayoud		
	77	Provins	Couvent des Cordelières		
	78	Brueil-en-Vexin	Allée mégalithique de la Cave-aux-Fées		
	78	Les Mureaux	Allée couverte des Gros Murs		D
	91	Monthéry	Tour de Monthéry		
	95	Argenteuil	Allée couverte des Déserts		
	95	Genainville	Site antique des Vaux-de-la-Celle		
LANGUEDOC ROUSSILLON	11	Montferrand	Gisement archéologique de Peyre-Clauque		
	11	Narbonne	Cimetière paléochrétien du Clos-de-la-Lombarde		
	11	Sigean	Oppidum de Pech-de-Mau		
	30	Nages-et-Solorgues	Oppidum des Castels		
	30	Nîmes	Castellum divisorium		
	34	Lattes	Ville et port de Saint-Sauveur		
	34	Montpellier	Hôtel de Lunas	P	D
	48	Javols	Cité des Gabales		
	48	Lanuejols	Mausolée gallo-romain		
	66	Salses-le-Château	Fort de Salses	G	
LIMOUSIN	19	Turenne	Tour de César		
LORRAINE	55	Saint-Laurent-sur-Othain	Castellum, villa et sanctuaire gallo-romains, au lieu-dit «le Châtelet»		
	57	Ars-sur-Moselle et Jouy-aux-Arches	Vestiges de l'aqueduc de Metz		
	57	Phalsbourg	Porte de France		
	57	Marsal	Porte de France		
	57	Rodemack	Remparts		
	88	Grand	Partie du monument dit du « jardin Huguet »		
MIDI PYRENEES	12	Millau	Site de la Graufesenque	G	
	31	Montmaurin	Villa gallo-romaine	G	
	31	Toulouse	Partie de l'hôtel de Bagis ou de Pierre		
	31	Toulouse	Chapelle des Carmélites	G	
	32	Saint-Lary	Tour gallo-romaine (pile funéraire)		
	32	Biran	Tour gallo-romaine (pile funéraire)		
	32	Berdoues	Eléments du cloître		
	46	Carennac	Deux salles dans l'aile sud du prieuré		
	46	Assier	Château d'Assier	G	
	46	Saint-Céré et Saint-Jean-Lespinasse	Château de Montal		D C
	46	Marcihaac-sur-Cèle	Terrain adjacent à l'ancienne abbaye		
	65	Tarbes	Maison natale du maréchal Foch	G	
	81	Cordes-sur-Ciel	Maison Gaugiran		
	82	Ginals	Abbaye de Beaulieu-en-Rouergue	P	D

NORD - PAS-DE-CALAIS	59	Bavay	Site antique		
	59	Croix	Villa Cavrois		
	59	Watten	Tour		
	62	Mont-Saint-Eloi	Ruines de l'ancienne abbatale		
BASSE NORMANDIE	14	Fontenay-le-Marmion	Tumulus de la Butte de la Hogue		
	14	Saint-Gabriel-Brécý	Chapelle du prieuré Saint-Gabriel		
	14	Troarn	Ancienne abbaye		
	61	Carrouges	Château de Carrouges	G	
HAUTE NORMANDIE	27	Les Andelys	Donjon de Château-Gaillard		
	27	Beaumont-le-Roger	Abbaye de Beaumont-le-Roger		
	27	Gaillon	Château de Gaillon		
	76	Arques-la-Bataille	Château d'Arques		
	76	Jumièges	Abbaye de Jumièges	G	
PAYS DE LA LOIRE	44	Saint-Nazaire	Tumulus de Dissignac		
	44	Oudon	Château d'Oudon		
PICARDIE	02	Coucy-le-Château-Auffrique	Porte de Laon		
	02	La Ferté-Milon	Château de la Ferté-Milon		
	02	Condé-sur-Aisne	Chapelle du prieuré de Saint-Ouen		
	60	Orrouy	Sanctuaire gallo-romain de Champlieu		
	60	Vendeuil-Caply	Grand théâtre gallo-romain		
POITOU CHARENTES	17	La Vallée	Ensemble mégalithique de La Pierre-Levée		
	17	La Rochelle	Tour de la Lanterne	G	
	17	La Rochelle	Tour Saint-Nicolas	G	
	17	La Rochelle	Tour de la Chaîne	G	
	17	La Rochelle	Porte Dauphine		
	79	Saint-Maixent-l'Ecole	Parcelle de terrain		
	86	Sanxay	Site gallo-romain, ruines d'Herbord	G	
	86	Vendeuvre-du-Poitou	Site antique des Tours Mirandes		
	86	Poitiers	Dolmen de la Pierre-Levée		
	86	Charroux	Partie de l'ancienne abbaye Saint-Sauveur	G	
PACA	86	Journet	Prieuré de Villesalem		
	04	Riez	Hôtel de Mazan		
	06	Nice	Fort du Mont-Alban		
	06	Saorge	Couvent des Franciscains	G	
	13	Arles	Cryptoportiques		
	13	Arles	Chapelle Saint-Jean-de-Moustier		
	13	Arles	Abbaye de Montmajour	G	
	13	Saint-Rémy-de-Provence	Hôtel de Sade (à l'exclusion des collections antiques de Glanum)	G	
	13	Marseille	Musée des docks romains		
	13	La Roque-d'Anthéron	Abbaye de Silvacane	G	
	13	Tarascon	Château du Roi René	G	
	83	Fréjus	Butte Saint-Antoine		
	83	Fréjus	Plate-forme romaine		
	83	Hyères	Cité gréco-romaine d'Olbia		
	84	Vaison-la-Romaine	Site archéologique (à l'exclusion du château de la Villasse)		
	84	Saint-Pantaléon	Site de La Ferraille		
	84	Avignon	Vestiges de l'abbatale de Saint-Ruf		
	84	Pernes-les-Fontaines	Tour Ferrande		
RHONE-ALPES	01	Villars-les-Dombes	Motte castrale		
	07	Alba-la-Romaine	Théâtre gallo-romain		
	07	Cruas	Terrain adjacent à l'église de Cruas		
	42	Charlieu	Partie de l'abbaye de Charlieu		
	73	Aime	Basilique Saint-Martin		
	74	Saint-Jean-d'Aulps	Ruines de l'abbatale		

CMN : situation au regard du rôle du Centre des monuments nationaux

le «G» signale des monuments appartenant à l'Etat, gérés par le CMN

le «P» signale des monuments appartenant en propre au CMN

DON / LEGS : situation au regard d'un don ou legs

le «D» et le «L» signalent un don ou un legs

le «C» signale l'attribution à l'Etat / au CMN comme condition déterminante de la libéralité

## Annexe 5 : Modèle de convention d'expérimentation

Convention d'expérimentation de la gestion des crédits d'entretien et de restauration des monuments historiques n'appartenant pas à l'Etat

Entre

L'Etat, représenté par Madame/Monsieur le préfet de la région , ci-après dénommé «l'Etat», d'une part,

Et

La région/département de/du , représenté(e) par Monsieur/Madame le président du Conseil régional / général, agissant en vertu de la délibération du ..... en date du ....., ci-après dénommé(e) «la collectivité», d'autre part,

Vu le code du patrimoine,

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, et notamment son article 99,

Vu le décret n° 2005-837 du 20 juillet 2005 pris en application de l'article 99 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et relatif à la maîtrise d'œuvre de certains travaux portant sur les monuments historiques classés et à la définition du patrimoine rural non protégé au titre des monuments historiques,

Vu le décret n° ..... du ..... pris en application de l'article 99 de la loi du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et fixant la liste des collectivités retenues pour l'expérimentation,

### Préambule

Il est rappelé qu'en application de l'article 99 de la loi du 13 août 2004 susvisée et du décret n° 2005-837 du 20 juillet 2005 susvisé, la (*désigner la collectivité*) a fait part de sa candidature au transfert de gestion des crédits budgétaires affectés à l'entretien et à la restauration des immeubles, des objets mobiliers classés ou inscrits au titre des monuments historiques et des orgues protégées n'appartenant pas à l'Etat ou à ses établissements publics, conformément au titre II du livre VI du code du patrimoine. Le décret n° ..... du ..... relatif aux collectivités territoriales retenues pour l'expérimentation prévue à l'article 99 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004, a retenu cette candidature.

### Il est convenu ce qui suit :

#### Article 1<sup>er</sup> : Objet de la convention

La (*désigner la collectivité*) s'engage à participer à l'entretien et à la restauration des immeubles, des objets classés ou inscrits au titre des monuments historiques et des orgues protégées n'appartenant pas à l'Etat ou à ses établissements publics, dans les conditions prévues par le code du patrimoine, la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 susvisée, le décret n° 2005-837 du 20 juillet 2005 susvisé et selon les modalités fixées par la présente convention. La collectivité retenue pour l'expérimentation s'engage à consacrer au même objet un montant annuel prévisionnel fixé à l'annexe à la présente convention.

L'Etat s'engage à transférer les crédits mentionnés à l'article 2 et prévus à l'annexe à la présente convention.

#### Article 2 : Modalités de transfert des crédits

a) La dotation de crédits d'entretien et de restauration alloués à la collectivité retenue pour l'expérimentation est fixée à ..... pour l'année n et à ..... pour les trois années suivantes.

Les crédits correspondants aux opérations en cours en titre V et en titre VI du budget de l'Etat au moment de la signature de la convention sont intégrés au présent transfert à la collectivité dès lors que celle-ci se substitue à l'Etat selon les modalités définies au b.

L'Etat conserve les crédits de paiement nécessaires au règlement des tranches engagées sous sa maîtrise d'ouvrage et au paiement des subventions déjà attribuées à la date de l'entrée en vigueur de la présente convention.

b) Pour le titre V, la collectivité se substitue financièrement à l'Etat soit pour les opérations dont les projets architecturaux et techniques ont été réalisés mais pour lesquelles les marchés n'ont pas encore été attribués à la date de la présente convention, soit dans le cas d'opérations à tranches, pour les tranches de travaux n'ayant pas fait l'objet d'ordre de service à la date de la signature de la convention.

c) Pour le titre VI, la collectivité se substitue financièrement à l'Etat pour les tranches de travaux restant à engager à la date de la signature de la présente convention.

d) Le transfert de financement des opérations inscrites au contrat de plan Etat-région s'effectuera dans les conditions prévues au III de l'article 119 de la loi du 13 août 2004 susvisée. La liste des opérations inscrites au contrat de plan faisant l'objet d'un transfert de crédits est annexée à la présente convention.

e) La collectivité verse, selon les modalités fixées par l'annexe 2, les subventions et notamment des acomptes aux propriétaires publics ou privés dont les demandes ont été retenues en programmation et ont fait l'objet d'une décision financière de la collectivité.

### **Article 3 : Modalités de répartition des crédits entre les bénéficiaires de subventions – maîtrise d'œuvre des travaux**

La collectivité définit, avec l'aide des services de l'Etat dans les conditions définies à l'article 6, les modalités de traitement des demandes de subventions et l'élaboration de la programmation des crédits.

Elle définit, en accord avec l'Etat, la composition du comité de programmation qui comprend le directeur régional des affaires culturelles et le conservateur régional des monuments historiques et peut associer les architectes en chef territorialement compétents, le ou les architecte(s) des Bâtiments de France territorialement compétent(s), le ou les technicien(s) conseil(s) chargé(s) des orgues, le ou les conservateur(s) des monuments historiques territorialement compétent(s), le ou les conservateur(s) des antiquités et objets d'art territorialement compétent(s) ainsi qu'un représentant de l'inspection générale de l'architecture et du patrimoine.

La collectivité définit la périodicité des réunions.

La maîtrise d'œuvre des travaux réalisés dans le cadre de l'expérimentation est assurée dans les conditions définies par le décret n° 2005-837 du 20 juillet 2005 susvisé.

### **Article 4 : Consultation des partenaires**

La collectivité consulte les associations de défense du patrimoine et celles des représentants des propriétaires privés avant de décider de la programmation annuelle.

### **Article 5 : Contrôle scientifique et technique**

En application des articles L. 621-9 alinéa 2 et L. 622-7 du code du patrimoine, l'Etat peut à tout moment, sur pièces et sur place, vérifier la conformité des travaux au regard des autorisations et avis qu'il a délivrés et faire intervenir, à cette fin, l'inspection générale de l'architecture et du patrimoine.

### **Article 6 : Mise à disposition du service de la conservation régionale des monuments historiques**

Pour la durée de la présente convention, la collectivité pourra disposer, conformément aux dispositions de l'article 112 de la loi du 13 août 2004 susvisée, de la partie du service de la conservation régionale des monuments historiques de la direction régionale des affaires culturelles chargé de la programmation financière des travaux. L'annexe 3 à la présente convention désigne la partie du service et les agents mis à disposition de la collectivité et le temps de travail correspondant à la mise en œuvre de la présente convention.

Cette mise à disposition fera l'objet d'une convention sur le modèle de la convention de mise à disposition approuvée par le décret n° 2005-2 du 4 janvier 2005 pris en application de l'article 104 de la loi du 13 août 2004 susvisée.

Cette convention de mise à disposition sera établie dans un délai de trois mois à compter de la date d'effet de la présente convention. Dans cette attente, le président de l'exécutif de la collectivité sera habilité à donner ses instructions au directeur régional des affaires culturelles.

### **Article 7 : Bilan de l'expérimentation**

La collectivité s'engage à présenter avant la fin du 1<sup>er</sup> semestre de chaque année un rapport sur l'utilisation des crédits transférés et la réalisation de la programmation arrêtée en fin d'année n-1.

Au terme de la troisième année d'expérimentation la collectivité et l'Etat préparent un bilan de l'expérimentation qui est transmis avant le 31 janvier 2009 au ministre chargé de la culture aux fins d'établir le rapport au Parlement prévu à l'article 99 de la loi du 13 août 2004 susvisée.

### **Article 8 : Sanction**

L'Etat est habilité à réduire l'enveloppe financière de l'année n+1 si la consommation des crédits et leur utilisation ne correspondent pas aux engagements pris par la collectivité en début d'année n-1.

### **Article 9 : Litiges**

En cas de litige entre l'Etat et la collectivité, celui-ci sera porté devant le tribunal administratif de .....

### **Article 10 : Pièces constitutives**

Les trois annexes à la présente convention en font partie intégrante.

### **Article 11 : Entrée en vigueur**

La présente convention sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture.

La présente convention entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier de l'année qui suit sa signature.

Annexe 1 : Prévision de l'engagement financier de l'Etat et de la collectivité dans le cadre de la convention

Annexe 2 : Modalités de versement des acomptes de subvention de la collectivité au fur et à mesure des travaux

Annexe 3 : Désignation de la partie de service de conservation régionale des monuments historiques et des agents mis à disposition

**Décision du 22 août 2005 modifiant la décision du 25 mai 2005 portant création d'un comité scientifique pour la restauration et la mise en valeur de l'ancienne abbaye de Cluny (Saône-et-Loire).**

Le ministre de la culture et de la communication,

Sur proposition du directeur de l'architecture et du patrimoine,

Vu la décision du 25 mai 2005 portant création d'un comité scientifique pour la restauration et la mise en valeur de l'ancienne abbaye de Cluny (Saône-et-Loire),

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 4 de la décision du 25 mai 2005 susvisée est modifié comme suit :

«Les mots : les inspecteurs généraux des monuments historiques et de l'archéologie territorialement compétents» sont remplacés par les mots : «les inspecteurs généraux de l'architecture et du patrimoine (archéologie, architecture et espaces protégés, monuments historiques) territorialement compétents».

Les mots : «le conservateur régional des monuments historiques à la direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne ou, en son absence, un conservateur du patrimoine en poste à la direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne» sont remplacés par les mots : «le conservateur régional des monuments historiques et le conservateur régional de l'archéologie à la direction régionale des affaires culturelles de Bourgogne».

**Art. 2.** - Le directeur de l'architecture et du patrimoine au ministère de la culture et de la communication et le préfet de la région Bourgogne sont chargés de l'application de la présente décision, qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Pour le ministre et par délégation :  
Le directeur de l'architecture et du patrimoine,  
Michel Clément

---

## REUNION DES MUSEES NATIONAUX

**Décision du 4 juillet 2005 relative à l'offre tarifaire destinée aux parents des enfants participant à l'opération durant l'été 2005, *Les portes du temps, 10 000 jeunes à la découverte du château de Fontainebleau*.**

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administrateur général, du 23 octobre 2003,

Décide :

### Article unique

Le tarif réduit du droit d'entrée sera appliqué pour les parents des enfants ayant participé à l'opération estivale *Les portes du Temps, 10 000 jeunes à la découverte du château de Fontainebleau*. Ces parents, sur présentation du courrier remis à cet effet par le château de Fontainebleau aux enfants lors de l'opération, bénéficieront du tarif réduit du droit d'entrée du lundi 4 juillet au vendredi 30 septembre 2005 inclus.

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,  
Thomas Grenon

**Décision du 6 juillet 2005 relative à l'application du tarif réduit pour la période de démontage de l'exposition *Félix Bracquemond et les arts décoratifs* au musée national de porcelaine Adrien-Dubouché de Limoges.**

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administrateur général, du 23 octobre 2003,

Décide :

### Article unique

En raison de la nécessité de la fermeture d'un étage entier du musée pour le démontage de l'exposition *Félix Bracquemond et les arts décoratifs* qui ferme ses portes le lundi 4 juillet 2005, le tarif réduit sera accordé à l'ensemble des visiteurs du musée national de porcelaine Adrien-Dubouché, durant la période de démontage, du 6 au 25 juillet 2005 inclus.

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,  
Thomas Grenon

**Décision du 7 juillet 2005 relative à la gratuité du droit d'entrée accordée au groupe d'agents de voyage américains pour la visite du château de Malmaison.**

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administrateur général, du 23 octobre 2003,

Décide :

**Article unique**

La gratuité du droit d'entrée s'appliquera au groupe de 20 agents de voyage américains le vendredi 7 octobre 2005 au musée national des châteaux de Malmaison et Bois-Préau, dans le cadre d'une visite organisée par le comité régional du tourisme d'Ile-de-France et par le comité départemental du tourisme des Hauts-de-Seine.

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,  
Thomas Grenon

**Décision du 8 juillet 2005 relative aux tarifs des cycles de visites-conférences et aux tarifs des cycles de visites des jardins pour la saison 2005/2006, aux musée et domaine nationaux du château de Fontainebleau.**

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administrateur général, du 23 octobre 2003,

Décide :

**Article unique**

Pendant la saison 2005/2006 aux musée et domaine nationaux du château de Fontainebleau, les tarifs des cycles des visites-conférences et des cycles de visites des jardins, pour les visiteurs individuels sont les suivants :

Cycle de 2 visites d'1h30 + droit d'entrée = 20 EUR

Cycle de 3 visites d'1h30 + droit d'entrée = 30 EUR

Cycle de 5 visites des jardins de 2h00 = 36 EUR

Cycle bleu de 5 visites d'1h30 + droit d'entrée = 50 EUR

Cycle vert de 6 visites d'1h30 + droit d'entrée = 60 EUR

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,  
Thomas Grenon

**Décision du 25 juillet 2005 relative à la gratuité partielle du droit d'entrée au musée d'archéologie nationale du château de Saint-Germain-en-Laye.**

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administrateur général, du 23 octobre 2003,

Décide :

**Article unique**

En raison des délais de réorganisation des effectifs d'accueil et de droit d'entrée au musée d'archéologie nationale du château de Saint-Germain-en-Laye, la gratuité du droit d'entrée sera accordée à l'ensemble des visiteurs se présentant de 12h00 à 13h30, un week-end sur deux, du 1<sup>er</sup> août au 1<sup>er</sup> octobre 2005 inclus.

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,  
Thomas Grenon

**Décision du 25 juillet 2005 relative à l'opération de partenariat entre la Société des courses de Compiègne et le musée national du château de Compiègne.**

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administrateur général, du 23 octobre 2003,

Décide :

**Article unique**

Dans le cadre d'un accord de partenariat conclu avec la Société des courses de Compiègne, les visiteurs

munis du coupon délivré dans une brochure diffusée le vendredi 29 juillet 2005 lors du Prix du château de Compiègne à l'hippodrome de Compiègne, bénéficient du tarif réduit du droit d'entrée du château de Compiègne.

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,  
Thomas Grenon

**Décision du 26 juillet 2005 relative à la préparation de l'exposition du XX<sup>e</sup> anniversaire du musée Picasso Picasso. *La passion du dessin*.**

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administrateur général, du 23 octobre 2003,

Décide :

**Article unique**

En raison des fermetures de salles induites par la préparation de l'exposition *Picasso. La passion du dessin*, la totalité du premier étage du musée sera fermée à la visite du 29 août au 26 septembre inclus, et du 15 au 26 septembre inclus la partie nord du rez-de-chaussée sera fermée également.

Les tarifs du droit d'entrée au musée Picasso à Paris, pour l'ensemble des visiteurs, seront les suivants :

- du lundi 29 août au mercredi 14 septembre 2005 inclus = 4 EUR (tarif réduit) ;
- du jeudi 15 septembre au dimanche 25 septembre 2005 inclus = 2 EUR ;
- le lundi 26 septembre 2005 = gratuit.

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,  
Thomas Grenon

**Décision du 27 juillet 2005 relative aux tarifs des visites-conférences des expositions de l'automne 2005 aux Galeries nationales du Grand-Palais.**

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administrateur général, du 23 octobre 2003,

Décide :

**Article unique**

Pour les expositions de l'automne 2005 aux Galeries nationales du Grand-Palais, *Klimt, Schiele, Moser, Kokoschka, Vienne 1900 et Mélancolie, Génie et Folie en Occident*, les tarifs suivants seront appliqués pour les visites-conférences :

\* Groupes sans conférencier des musées nationaux tarifs incluant l'audiophone uniquement :

hors droit d'entrée : Tarif «petit groupe» (jusqu'à 10 personnes) = 25 EUR

\* Visiteurs individuels, tarifs incluant l'audiophone et le droit d'entrée :

Plein tarif = 15,50 EUR

décomposition : 8 EUR (TR de DE)+ 5,90 EUR (visite-conférence 1h30 ou 1h) + 1,60 EUR (audiophone)

Abonné Sésame et Jeune public = 6,50 EUR (pas de DE).

\* Visiteurs individuels en conférence-projection «studio» (1h) :

Projection en studio suivie d'une visite libre en salle :  
Plein tarif = 12,50 EUR (dont 4,20 EUR PT conférence-projection 1h) ;

Abonné Sésame et Jeune public = 3,20 EUR (TR conférence-projection 1h).

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,  
Thomas Grenon

**Décision du 28 juillet 2005 relative au partenariat avec le magazine *Contact* d'octobre de la Fnac pour l'exposition *Mélancolie. Génie et folie en Occident* aux Galeries nationales du Grand-Palais.**

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administrateur général, du 23 octobre 2003,

Décide :

**Article unique**

Dans le cadre d'un partenariat conclu avec la Fnac, le tarif réduit du droit d'entrée pour la visite libre de l'exposition *Mélancolie. Génie et folie en Occident*, présentée du 12 octobre 2005 au 16 janvier 2006 aux

Galeries nationales du Grand-Palais, sera accordé aux adhérents de la Fnac effectuant une réservation jusqu'au lundi 31 octobre 2005 inclus, quelle que soit la séance de visite réservée.

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,  
Thomas Grenon

**Décision du 17 août 2005 relative aux tarifs des cycles de visites-conférences et aux tarifs des cycles de visites des jardins pour la saison 2005/2006, aux musée et domaine nationaux du château de Fontainebleau.**

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,

Vu le décret n° 90-1026 du 14 novembre 1990 modifié, relatif à la Réunion des musées nationaux,

Vu la décision du conseil d'administration de la Réunion des musées nationaux, relative à la délégation de certaines décisions par le conseil d'administration à l'administrateur général, du 23 octobre 2003,

Décide :

**Article unique**

Pendant la saison 2005/2006 aux musée et domaine nationaux du château de Fontainebleau, les tarifs des cycles des visites-conférences et des cycles de visites des jardins, pour les visiteurs individuels sont les suivants :

Cycle de 2 visites d'1h30 + droit d'entrée = 20 EUR

Cycle de 3 visites d'1h30 + droit d'entrée = 30 EUR

Cycle de 4 visites des jardins de 2h00 = 29 EUR

Cycle bleu de 5 visites d'1h30 + droit d'entrée = 50 EUR

Cycle vert de 6 visites d'1h30 + droit d'entrée = 60 EUR

L'administrateur général de la Réunion des musées nationaux,  
Thomas Grenon

---

---

**CENTRE DES MONUMENTS  
NATIONAUX**

**Décision n° 1303-2005-DED du 1<sup>er</sup> juillet 2005 portant délégation de signature.**

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu l'article L. 141-1 du code du patrimoine relatif au Centre des monuments nationaux,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux,  
Vu le décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics, et notamment son article 20,

Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet aux fonctions de président du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision n° 1303-04-DED2 du 6 juillet 2004 portant délégation de signature,

Vu la décision du 1<sup>er</sup> juillet 2005 portant désignation de M. Bourgueil Georges aux fonctions de représentant de la personne responsable des marchés,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - L'article 3 de la décision n° 1303-04-DED2 du 6 juillet 2004 est modifié comme suit :

«Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Régis Louvet, délégation de signature est donnée à :

M. Patrick Elsensohn, responsable du pôle gestion, logistique, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions, en qualité d'ordonnateur et de personne responsable des marchés, et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 11 000 EUR HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

et à :

M. Bourgueil Georges, responsable de la librairie du patrimoine de l'hôtel de Sully, à l'effet de signer en qualité d'ordonnateur et de personne responsable des marchés, et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les pré-engagements,

- les engagements juridiques en dépense d'un montant inférieur à 11 000 EUR HT à l'exclusion des commandes ou contrats d'études,

- les certifications de service fait et liquidations sur les factures, les procès-verbaux de réception de prestations ainsi que les certificats administratifs et les mentions destinées au paiement sur les factures ou les mémoires.»

**Art. 2.** - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Christophe Vallet

**Décision n° Abf et Adm/1-2005 du 11 juillet 2005 portant délégation de signature.**

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Vu le code du patrimoine, et notamment son article L. 141-1,

Vu le décret n° 95-462 du 26 avril 1995 modifié portant statut du Centre des monuments nationaux,  
Vu le décret du 12 avril 2005 portant nomination de M. Christophe Vallet dans les fonctions de président

du Centre des monuments nationaux,

Vu la décision n° ng/abf et adm 3-2004 du 15 mai 2004 portant délégation de signature,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Les annexes de la décision n° ng/abf et adm 3-2004 du 15 mai 2004 sont complétées et modifiées comme suit :

Nom et prénom	Monument
Ajouter : Franceschini Pierre	Trésor de la cathédrale de Lyon
En cas d'absence ou d'empêchement de Pierre Franceschini, Schmidgen Benaut Hélène	Trésor de la cathédrale de Lyon

**Art. 2.** - Le directeur, le directeur des ressources humaines, le directeur administratif et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président du Centre des monuments nationaux,  
Christophe Vallet

l'établissement public du musée du Louvre,

Vu ma décision du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre,

Décide :

**Titre I : direction du musée du Louvre**

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Délégation de signature est donnée à M. Didier Selles, administrateur général, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées à l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé, à l'exception des points 3 et 8, sous réserve des dispositions de l'article 20 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics, et pour tous actes définis en application des dispositions du décret n° 2003-1097 et de l'arrêté du 18 novembre 2003 susvisés.

**Art. 2.** - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Didier Selles, délégation de signature est donnée à Mme Aline Sylla, administratrice générale adjointe, directrice du développement culturel, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 2, 4, 5, 6, et 7 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé.

**Titre II : direction des ressources humaines et du développement social**

**Art. 3.** - Délégation de signature est donnée à Mme Carole Etienne, directrice adjointe des ressources humaines, chargée de l'intérim du directeur des ressources humaines, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 6, 7 et 11 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé et pour tous actes définis en application des dispositions du décret n° 2003-1097 et

**MUSEE DU LOUVRE****Décision du 11 juillet 2005 portant délégation de signature.**

Le président-directeur du musée du Louvre,  
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique,  
Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1,  
Vu le décret du 5 avril 2004 portant nomination du président de l'établissement du musée du Louvre,  
Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre,

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de

de l'arrêté du 18 novembre 2003 susvisés, ainsi qu'à l'effet de signer dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 EUR HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil),
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense,
- tous documents comptables en dépense et recette,
- tous ordres de reversement et titres de recette,
- les certificats administratifs.

**Art. 4.** - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 3 de la présente décision est donnée à M. Stephen Cousin, responsable de la gestion des carrières.

**Art. 5.** - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Marc Irollo, directeur adjoint des ressources humaines et du développement social, chargé des relations sociales, de l'emploi et de la formation, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 6 et 7 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé, ainsi qu'à l'effet de signer dans le cadre de leurs compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 EUR HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil),
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense,
- tous documents comptables en dépense et recette,
- tous ordres de reversement et titres de recette,
- les certificats administratifs.

**Art. 6.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Carole Etienne, à Mme Hélène Mahé, chef du service de la formation et de la gestion prévisionnelle des emplois et des carrières, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 EUR HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil),
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense,
- tous documents comptables en dépense,
- tous ordres de reversement,
- les certificats administratifs.

**Art. 7.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Carole Etienne, à M. Pascal Aboso, chef du service intérieur, à effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 EUR HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil),
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense,
- tous documents comptables en dépense,
- tous ordres de reversement,
- les certificats administratifs.

**Art. 8.** - Délégation de signature au Docteur Françoise Moreau, chef du service médical, à M. Xavier Milan, chef du service de la communication interne, à M. Hervé Piriou, chef du service du budget, des effectifs et des systèmes d'information ressources humaines, à Mme Fabienne Desroches, chef du service du recrutement et de la mobilité, à Mme Brigitte Castan, chef du service social, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

### **Titre III : direction du développement culturel**

**Art. 9.** - Délégation de signature est donnée à Mme Aline Sylla, directrice du développement culturel, à l'effet de signer dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 EUR HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil),
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 75 000 EUR HT,
- les titres de recette,
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense,
- tous documents comptables en dépense et recette,
- tous ordres de reversement,
- les certificats administratifs.

**Art. 10.** - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 9 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de Mme Aline Sylla, à M. Christophe Monin, directeur adjoint du développement culturel, chef du service du mécénat et des ressources propres.

**Art. 11.** - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 9 de la présente décision est donnée,

sous l'autorité de Mme Aline Sylla, à Mme Emmanuelle Peret, chef du service administratif et financier.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Emmanuelle Peret, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Marie Sotty, adjointe au chef du service administratif et financier.

**Art. 12.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Aline Sylla, à Mme Violaine Bouvet-Lanselle, chef du service des éditions, à Mme Catherine Derosier-Pouchous, chef du service des productions audiovisuelles et multimédia, à Mme Myriam Prot, chef du service internet, à Mme Anne-Laure Ranoux, chef du service des ressources documentaires, ainsi qu'à Mme Soraya Karkache, chef du service des expositions, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

**Art. 13.** - Délégation de signature est donnée à Mme Nathalie Cuisinier, responsable de la cellule locations d'espaces, à l'effet de signer les autorisations de tournage.

#### **Titre IV : direction financière et juridique**

**Art. 14.** - Délégation de signature est donnée à M. Julien Anfruns, directeur financier et juridique pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président de l'établissement énumérées aux points 2, 4 et 5 de l'article 19 du décret n° 92-1338 susvisé.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Julien Anfruns, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Nelly Fesseau, directrice adjointe de la direction financière et juridique.

**Art. 15.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Julien Anfruns, à Mme Isabelle Leblanc, chef du service des affaires financières, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 EUR HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil),
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 75 000 EUR HT,
- les titres de recette,
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense,
- tous documents comptables en dépense et recette,
- tous ordres de reversement,
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Isabelle Leblanc, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent est donnée à Mme Marlène Mandet, adjointe au chef du service des affaires financières.

**Art. 16.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Julien Anfruns, à Mme Dominique Lugand, chef du service des affaires juridiques et des marchés publics, et à Mme Anne-Louise Cavillon, chef de l'unité des marchés publics, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

#### **Titre V : direction de l'architecture, muséographie, technique**

**Art. 17.** - Délégation de signature est donnée à M. Alain Boissonnet, directeur de l'architecture-muséographie-techniques, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 EUR HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil),
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense,
- tous documents comptables en dépense,
- tous ordres de reversement,
- les certificats administratifs.

**Art. 18.** - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 17 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet, à M. Alain Gauchet, directeur adjoint de l'architecture-muséographie-techniques, et à M. Michel Antonpietri, directeur adjoint de l'architecture-muséographie-techniques et à Mme Anne-Sophie Casper, chef du service prévision, planification et gestion financière, à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2005.

**Art. 19.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M. Alain Boissonnet, à M. Philippe Carreau, chef du service entretien bâtiment, à Mme Clio Karageorghis, chef du service production signalétique et graphique, à Mme France Morvant, chef du service électricité et éclairage, à M. Michel Hébert, chef du service équipements techniques, à M. Eric Payrastré, chef du service administratif, à M. Christophe Petitpas, chef du service des courants faibles, et à M. Benoît Chalendard, chef du service des travaux muséographiques, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

**Titre VI : direction de la surveillance**

**Art. 20.** - Délégation de signature est donnée à M. Serge Leduc, directeur de la surveillance, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 EUR HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil),
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense,
- tous ordres de reversement,
- tous documents comptables en dépense,
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Serge Leduc, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Corinne Lebowsky, directrice adjointe de la surveillance, sous-directrice des affaires administratives et financières.

**Titre VII : direction de la maîtrise d'ouvrage**

**Art. 21.** - Délégation de signature est donnée à M. Fabrice Merizzi, directeur de la maîtrise d'ouvrage, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 EUR HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil),
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense,
- tous ordres de reversement,
- tous documents comptables en dépense,
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Fabrice Merizzi, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mlle Marie-Alix Filhol, responsable administratif et financier de la direction de la maîtrise d'ouvrage.

**Titre VIII : direction de l'auditorium**

**Art. 22.** - Délégation de signature est donnée à Mme Marcella Lista, responsable de l'unité «Conférences et colloques», chargée de l'intérim du directeur de l'auditorium jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2005, date de l'entrée en fonction de M. Jean-Marc Terrasse, directeur de l'auditorium, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier

2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 EUR HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil),

- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 EUR HT,
- les titres de recette,
- les ordres de mission des intervenants extérieurs au musée,
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense,
- tous ordres de reversement,
- tous documents comptables en dépense et recette,
- les certificats administratifs.

**Art. 23.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Marcella Lista jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2005 puis de M. Terrasse à partir de cette date, à Mlle Valérie Brisset, chef du service des relations avec le public, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait, les certificats administratifs et les ordres de service.

**Art. 24.** - Une délégation de signature identique à celle visée aux articles 22 et 23 de la présente décision est donnée à M. Christophe Rabate, directeur adjoint de l'auditorium, chef du service administratif et financier, jusqu'au 1<sup>er</sup> septembre 2005, puis à Mme Magali Maïza à partir de cette date.

**Titre IX : direction des publics**

**Art. 25.** - Délégation de signature est donnée à Mme Catherine Guillou, directrice des publics, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 EUR HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil),
- les conventions et contrats emportant recette d'un montant inférieur à 30 000 EUR HT,
- les titres de recette,
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense,
- tous ordres de reversement,
- tous documents comptables en dépense et recette,
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Catherine Guillou, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Béatrice Abbo, directrice adjointe des publics, chef du service des activités éducatives et culturelles.

**Art. 26.** - Une délégation de signature identique à celle visée au premier alinéa de l'article 25 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de Mme Catherine Guillou, à M. Sébastien Legouteil, chef du service de la gestion administrative et financière.

**Art. 27.** - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de Mme Catherine Guillou, à M. Christophe Blateau, chef du service accueil, information et documentation, à Mme Françoise Broyelle, chef du service vente et réservation de l'offre culturelle, à Mme Anne Kreps, chef du service études, évaluation et prospective, à M. Georges Martin, chef du service du développement des publics, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous leur responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

### **Titre X : délégation à la communication**

**Art. 28.** - Délégation de signature est donnée à Mme Aggy Lerolle, déléguée à la communication, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 EUR HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil),
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense,
- tous ordres de reversement,
- tous documents comptables en dépense,
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Aggy Lerolle, une délégation de signature identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Véronique Petitjean, déléguée adjointe à la communication.

### **Titre XI : service informatique**

**Art. 29.** - Délégation de signature est donnée à M. Bruno Zeitoun, chef du service informatique, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 EUR HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil),
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense,
- tous ordres de reversement,
- tous documents comptables en dépense,
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Bruno Zeitoun, délégation de signature est donnée à Mme Marlène Mathieu, chargée de la gestion administrative et financière, à l'effet de signer :

- les actes de liquidation,
- les attestations de service fait,
- les certificats administratifs.

### **Titre XII : département des antiquités orientales**

**Art. 30.** - Délégation de signature est donnée à Mme Annie Caubet, conservateur général chargé du département des antiquités orientales, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 EUR HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil),
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense,
- tous ordres de reversement,
- tous documents comptables en dépense,
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Annie Caubet, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Béatrice André-Salivini, conservateur, et à Mme Elisabeth Fontan, conservateur.

### **Titre XIII : département des peintures**

**Art. 31.** - Délégation de signature est donnée à M. Vincent Pomarède, conservateur général chargé du département des peintures, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 EUR HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil),
- les actes de liquidation et de mandatement de dépense,
- tous ordres de reversement,
- tous documents comptables en dépense,
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Vincent Pomarède, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Cécile Bourdillat, responsable administrative et financière.

#### **Titre XIV : département des antiquités égyptiennes**

**Art. 32.** - Délégation de signature est donnée à Mme Christiane Ziegler, conservateur général du patrimoine chargé du département des antiquités égyptiennes, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Christiane Ziegler, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Marie-France Aubert, à Mme Dominique Benazeth, conservateurs en chef du patrimoine, et à Mme Marie-Hélène Rutschowskaya, conservateur en chef.

#### **Titre XV : département des arts d'Islam**

**Art. 33.** - Délégation de signature est donnée à M. Francis Richard, conservateur en chef du patrimoine chargé du département des arts de l'Islam, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Francis Richard, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à Mme Sophie Makariou, conservateur du patrimoine.

#### **Titre XVI : département des antiquités grecques, étrusques et romaines**

**Art. 34.** - Délégation de signature est donnée à M. Alain Pasquier, conservateur général du patrimoine chargé du département des antiquités grecques, étrusques et romaines, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Pasquier, une délégation identique à celle visée à l'alinéa précédent du présent article est donnée à M. Jean-Luc Martinez, à Mme Françoise Gaultier, à Mme Sophie Descamps, conservateurs en chef du patrimoine et à M. Daniel Roger, conservateur du patrimoine.

#### **Titre XVII : département des arts graphiques**

**Art. 35.** - Délégation de signature est donnée à M. Carel Van Tuyl Van Serooskerken, chef du département des arts graphiques à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Carel Van Tuyl Van Serooskerken, une délégation identique à celle visée au premier alinéa du présent article est

donnée à Mme Arlette Sérullaz, conservateur général du patrimoine.

**Art. 36.** - Une délégation de signature identique à celle visée à l'article 35 de la présente décision est donnée, sous l'autorité de M. Carel Van Tuyl Van Serooskerken, à Mme Catherine Loisel et à Mme Dominique Cordellier, conservateurs en chef du patrimoine.

#### **Titre XVIII : département des objets d'art**

**Art. 37.** - Délégation de signature est donnée à M. Marc Bascou, conservateur général du patrimoine chef du département des objets d'art, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Bascou, une délégation identique à celle visée au premier alinéa du présent article est donnée à Mme Gaborit-Chopin, conservatrice ainsi qu'à Mme Sophie Baratte, conservatrice et M. Jannic Durand, conservateur.

#### **Titre XIX : département des sculptures**

**Art. 38.** - Délégation de signature est donnée à Mme Geneviève Bresc-Bautier conservateur général du patrimoine chargé du département des sculptures, à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

Cette même délégation est concurremment donnée à M. Guilhem Scherf, conservateur en chef du patrimoine, pour les seules dépenses afférentes à des achats de livres.

Une délégation de signature est donnée à Mme Sophie Guillot de Suduiraut, conservateur en chef du patrimoine, ainsi qu'à Mme Isabelle Leroy-Jay Lemaistre, conservateur en chef du patrimoine, pour les autres actes afférents au fonctionnement du département des sculptures.

#### **Titre XX : conservateur général du patrimoine, directeur du musée Eugène-Delacroix**

**Art. 39.** - Délégation de signature est donnée à Mme Arlette Sérullaz, conservateur général du patrimoine, directrice du musée Eugène-Delacroix, à l'effet de signer, dans le cadre de ses compétences :

- les actes d'achat ne répondant pas aux obligations prévues à l'article 28 du décret n° 2004-15 du 7 janvier 2004 portant code des marchés publics et dont le montant est inférieur à 15 000 EUR HT (dans le cas d'achats à caractère pluriannuel, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil),

- les actes de liquidation et de mandatement de dépense,
- tous ordres de reversement,
- tous documents comptables en dépense,
- les certificats administratifs.

### **Titre XXI : chef du service de protection-sécurité-incendie**

**Art. 40.** - Délégation de signature est donnée au Capitaine François Cesari, chef du service protection-sécurité-incendie à l'effet de signer, dans les limites des crédits placés sous sa responsabilité, les attestations de service fait et les certificats administratifs.

### **Titre XXII : dispositions finales**

**Art. 41.** - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

**Art. 42.** - Cette décision prend effet à compter du 15 juillet 2005 et annule et remplace ma décision du 25 février 2005.

Le président-directeur du musée du Louvre,  
Henri Loyrette

### **Décision du 22 juillet 2005 portant intérim du directeur financier et juridique du 25 juillet 2005 au 18 août 2005.**

En l'absence de M. Julien Anfruns, directeur financier et juridique, pour la période du 25 juillet 2005 au 18 août 2005, son intérim est assuré selon les modalités suivantes :

- Mme Nelly Fesseau pour la période du 25 juillet 2005 au 28 juillet 2005 ;
- Mme Dominique Lugand pour la période du 1<sup>er</sup> août 2005 au 5 août 2005 ;
- Mme Marlène Mandet pour la période du 16 août 2005 au 19 août 2005.

Pour le président-directeur du musée du Louvre :  
L'administrateur général,  
Didier Selles

### **Décision du 27 juillet 2005 portant intérim de l'administrateur général du 2 au 21 août 2005.**

Le président-directeur du musée du Louvre,  
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;  
Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;  
Vu le décret du 5 avril 2004 portant nomination du président de l'établissement du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la culture et de la communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu ma décision du 25 février 2005 portant délégation de signature ;

Vu ma décision du 2 mai 2002 modifiée portant organisation des services du musée du Louvre ;

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - En l'absence de M. Didier Selles, administrateur général, pour la période du 2 août au 21 août 2005, son intérim est assuré par Mme Aline Sylla, administrateur général adjoint.

**Art. 2.** - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la culture et de la communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,  
Henri Loyrette

---



---

## **MUSEE ET DOMAINE NATIONAL DE VERSAILLES**

### **Décision n° 2005-5 du 3 août 2005 portant délégation de signature.**

La présidente,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié, portant règlement général sur la comptabilité publique,  
Vu le décret n° 95-463 du 27 avril 1995 modifié, portant création de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu le décret du 7 juillet 2003 portant nomination de Mme Christine Albanel en qualité de présidente de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu l'arrêté du 23 janvier 2003 portant nomination de M. Pierre Arizzoli-Clementel en qualité de directeur général de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu l'arrêté du 18 mars 2004 portant nomination de M. Christophe Tardieu en qualité d'administrateur

général de l'établissement public du musée et du domaine national de Versailles,

Vu la décision n° 2003-2 de la présidente de l'établissement public du 16 juillet 2003 portant délégation de signature,

Décide :

**Art. 1<sup>er</sup>.** - Pendant l'absence de Mme Christine Albanel, présidente, et de M. Christophe Tardieu, administrateur général, délégation de signature est donnée à M. Pierre Arizzoli-Clementel, directeur général, à l'effet de signer, du 3 au 24 août 2005 inclus, au nom de la présidente de l'établissement public, tous actes et décisions entrant dans le cadre des compétences de cette dernière, telles qu'elles sont définies à l'article 18-1 du décret du 27 avril 1995 modifié visé ci-dessus, à l'exception :

- de la représentation de l'établissement public en justice,

- des compétences relatives à la création des régies d'avances et régies de recettes,
- de l'attribution et de la révocation des concessions de logement,
- des décisions d'attribution d'aides sociales,
- des nominations aux postes d'encadrement,
- des affectations des agents,
- de l'attribution des locaux administratifs des agents,
- du choix des attributaires et de la signature des marchés,
- des actes effectués en tant que personne responsable des marchés.

**Art. 2.** - La présente décision complète l'article 1<sup>er</sup> de la décision n° 2003-2 de la présidente de l'établissement public du 16 juillet 2003 portant délégation de signature et prend effet à compter de sa signature.

La présidente de l'établissement public du musée et  
du domaine national de Versailles,  
Christine Albanel

# Mesures d'information

## Relevé de textes parus au Journal officiel

### JUILLET

#### J.O n° 152 du 1<sup>er</sup> juillet 2005

##### Intérieur et aménagement du territoire

Page 10864 Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2005-727 du 30 juin 2005 portant diverses dispositions relatives à la simplification des commissions administratives.

Page 10864 Ordonnance n° 2005-727 du 30 juin 2005 portant diverses dispositions relatives à la simplification des commissions administratives.

##### Culture et communication

Page 10882 Décret n° 2005-734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture.

Texte n° 69 Arrêté du 24 juin 2005 plaçant en détachement (administrateurs civils) (Mme Baudrez Marie-Liesse).

Texte n° 70 Arrêté du 24 juin 2005 plaçant en détachement (administrateurs civils) (Mme Fagart Catherine).

#### J.O n° 153 du 2 juillet 2005

##### Culture et communication

Texte n° 56 Arrêté du 20 juin 2005 portant inscription sur une liste d'aptitude (chargés d'études documentaires) (M. Comte Yvon, Mme Bidault Ghislaine).

##### Conventions collectives

Page 10968 Avis relatif à l'extension d'un avenant portant création d'une annexe à la convention collective nationale régissant les rapports entre les entrepreneurs de spectacles et les artistes dramatiques, lyriques, chorégraphiques, marionnettistes, de variétés et musiciens.

#### J.O n° 154 du 3 juillet 2005

##### Culture et communication

Texte n° 30 Décision du 27 juin 2005 portant délégation de signature (Centre national de la cinématographie).

#### J.O n° 155 du 5 juillet 2005

##### Economie, finances et industrie

Texte n° 13 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 9 au 13 mai 2005 (Gestion 2005) (Culture, titre V).

Texte n° 14 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 16 au 20 mai 2005 (Gestion 2005) (Culture, titres III et V).

Texte n° 15 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 23 au 27 mai 2005 (Gestion 2005) (Culture, titres III et V).

##### Culture et communication

Page 11090 Décret n° 2005-749 du 4 juillet 2005 modifiant le décret n° 99-79 du 5 février 1999 modifié relatif au fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale et à la distribution de la presse quotidienne nationale d'information politique et générale.

Texte n° 24 Arrêté du 24 juin 2005 fixant le programme de la première épreuve écrite d'admissibilité du concours externe d'accès au corps des conservateurs du patrimoine pour l'année 2006.

#### J.O n° 156 du 6 juillet 2005

Page 11140 Loi n° 2005-751 du 4 juillet 2005 autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République d'Estonie relatif au statut et au fonctionnement des centres culturels.

##### Economie, finances et industrie

Page 11143 Décret n° 2005-757 du 4 juillet 2005 relatif au contrôle financier au sein des établissements publics administratifs de l'Etat.

##### Culture et communication

Page 11166 Arrêté du 27 juin 2005 portant transfert de propriété d'œuvres d'art au profit d'une collectivité territoriale conformément à l'article L. 451-8 du code du patrimoine.

Page 11166 Arrêté du 29 juin 2005 portant approbation d'une délibération du conseil d'administration du Centre des monuments nationaux.

Texte n° 82 Arrêté du 6 juin 2005 portant cessation des fonctions de vérificateur des monuments historiques (M. Petit Yvon).

Page 11174 Arrêté du 20 juin 2005 portant nomination à la commission nationale de reconnaissance de qualification des architectes.

**J.O n° 157 du 7 juillet 2005****Culture et communication**

Texte n° 44 Arrêté du 28 juin 2005 fixant le programme de la première épreuve écrite d'admissibilité du concours externe d'accès au corps des conservateurs du patrimoine pour l'année 2006.

Texte n° 68 Arrêté du 15 juin 2005 portant admission à la retraite (conservateurs du patrimoine) (M. Viatte Germain).

Page 11207 Décision du 24 juin 2005 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (Mme Baratelo Anita).

Page 11207 Décision du 24 juin 2005 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (Mme Shurtz Muyldermans Julie).

Page 11207 Décision du 24 juin 2005 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (Mme Hae-Oak Kim Matagrín).

**Conventions collectives**

Page 11212 Arrêté du 27 juin 2005 portant extension d'un accord régional (Ile-de-France) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

**Avis divers**

Page 11221 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (Agence Marylin).

**J.O n° 158 du 8 juillet 2005****Culture et communication**

Page 11241 Arrêté du 15 juin 2005 modifiant l'arrêté du 16 décembre 1998 érigeant des musées nationaux en services à compétence nationale.

Page 11247 Arrêté du 22 juin 2005 portant nomination à la Commission nationale de la sécurité dans le spectacle vivant et enregistré.

**Premier ministre**

Texte n° 24 Arrêté du 27 juin 2005 relatif à une situation administrative (administrateurs civils) (M. Plazanet Michel, CNC)

**Conventions collectives**

Page 11249 Arrêté du 28 juin 2005 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

**J.O n° 159 du 9 juillet 2005****Fonction publique**

Texte n° 47 Arrêté du 8 juin 2005 portant ouverture des concours de technicien supérieur territorial (session 2005).

**J.O n° 160 du 10 juillet 2005****Culture et communication**

Texte n° 18 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

**J.O n° 161 du 12 juillet 2005****Culture et communication**

Page 11411 Arrêté du 14 juin 2005 portant affectation et attribution concomitante à titre de dotation au profit de l'Etablissement public du musée du Louvre de locaux et droits immobiliers dépendant d'un ensemble immobilier.

Texte n° 72 Arrêté du 23 juin 2005 portant inscription à un tableau d'avancement (administration centrale) (M. Paillet Jean-François, Mme Bijon Marie-Christine).

Texte n° 73 Arrêté du 23 juin 2005 portant inscription à un tableau d'avancement (administration centrale) (M. Ganier Jean-Pierre).

Texte n° 73 Arrêté du 23 juin 2005 portant inscription à un tableau d'avancement (administration centrale) (Mmes Avon Isabelle, Condou Alexandrine et M. Hervé Dziedzic).

Texte n° 74 Arrêté du 23 juin 2005 portant inscription sur une liste d'aptitude (administration centrale) (Mme Picault Isabelle).

Texte n° 75 Arrêté du 23 juin 2005 portant inscription à des tableaux d'avancement (services déconcentrés) (Mmes Bouchet-Lacroix Michèle, Lepage Anne et Cochet Annie).

Texte n° 75 Arrêté du 23 juin 2005 portant inscription à des tableaux d'avancement (services déconcentrés) (M. d'Ancona Philippe).

Texte n° 75 Arrêté du 23 juin 2005 portant inscription à des tableaux d'avancement (services déconcentrés) (Mmes Chaton-Aubey Claire, Clément Corinne, Diacon Christine, Sandret-Leclercq Isabelle et M. Duclos Denis).

Texte n° 76 Arrêté du 23 juin 2005 portant inscription à des tableaux d'avancement (secrétaires de documentation) (Mmes Chiron Brigitte, Treille Sylvie, M. Habib Danis, Mmes Tijou Catherine, Chandon Suzeline et Hubaut Françoise).

Texte n° 76 Arrêté du 23 juin 2005 portant inscription à des tableaux d'avancement (secrétaires de documentation) (Mme Dufourd Elisabeth, M. Carrasquedo Pedro et Mme Chauvin Agnès).

Texte n° 76 Arrêté du 23 juin 2005 portant inscription à des tableaux d'avancement (secrétaires de documentation) (M. Planes Pierre et Mme Brun Fabienne).

Page 11415 Arrêté du 23 juin 2005 portant nomination à la commission de classification des œuvres cinématographiques (M. Peraldi Olivier et Mme Delon Catherine).

Page 11416 Arrêté du 24 juin 2005 portant autorisation de réaliser en France un projet d'architecture (M. Mohammad Ali Laghai).

Texte n° 79 Arrêté du 27 juin 2005 portant détachement (administrateurs civils) (Mme Ahmadi-Ruggeri Catherine).

### **J.O n° 162 du 13 juillet 2005**

Page 11443 Loi organique n° 2005-779 du 12 juillet 2005 modifiant la loi organique n° 2001-692 du 1<sup>er</sup> août 2001 relative aux lois de finances.

#### **Economie, finances et industrie**

Texte n° 22 Arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2005 modifiant l'arrêté du 20 septembre 2001 fixant les taux des indemnités kilométriques prévues aux articles 31 et 32 du décret n° 90-437 du 28 mai 1990 modifié et modifiant l'arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 1999 fixant les taux des indemnités forfaitaires de déplacement prévues aux articles 9 et 36 du décret n° 90-437 du 28 mai 1990 modifié.

#### **Culture et communication**

Page 11455 Décret n° 2005-780 du 12 juillet 2005 instituant un comité de pilotage en vue de la création d'une bibliothèque numérique européenne.

Page 11456 Arrêté du 27 juin 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *L'Art russe dans la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup> siècle*, au musée d'Orsay).

Page 11456 Arrêté du 27 juin 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Renoir-Renoir*, à la Cinémathèque française, musée du Cinéma).

Page 11456 Arrêté du 27 juin 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Vienne 1900, Klimt, Schiele, Moser, Kokoschka*, aux Galeries nationales du Grand-Palais).

Page 11456 Arrêté du 27 juin 2005 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Mélancolie, génie et folie en Occident*, aux Galeries nationales du Grand-Palais).

Page 11456 Arrêté du 27 juin 2005 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Bijoux et pastiches dans la collection Campana*, au musée du Louvre).

Page 11456 Arrêté du 27 juin 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Pierre Matisse : Passeur passionné*, à la Fondation Mona Bismarck, Paris).

Page 11457 Arrêté du 27 juin 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Gratia Dei, les chemins du Moyen Age*, au musée d'Aquitaine de Bordeaux).

Page 11457 Arrêté du 8 juillet 2005 portant composition et fonctionnement de la commission des acquisitions de l'établissement public du musée du quai Branly.

Page 11501 Arrêté du 13 juin 2005 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Saint-Etienne (M. Gagnaire Jean-Louis).

Page 11501 Arrêté du 30 juin 2005 portant nomination au conseil d'administration du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz.

Page 11502 Arrêté du 8 juillet 2005 portant nomination à la commission des acquisitions de l'établissement public du musée du quai Branly.

Page 11502 Arrêté du 8 juillet 2005 portant nomination du directeur du département du patrimoine et des collections de l'établissement public du musée du quai Branly (M. Mohen Jean-Pierre).

Page 11502 Décision du 29 juin 2005 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (Mme El Hoyek Rana).

Page 11502 Décision du 29 juin 2005 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Hart Donald).

Page 11502 Décision du 29 juin 2005 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Hartness Andrew).

Page 11502 Décision du 29 juin 2005 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Jamaty Ghassan).

Page 11502 Décision du 29 juin 2005 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Salamon Joseph).

Page 11502 Décision du 29 juin 2005 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Douliche Abdel Madjid).

Page 11502 Décision du 29 juin 2005 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Khayatey Houssaini Rachid).

#### **Economie, finances et industrie**

Texte n° 89 Arrêté du 4 juillet 2005 portant détachement (administrateurs civils) (M. Raude Patrick).

### **J.O n° 163 du 14 juillet 2005**

#### **Ordre national de la Légion d'honneur**

Page 11597 Décret du 13 juillet 2005 portant promotion (Au titre de la Culture : Au grade de commandeur : M. Babelon Jean-Pierre, M. Weill Pierre).

Page 11598 Décret du 13 juillet 2005 portant promotion et nomination.

#### **Fonction publique**

Texte n° 41 Arrêté du 26 avril 2005 fixant les dates des épreuves et portant ouverture des examens professionnels d'accès au grade d'ingénieur territorial 2005 par voie de promotion interne.

Texte n° 42 Arrêté du 4 juillet 2005 portant ouverture en 2005 de trois concours d'accès aux instituts régionaux d'administration.

**Culture et communication**

Page 11625 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

**Conventions collectives**

Page 11627 Arrêté du 29 juin 2005 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique (n° 1307).

Page 11627 Arrêté du 29 juin 2005 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique (n° 1307).

Page 11630 Arrêté du 29 juin 2005 portant extension d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 11631 Arrêté du 29 juin 2005 portant extension d'un accord régional (Rhône-Alpes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 11633 Arrêté du 30 juin 2005 portant extension d'un accord national professionnel applicable aux artistes-interprètes pour leurs prestations de doublage, commentaire ou narration.

Page 11639 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Limousin) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

**J.O n° 164 du 16 juillet 2005****Transports, équipement, tourisme et mer**

Page 11691 Décret n° 2005-791 du 12 juillet 2005 relatif aux personnels qualifiés pour conduire des visites dans les musées et monuments historiques et modifiant le décret n° 94-490 du 15 juin 1994.

**Culture et communication**

Page 11694 Décret n° 2005-792 du 12 juillet 2005 portant modification du décret n° 75-939 du 29 septembre 1975 relatif à l'ordre des Arts et des Lettres.

Page 11695 Arrêté du 5 juillet 2005 relatif aux attributions et à la composition du Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire.

**Avis divers**

Page 11708 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (Agence Ford).

Page 11708 Avis relatif au renouvellement d'agrément d'une agence de mannequins pour l'engagement des enfants mannequins (Agence Dynamite).

**J.O n° 165 du 17 juillet 2005****Culture et communication**

Texte n° 41 Arrêté du 6 juillet 2005 fixant le nombre de postes offerts au titre de l'année 2005 au recrutement externe sans concours dans le corps des agents techniques d'accueil de surveillance et de

magasinage (femmes et hommes) du ministère de la culture et de la communication pour l'établissement public du Louvre.

**Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 86 Avis de recrutement pour l'établissement public du Louvre (agents techniques d'accueil, de surveillance et de magasinage).

**J.O n° 166 du 19 juillet 2005****Culture et communication**

Page 11758 Décret du 12 juillet 2005 déclarant d'utilité publique l'acquisition, au profit du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou, de l'immeuble sis à Paris (4<sup>e</sup> arrondissement), 25, rue du Renard, 21-23, rue Saint-Merri, et 12, rue Brisemiche.

Page 11767 Arrêté du 14 juin 2005 fixant la composition du comité de sélection du fonds d'aide au développement des services en ligne des entreprises de presse.

Page 11767 Décision du 10 juin 2005 portant nomination du président de la commission du soutien financier aux industries techniques de la cinématographie et de l'audiovisuel prévue à l'article 137 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique et à l'article 4 du décret n° 98-35 du 14 janvier 1998 relatif au soutien financier de l'Etat à l'industrie cinématographique (M. Guillon Christian).

Page 11767 Décision du 20 juin 2005 portant nomination à la commission du soutien financier sélectif à la production (Mme Ferreira-Barbosa Laurence et M. Bouchareb Rachid).

**Conventions collectives**

Page 11768 Arrêté du 29 juin 2005 portant extension d'un accord régional (Champagne-Ardenne) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 11772 Arrêté du 4 juillet 2005 portant extension d'un accord régional (Haute-Normandie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 11773 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de la radiodiffusion et à la convention collective nationale des journalistes.

**J.O n° 167 du 20 juillet 2005****Culture et communication**

Page 11818 Décret du 18 juillet 2005 portant nomination à la commission permanente de contrôle des sociétés de perception et de répartition des droits (M. Menasseyre Bernard).

Page 11818 Arrêté du 8 juillet 2005 portant nomination au conseil de surveillance de la société ARTE-France (Mme Cayla Véronique).

**J.O n° 168 du 21 juillet 2005****Culture et communication**

Texte n° 50 Arrêté du 12 juillet 2005 fixant au titre de l'année 2005 le nombre de postes offerts aux concours pour le recrutement de conservateurs stagiaires du patrimoine.

Page 11870 Arrêté du 4 juillet 2005 portant habilitation à procéder à la restauration des biens faisant partie des collections des musées de France au titre de l'article 13 (3°) du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002.

Page 11870 Arrêté du 6 juillet 2005 modifiant l'arrêté du 19 février 2001 fixant la composition de la commission de contrôle auprès du fonds d'aide à la modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale (Mme Bensimon Emmanuelle, M. de Battista Fabrice, M. Bachellerie Bernard et Mme Caillaud Elisabeth).

Page 11871 Arrêté du 8 juillet 2005 portant nomination au conseil d'administration du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Paris (M. Pflimlin Rémy).

**Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 113 Avis de vacance d'un emploi de directeur régional des affaires culturelles (Limousin).

**J.O n° 169 du 22 juillet 2005****Economie, finances et industrie**

Texte n° 20 Arrêté du 6 juillet 2005 relatif au contrôle financier au sein des services du ministère de la culture et de la communication expérimentant au cours de l'année 2005 la loi organique relative aux lois de finances.

**Premier ministre**

Texte n° 46 Arrêté du 13 juillet 2005 portant inscription au tableau d'avancement et promotion (architectes et urbanistes de l'Etat).

**Culture et communication**

Texte n° 79 Décret du 21 juillet 2005 chargeant des fonctions par intérim de directeur du livre et de la lecture (Mme Marigeaud Martine).

Page 11994 Décret du 21 juillet 2005 portant nomination du président du conseil d'administration du domaine national de Chambord (M. Salat-Baroux Frédéric).

Page 11994 Décret du 21 juillet 2005 portant nomination du directeur général, commissaire du domaine national de Chambord (M. Martel Philippe).

Texte n° 82 Arrêté du 20 juillet 2005 portant nomination (administration centrale) (Mme Magnant Anne).

**Avis divers**

Page 12000 Recommandation sur les équivalents français du mot coach.

Page 12000 Recommandation sur les équivalents français du mot gender.

Page 12000 Recommandation sur les équivalents français du préfixe e-.

**J.O n° 170 du 23 juillet 2005****Culture et communication**

Page 12024 Décret n° 2005-834 du 20 juillet 2005 pris en application de l'article 95 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et relatif aux services chargés des opérations d'inventaire général du patrimoine culturel.

Page 12024 Décret n° 2005-835 du 20 juillet 2005 pris en application de l'article 95 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et relatif au contrôle scientifique et technique de l'Etat en matière d'inventaire général du patrimoine culturel et au Conseil national de l'inventaire général du patrimoine culturel.

Page 12025 Décret n° 2005-836 du 20 juillet 2005 pris en application de l'article 97 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et relatif aux conditions de transfert de la propriété de monuments historiques aux collectivités territoriales.

Page 12032 Décret n° 2005-837 du 20 juillet 2005 pris en application de l'article 99 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales et relatif à la maîtrise d'œuvre de certains travaux portant sur les monuments historiques classés et à la définition du patrimoine rural non protégé au titre des monuments historiques.

Page 12036 Décret du 21 juillet 2005 portant nomination au conseil d'administration de la société France Télévisions (Mme Cayla Véronique).

Page 12036 Arrêté du 12 juillet 2005 portant nomination au comité de pilotage en vue de la création d'une bibliothèque numérique européenne.

**J.O n° 172 du 26 juillet 2005****Conventions collectives**

Page 12128 Arrêté du 13 juillet 2005 portant extension d'avenants à la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique (n° 1307).

Page 12130 Arrêté du 13 juillet 2005 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel.

Page 12130 Arrêté du 13 juillet 2005 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel.

Page 12134 Arrêté du 18 juillet 2005 portant extension de la convention collective nationale de la production de films d'animation (n° 2412).

Page 12136 Arrêté du 18 juillet 2005 portant extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel.

Page 12138 Arrêté du 18 juillet 2005 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'édition (n° 2121).

### **J.O n° 173 du 27 juillet 2005**

Page 12183 Loi n° 2005-843 du 26 juillet 2005 portant diverses mesures de transposition du droit communautaire à la fonction publique.

Page 12187 Loi n° 2005-844 du 26 juillet 2005 tendant à mettre à la disposition du public les locaux dits du Congrès, au château de Versailles.

### **Economie, finances et industrie**

Texte n° 30 Tableau récapitulatif des ouvertures de crédits de fonds de concours : crédits ouverts sur la période du 30 mai au 3 juin 2005 (Gestion 2005) (Culture, titres III et V).

### **Culture et communication**

Texte n° 45 Décret du 25 juillet 2005 portant délégation de signature (DLL).

Page 12256 Arrêté du 11 juillet 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Dada*, au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou).

Page 12256 Arrêté du 11 juillet 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *L'Age d'or des sciences arabes*, à l'Institut du monde arabe).

Page 12256 Arrêté du 11 juillet 2005 relatif à l'insaisissabilité d'un bien culturel (exposition *Autour de Lorenzo Veneziano, fragments de polyptyques vénitiens du XIV<sup>e</sup> siècle*, au musée des beaux-arts de Tours).

Page 12256 Arrêté du 11 juillet 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (prorogation).

### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 79 Avis de vacance d'un emploi de chef de service (DDM).

### **J.O n° 174 du 28 juillet 2005**

#### **Premier ministre**

Texte n° 2 Rapport au Premier ministre relatif au décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement.

Texte n° 3 Décret n° 2005-850 du 27 juillet 2005 relatif aux délégations de signature des membres du Gouvernement.

### **Culture et communication**

Texte n° 35 Décret du 26 juillet 2005 portant délégation de signature (DAP).

Texte n° 47 Arrêté du 20 juin 2005 portant inscription sur une liste d'aptitude (chargés d'études documentaires).

### **J.O n° 175 du 29 juillet 2005**

#### **Transports, équipement, tourisme et mer**

Page 12364 Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2005-864 du 28 juillet 2005 relative aux secteurs sauvegardés.

Page 12365 Ordonnance n° 2005-864 du 28 juillet 2005 relative aux secteurs sauvegardés.

### **Fonction publique**

Texte n° 62 Arrêté du 13 juin 2005 fixant la date des épreuves écrites des concours pour le recrutement d'attachés territoriaux (session 2006).

Page 12378 Arrêté du 22 juin 2005 portant ouverture de concours pour le recrutement d'attachés territoriaux en 2006 par la délégation régionale Réunion.

Texte n° 64 Arrêté du 23 juin 2005 portant ouverture de concours pour le recrutement d'attachés territoriaux en 2006 par la délégation régionale Aquitaine.

Texte n° 67 Arrêté du 24 juin 2005 portant ouverture de concours pour le recrutement d'attachés territoriaux en 2006 par la délégation régionale Bretagne.

Texte n° 68 Arrêté du 28 juin 2005 portant ouverture de concours pour le recrutement d'attachés territoriaux en 2006 par la délégation régionale Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Texte n° 69 Arrêté du 29 juin 2005 portant ouverture de concours pour le recrutement d'attachés territoriaux en 2006 par la délégation régionale Bourgogne.

Texte n° 70 Arrêté du 29 juin 2005 portant ouverture de concours pour le recrutement d'attachés territoriaux en 2006 par la délégation régionale Nord - Pas-de-Calais.

Texte n° 71 Arrêté du 1<sup>er</sup> juillet 2005 portant ouverture de concours pour le recrutement d'attachés territoriaux en 2006 par la délégation régionale première couronne.

Texte n° 72 Arrêté du 18 juillet 2005 portant ouverture de concours pour le recrutement d'attachés territoriaux en 2006 par la délégation régionale Martinique.

**Culture et communication**

Page 12402 Décret du 27 juillet 2005 portant nomination du président du Centre national de la chanson, des variétés et du jazz (M. Colling Daniel).  
Page 12402 Arrêté du 6 juillet 2005 portant nomination à la commission prévue à l'article 7 du décret n° 97-1263 du 29 décembre 1997 portant application de l'article 80 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication (M. Gace Renaud).

**J.O n° 176 du 30 juillet 2005****Affaires étrangères**

Page 12469 Décret n° 2005-873 du 25 juillet 2005 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Son Altesse Sérénissime le Prince de Monaco relatif à la reconnaissance mutuelle des formations d'enseignement supérieur artistique (spécialité : arts plastiques), signé à Monaco le 11 juin 2004.

**Culture et communication**

Page 12489 Décret n° 2005-876 du 29 juillet 2005 modifiant le décret n° 2003-1301 du 26 décembre 2003 portant création de l'établissement public du musée des arts asiatiques Guimet.

**Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 143 Avis de vacance d'un emploi de directeur régional des affaires culturelles (Bretagne).

**AOUT****J.O n° 178 du 2 août 2005****Premier ministre**

Texte n° 1 Circulaire du 28 juillet 2005 relative à la mise en œuvre des propositions de réforme de l'administration départementale de l'Etat.

**Culture et communication**

Texte n° 29 Décret n° 2005- 880 du 26 juillet 2005 relatif à la simplification de la composition des commissions administratives et à la réduction de leur nombre.

Textes n° 30 Arrêté du 20 juillet 2005 relatif à la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture et aux conditions d'habilitation à délivrer les diplômes définis dans le décret n° 2005- 734 du 30 juin 2005 relatif aux études d'architecture.

Texte n° 71 Arrêté du 20 juillet 2005 portant nomination de la directrice du Centre de recherche et de restauration des musées de France (Mme Naffah Christiane).

**Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 87 Avis relatif à la publication du calendrier prévisionnel complémentaire des recrutements pour 2005- 2006 (fonction publique de l'Etat, armées, ville de Paris et Communautés européennes).

**J.O n° 179 du 3 août 2005****Fonction publique**

Page 12718 Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2005-901 du 2 août 2005 relative aux conditions d'âge dans la fonction publique et instituant un nouveau parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat.

Page 12720 Ordonnance n° 2005-901 du 2 août 2005 relative aux conditions d'âge dans la fonction publique et instituant un nouveau parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat.  
Page 12722 Décret n° 2005-902 du 2 août 2005 pris pour l'application de l'article 22 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat.

**J.O n° 180 du 4 août 2005****Education nationale, enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 26 Arrêté du 26 juillet 2005 autorisant au titre de l'année 2005 l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'assistant des bibliothèques de classe exceptionnelle.

**Culture et communication**

Page 12778 Décret du 3 août 2005 portant nomination du directeur de l'Académie de France à Rome (M. Peduzzi Richard).

Page 12778 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

**Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 121 Avis de vacance d'un emploi de directeur de projet (DDAI).

**J.O n° 181 du 5 août 2005****Culture et communication**

Texte n° 143 Arrêté du 20 juin 2005 portant inscription sur une liste d'aptitude au titre de l'année 2005 (chargés d'études documentaires) (Mme Vacchier Lucette, M. Musse Hervé, Mmes Bouleau Françoise et Lartigot Marie-Claude).

Page 12850 Arrêté du 20 juillet 2005 portant nomination de la présidente du conseil d'administration de l'école d'architecture de Grenoble (Mme Very Françoise).

Page 12850 Arrêté du 20 juillet 2005 portant nomination du conseil d'administration de l'école d'architecture de Nancy (MM. Barroy Daniel, Goven François, Guillermin Denis et Wermuth Jacques).

Page 12850 Décisions du 25 juillet 2005 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (MM. Drahsan Emir, Shafi Bahrane, Mme Petrescu Anca et M. Agabi Abdellatif).

Page 12850 Décision du 26 juillet 2005 portant autorisation d'exercer la profession d'architecte en France (M. Mvondo Owono Jean-Pierre).

#### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 166 Avis de vacance de l'emploi de directeur des études et des stages de l'institut régional d'administration de Lyon.

### **J.O n° 182 du 6 août 2005**

#### **Education nationale, enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 40 Arrêté du 27 juillet 2005 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture de concours pour le recrutement de magasiniers en chef.

Texte n° 41 Arrêté du 27 juillet 2005 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture de concours pour le recrutement de bibliothécaires adjoints spécialisés.

Texte n° 42 Arrêté du 27 juillet 2005 autorisant au titre de l'année 2006 l'ouverture de concours pour le recrutement d'assistants des bibliothèques.

Page 12904 Liste des élèves ayant obtenu à la 1<sup>re</sup> et à la 2<sup>e</sup> session 2004 le diplôme d'architecte de l'école spéciale d'architecture.

#### **Fonction publique**

Page 12902 Décret n° 2005-902 du 2 août 2005 pris pour l'application de l'article 22 bis de la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat (rectificatif).

Texte n° 121 Arrêté du 21 juin 2005 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateurs territoriaux) (Mme Remy Patricia).

### **J.O n° 183 du 7 août 2005**

#### **Conventions collectives**

Page 12981 Avis relatif à l'extension d'un accord paritaire conclu dans le cadre de la convention collective nationale de l'imprimerie et des industries graphiques.

Page 12981 Avis relatif à l'extension d'avenants à la convention collective nationale de l'animation.

Page 12983 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des théâtres privés.

### **J.O n° 184 du 9 août 2005**

#### **Culture et communication**

Texte n° 84 Arrêté du 1<sup>er</sup> août 2005 portant fin de fonctions (direction régionale des affaires culturelles) (DRAC Limousin : M. Pottier Jean-Pierre).

Page 13017 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

### **J.O n° 185 du 10 août 2005**

#### **Culture et communication**

Texte n° 87 Arrêté du 8 août 2005 portant nomination (administration centrale) (Mme Rialle-Salaber Geneviève).

#### **Fonction publique**

Texte n° 85 Arrêté du 28 décembre 2004 portant inscription sur une liste d'aptitude (administrateurs territoriaux).

Texte n° 86 Arrêté du 20 avril 2005 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateurs territoriaux).

### **J.O n° 186 du 11 août 2005**

#### **Intérieur et aménagement du territoire**

Page 13091 Décret du 10 août 2005 portant reconnaissance d'une fondation comme établissement d'utilité publique (Fondation pour la sauvegarde et le développement du domaine de Chantilly).

#### **Fonction publique**

Texte n° 71 Décret n° 2005-978 du 10 août 2005 portant diverses dispositions relatives à la fonction publique de l'Etat.

Texte n° 102 Arrêté du 28 juin 2005 portant établissement de la liste d'aptitude pour le recrutement dans le cadre d'emplois de conservateur territorial de bibliothèques (session 2003).

Texte n° 103 Arrêté du 28 juin 2005 portant établissement de la liste d'aptitude pour le recrutement dans le cadre d'emplois de conservateur territorial du patrimoine (session 2003).

#### **Culture et communication**

Page 13108 Arrêté du 26 juillet 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *David*, au musée Jacquemart-André).

Page 13111 Arrêté du 4 juillet 2005 modifiant l'arrêté du 25 mars 2002 portant nomination à la commission culturelle, scientifique et technique pour les formations en architecture.

Page 13111 Arrêté du 26 juillet 2005 portant nomination au conseil d'administration de l'école d'architecture de Bretagne (Mme Poppe Stéphanie).

Page 13111 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme d'architecte DPLG.

#### **Conventions collectives**

Page 13112 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Languedoc-Roussillon) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

Page 13112 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Rhône-Alpes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

#### **J.O n° 187 du 12 août 2005**

##### **Economie, finances et industrie**

Texte n° 19 Décret n° 2005-979 du 10 août 2005 portant annulation de crédits (Culture, titre V).

Page 13140 Arrêté du 12 juillet 2005 relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat à la Réunion des musées nationaux pour l'exposition *Mélancolie. Génie et folie en Occident*.

Page 13140 Arrêté du 12 juillet 2005 relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat à la Réunion des musées nationaux pour l'exposition *Klimt, Kokoschka, Moser, Schiele*.

Page 13140 Arrêté du 12 juillet 2005 relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou pour l'exposition *Dada*.

##### **Education nationale, enseignement supérieur et recherche**

Texte n° 23 Décret n° 2005-980 du 10 août 2005 modifiant le décret n° 93-1334 du 20 décembre 1993 relatif à la déconcentration de certaines opérations de gestion concernant les personnels des bibliothèques, les ingénieurs et les personnels techniques et administratifs de recherche et de formation du ministère de l'éducation nationale.

##### **Culture et communication**

Page 13146 Arrêté du 15 juillet 2005 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à assurer la formation au diplôme d'Etat de professeur de danse.

Page 13146 Arrêté du 25 juillet 2005 portant attribution à titre de dotation au profit de l'Académie de France à Rome d'un ensemble immobilier domanial sis à Rome (Italie).

Page 13146 Arrêté du 26 juillet 2005 refusant le certificat prévu à l'article L. 111-2 du code du patrimoine (Collection issue de la commande privée de Louis XVIII pour l'ameublement du château de Saint-Ouen).

##### **Conventions collectives**

Page 13153 Arrêté du 2 août 2005 portant extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention

collective nationale des personnels des centres sociaux et socioculturels (n° 1261).

Page 13158 Arrêté du 3 août 2005 portant extension d'un accord régional (PACA) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

#### **Avis divers**

Page 13165 Avis n° 2005-14 de la Commission consultative des trésors nationaux (Collection issue de la commande privée de Louis XVIII pour l'ameublement du château de Saint-Ouen).

#### **J.O n° 188 du 13 août 2005**

##### **Culture et communication**

Page 13194 Arrêté du 29 juillet 2005 portant création du comité des grands prix nationaux de l'architecture.

Texte n° 50 Arrêté du 5 août 2005 autorisant au titre de l'année 2005 l'ouverture de concours pour le recrutement de techniciens d'art du ministère de la culture et de la communication (femmes et hommes).

Texte n° 51 Arrêté du 5 août 2005 autorisant au titre de l'année 2005 l'ouverture d'un concours réservé pour l'accès au corps des techniciens d'art du ministère de la culture et de la communication.

Texte n° 83 Arrêté du 29 juillet 2005 portant nomination du directeur du musée de la Renaissance au château d'Ecouen (M. Crepin-Leblond Thierry).

Texte n° 84 Arrêté du 29 juillet 2005 portant nomination du directeur du musée Picasso, à Paris (Mme Baldassari Anne).

#### **J.O n° 189 du 14 août 2005**

##### **Culture et communication**

Page 13222 Arrêté du 21 juillet 2005 portant nomination (architectes et urbanistes de l'Etat) (Mme Bourguignon Nicole : SDAP Guyane).

##### **Emploi, cohésion sociale et logement**

Page 13218 Arrêté du 15 juillet 2005 portant attribution de licences d'agent artistique, non-renouvellement de licences d'agent artistique et transfert d'un siège.

#### **J.O n° 190 du 17 août 2005 texte n° 41**

##### **Culture et communication**

Texte n° 41 Décision du 29 juillet 2005 modifiant la décision du 27 juin 2005 portant délégation de signature (CNC).

##### **Conventions collectives**

Page 13247 Arrêté du 4 août 2005 portant extension d'un accord régional (Alsace) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 13248 Arrêté du 4 août 2005 portant extension d'un accord régional (Franche-Comté) conclu dans le

cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 1324 Arrêté du 4 août 2005 portant extension d'un accord régional (Nord - Pas-de-Calais) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 13249 Arrêté du 4 août 2005 portant extension d'un accord régional (Pays de la Loire) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 13249 Arrêté du 4 août 2005 portant extension d'un accord régional (Picardie) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

Page 13249 Arrêté du 4 août 2005 portant extension d'un accord régional (Poitou-Charentes) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture (n° 2332).

#### **Avis divers**

Page 13263 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'Etat d'un ensemble de panneaux provenant du salon de la richesse et de l'abondance et du salon des saisons de l'ancien hôtel de Lannoy, peints par Pierre-Paul Prud'hon, présentant un intérêt majeur pour le patrimoine national, dans le cadre de l'article 238 bis 0 A du code général des impôts.

### **J.O n° 191 du 18 août 2005**

#### **Culture et communication**

Page 13282 Décret du 16 août 2005 autorisant le refus d'un legs.

Page 13283 Arrêté du 1<sup>er</sup> août 2005 portant fixation du taux de la redevance d'archéologie préventive.

Texte n° 48 Arrêté du 11 août 2005 autorisant au titre de l'année 2005 l'ouverture d'un concours réservé pour l'accès au corps des ingénieurs d'études du ministère de la culture et de la communication.

Texte n° 49 Arrêté du 11 août 2005 autorisant au titre de l'année 2005 l'ouverture d'un concours réservé pour l'accès au corps des secrétaires de documentation du ministère de la culture et de la communication.

Page 13285 Arrêté du 1<sup>er</sup> août 2005 portant nomination d'un représentant de l'Etat au conseil d'administration de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (Mme Cayla Véronique).

#### **Conventions collectives**

Page 13286 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

Page 13287 Avis relatif à l'extension d'un accord régional (Lorraine) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

### **J.O n° 192 du 19 août 2005**

#### **Culture et communication**

Texte n° 37 Décret du 17 août 2005 portant délégation de signature (DAPA).

Page 13313 Arrêté du 15 juillet 2005 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à assurer la formation au diplôme d'Etat de professeur de danse.

Page 13313 Arrêté du 15 juillet 2005 portant renouvellement de l'habilitation d'un centre à assurer la formation au diplôme d'Etat de professeur de danse.

Texte n° 59 Arrêté du 12 juillet 2005 portant nomination des membres du jury et des correcteurs spécialisés des concours d'accès au corps des conservateurs du patrimoine organisés au titre de l'année 2005.

Page 13317 Arrêté du 25 juillet 2005 portant nomination au conseil scientifique de l'Institut national du patrimoine.

Texte n° 61 Arrêté du 28 juillet 2005 portant admission à la retraite (architectes et urbanistes de l'Etat) (M. Lamiot Jacques).

#### **Premier ministre**

Page 13314 Arrêté du 17 août 2005 portant nomination des membres, du président et du vice-président de la commission interministérielle de coordination des contrôles portant sur les opérations cofinancées par les fonds structurels européens.

Texte n° 42 Arrêté du 17 août 2005 portant nomination à la commission des statuts du Conseil supérieur de la fonction publique de l'Etat.

### **J.O n° 195 du 23 août 2005**

#### **Culture et communication**

Page 13428 Arrêté du 19 juillet 2005 attribuant l'appellation «musée de France»

Page 13428 Arrêté du 19 juillet 2005 attribuant l'appellation «musée de France»

Page 13428 Arrêté du 19 juillet 2005 attribuant l'appellation «musée de France»

Page 13428 Arrêté du 19 juillet 2005 attribuant l'appellation «musée de France»

Page 13430 Décision du 20 juillet 2005 portant nomination à la commission d'agrément chargée d'émettre un avis sur l'agrément des œuvres cinématographiques d'une durée de projection supérieure à une heure.

#### **Conventions collectives**

Page 13431 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des employés de l'édition de musique.

Page 13431 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des cadres et agents de maîtrise de l'édition de musique.

**J.O n° 197 du 25 août 2005****Economie, finances et industrie**

Page 13490 Décret n° 2005-1008 du 24 août 2005 modifiant le code des marchés publics.

**J.O n° 198 du 26 août 2005****Culture et communication**

Texte n° 19 Arrêté du 23 août 2005 portant délégation de signature (DAG).

**J.O n° 199 du 27 août 2005****Culture et communication**

Page 13941 Rapport au Président de la République relatif à l'ordonnance n° 2005-1044 du 26 août 2005 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession d'architecte.

Page 13942 Ordonnance n° 2005-1044 du 26 août 2005 relative à l'exercice et à l'organisation de la profession d'architecte.

Page 13944 Arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux cycles de formation des études d'architecture conduisant au diplôme d'études en architecture conférant le grade de licence et au diplôme d'Etat d'architecte conférant le grade de master.

Page 13948 Arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux modalités d'inscription dans les écoles d'architecture.

Page 13951 Arrêté du 20 juillet 2005 relatif à la structuration et aux modalités de validation des enseignements dans les études d'architecture.

Page 13952 Arrêté du 20 juillet 2005 relatif aux diplômes de spécialisation et d'approfondissement en architecture.

Page 13955 Arrêté du 20 juillet 2005 relatif à l'habilitation de l'architecte diplômé d'Etat à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en son nom propre.

Page 13956 Arrêté du 11 août 2005 fixant la liste des publications périodiques visées à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 85-1305 du 9 décembre 1985 pris pour l'application de la loi n° 85-706 du 12 juillet 1985 relative à la publicité faite en faveur des armes à feu et de leurs munitions.

Texte n° 37 Décret du 26 août 2005 portant délégation de signature (DAG).

**J.O n° 201 du 30 août 2005****Fonction publique**

Page 14044 Décret n° 2005-1055 du 29 août 2005 relatif à l'exonération des cotisations sociales des contrats dénommés «parcours d'accès aux carrières de la fonction publique territoriale, hospitalière et d'Etat» pris en application de l'article 6 de l'ordonnance n° 2005-901 du 2 août 2005 relative aux conditions d'âge dans la fonction publique et instituant un nouveau parcours d'accès aux carrières de la

fonction publique territoriale, de la fonction publique hospitalière et de la fonction publique de l'Etat.

**Culture et communication**

Page 14045 Arrêté du 25 juillet 2005 portant extension du secteur sauvegardé d'Uzès (Gard) et mise en révision du plan de sauvegarde et de mise en valeur.

Page 14045 Arrêté du 10 août 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *La peinture américaine et la France : un échange*, au musée du Louvre, La Chapelle).

Page 14045 Arrêté du 10 août 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (exposition *Le Paradis de Tintoret : un concours pour le palais des Doges*, au musée du Louvre, La Chapelle).

Page 14045 Arrêté du 10 août 2005 relatif à l'insaisissabilité de biens culturels (prorogation).

**Conventions collectives**

Page 14053 Arrêté du 18 août 2005 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique (n° 1307).

Page 14056 Avis relatif à l'extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel.

Page 14057 Avis relatif à l'extension d'un avenant à un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel.

Page 14057 Avis relatif à l'extension d'un accord national professionnel conclu dans le secteur de l'audiovisuel.

Page 14057 Avis relatif à l'extension d'un accord professionnel conclu dans le secteur de l'édition et de la production phonographique.

Page 14058 Avis relatif à l'extension d'un avenant aux conventions collectives nationales de la distribution des films de l'industrie cinématographique du 1<sup>er</sup> mars 1973 (employés et ouvriers) et du 30 juin 1976 (cadres et agents de maîtrise).

**Avis divers**

Page 14061 Vocabulaire de la culture.

Page 14061 Avis portant attribution d'une licence d'agence de mannequins (Mme Boutayeb Zara, SARL Zara B. Model Agency).

**J.O n° 202 du 31 août 2005****Culture et communication**

Page 14124 Décret n° 2005-1071 du 29 août 2005 modifiant le décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

Page 14124 Arrêté du 9 août 2005 instituant une dérogation générale pour la consultation de certains fonds d'archives publiques versés par la direction centrale des renseignements généraux.

Page 14125 Arrêté du 29 août 2005 fixant les taux de calcul du soutien financier de l'Etat alloué aux

entreprises de production d'œuvres cinématographiques à raison de la commercialisation de ces œuvres sous forme de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public.

Page 14125 Arrêté du 29 août 2005 relatif à la fixation du taux de l'allocation complémentaire pour les producteurs d'œuvres cinématographiques et pris pour l'application des dispositions de l'article 32 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

Page 14125 Arrêté du 29 août 2005 fixant le taux de calcul du soutien financier alloué aux entreprises de production d'œuvres cinématographiques d'une durée de projection supérieure à une heure en application des dispositions de l'article 17 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

Page 14126 Arrêté du 29 août 2005 fixant les taux définitifs de calcul du soutien financier alloué aux entreprises de production d'œuvres cinématographiques d'une durée de projection supérieure à une heure en application des dispositions de l'article 17 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

Page 14126 Arrêté du 29 août 2005 fixant le taux de calcul du soutien financier alloué aux entreprises de production d'œuvres cinématographiques d'une durée de projection supérieure à une heure en application des dispositions de l'article 15 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

Page 14126 Arrêté du 29 août 2005 fixant les taux de calcul du soutien financier de l'Etat alloué aux entreprises d'édition de vidéogrammes destinés à l'usage privé du public.

Page 14127 Arrêté du 29 août 2005 relatif à l'application des dispositions de l'article 101 du décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

Page 14132 Arrêté du 10 août 2005 portant habilitation à procéder à la restauration d'un bien faisant partie des collections des musées de France au titre de l'article 13 (3°) du décret n° 2002-628 du 25 avril 2002 (MM. Galopin Jean-Pierre et Galtier Yann).

Texte n° 105 Arrêté du 12 août 2005 portant nomination de l'administrateur général de l'établissement public du musée d'Orsay (M. Gausseron Thierry).

Page 14132 Décision du 7 juillet 2005 portant nomination au comité d'experts prévu à l'article 6 de l'arrêté du 24 août 1998 relatif au soutien financier à l'exploitation cinématographique (MM. Auclair Alain, Brouiller Patrick, De Seauve Mathieu, Labé Jean et Larquié André).

Page 14132 Décision du 24 août 2005 portant nomination à la commission du soutien sélectif à la production d'œuvres cinématographiques de longue durée.

#### **Avis de concours et de vacance d'emplois**

Texte n° 118 Avis de vacance d'emplois de direction (DAG).

Texte n° 119 Avis de vacance d'un emploi de sous-directeur (DDM).

#### **Avis divers**

Page 14149 Avis d'appel au mécénat d'entreprise pour l'acquisition par l'Etat d'un ouvrage intitulé *Le Livre des passe-temps*, de Lorenzo Spirito, traduction Anthimus Faure, circa 1490-1500, présentant un intérêt majeur pour le patrimoine national, dans le cadre de l'article 238 bis 0 A du code général des impôts.

## Réponses aux questions écrites

### ASSEMBLEE NATIONALE

#### JO AN (Q) n° 27 du 5 juillet 2005

Réponse aux questions de :

- M. Francis Falala sur la nécessaire **limitation des téléchargements «sauvages» d'œuvres** (musique, films) d'auteur pour les **rémunérations des auteurs** concernés.

(Question n° 59768-08.03.2005).

- M. Bruno Bourg-Broc sur la possibilité d'imposer aux **commissions de terminologie et de néologie** une **procédure dite «du silence»** pour accélérer des débats sur les termes proposés.

(Question n° 65278-17.05.2005).

- M. Bruno Bourg-Broc sur la possibilité d'inclure les **commissions de terminologie et de néologie** dans la liste des organismes ayant la faculté de **proposer des personnes assermentées pour constater des infractions à la loi du 4 août 1994**.

(Question n° 65435-17.05.2005).

#### JO AN (Q) n° 28 du 12 juillet 2005

Réponse aux questions de :

- M. René Dosière sur le **personnel** et les **crédits** affectés à la **Présidence de la République**.

(Question n° 54795-04.01.2005).

- M. Jean-Claude Bois sur la création d'une **bibliothèque numérique européenne** pour empêcher la domination de l'Amérique avec le projet de Google de numériser quinze millions de livres issus des plus grandes bibliothèques américaines.

(Question n° 65994-31.05.2005).

- M. Jacques Remiller sur l'**insuffisance des crédits** affectés par la loi de finances 2005 pour la **restauration des monuments historiques**.

(Question n° 67510-14.06.2005).

#### JO AN (Q) n° 29 du 19 juillet 2005

Réponse aux questions de :

- M. Marc Le Fur sur les **révocations** constatées à **Radio France** en 2002 et 2003.

(Question n° 44648-27.07.2004).

- M. Marc Le Fur sur le **coût des programmes de coopération** et d'aides vers les administrations des **pays étrangers**.

(Question n° 46613-14.09.2004).

- M. Patrick Roy sur le **coût des partitions** pour les harmonies municipales.

(Question n° 63009-19.04.2005).

- M. Francis Falala sur les **buts et les modalités** de la création d'un **fonds d'aide à l'innovation télévisuelle**.

(Question n° 63779-26.04.2005).

- M. Jean Tiberi sur les possibilités du Gouvernement pour encourager les **ateliers d'écriture**.

(Question n° 65208-17.05.2005).

- M. Robert Lecou sur la **situation financière** du Fonds de soutien à l'expression radiophonique (**FSER**).

(Question n° 67742-21.06.2005).

#### JO AN (Q) n° 31 du 2 août 2005

Réponse aux questions de :

- M. Jérôme Rivière sur les **conditions** de mise en œuvre des **régimes indemnitaires** dans le ministère.

(Question n° 65740-24.05.05).

- MM. Philippe-Armand Martin, Armand Jung, Mme Françoise Imbert, MM. Philippe Vuilque, Yves Simon, Jacques Godfrain, Jean-Louis Léonard, Marc Francina Jean-Pierre Le Ridant, Serge Roques, Mmes Claude Darciaux, Martine Lignières-Cassou, MM. Dominique Paillé, Jean Ueberschlag, Mme Véronique Besse sur la **transposition**, en droit français, de la **directive européenne** relative à l'harmonisation de certains aspects du **droit d'auteur** et des droits voisins dans la société de l'information et sur les inquiétudes qui en résultent dans l'enseignement et la recherche.

(Questions n° 66162-31.05.05 ; 66188-31.05.05 ; 67027-14.06.05 ; 67221-14.06.05 ; 67222-14.06.05 ; 67452-14.06.05 ; 67515-14.06.05 ; 67520-14.06.05 ; 67543-14.06.05 ; 67694-21.06.05 ; 67719-21.06.05 ; 67756-21.06.05 ; 67791-21.06.05 ; 68045-21.06.05 ; 68110-21.06.05).

- M. Joël Giraud sur la **précarisation** du secteur du **spectacle vivant**.

(Question n° 66369-31.05.05).

- MM. Christophe Masse, Jean-Claude Leroy, Michel Lefait, Henri Houdouin, Frédéric Soulier, Georges Colombier, Gilbert Biessy, Jean-Marc Nudant sur la **transposition**, en droit français, de la **directive européenne** relative à l'harmonisation de certains aspects du **droit d'auteur** et des droits voisins dans la société de l'information et sur les inquiétudes qui

en résultent dans l'enseignement et la recherche.  
(Questions n° 68434-28.06.05 ; 68440-28.06.05 ; 68444-28.06.05 ; 68480-28.06.05 ; 68542-28.06.05 ; 69151-05.07.05 ; 69337-05.07.05 ; 69395-05.07.05).

#### JO AN (Q) n° 32 du 9 août 2005

Réponse aux questions de :

- M. Jérôme Rivière sur la **commission de réflexion** sur les **concentrations et le respect du pluralisme** dans les **médias**.  
(Question n° 56466-01.02.05).
- M. Pierre Forgues sur les dispositions qui s'appliquent lorsqu'il y a un **changement de destination de pièces intérieures** d'un bâtiment existant. (Question transmise).  
(Question n° 58177-22.02.2005).
- M. Dino Cinieri sur le plan de **déploiement** de la télévision numérique de terre (**TNT**) pour le département de la **Loire**.  
(Question n° 58510-22.02.05).
- M. Philippe Vuilque sur la **conciliation** entre **liberté d'expression** et respect des **croyanances religieuses**.  
(Question n° 61818-05.04.2005).
- M. Francis Falala, Mme Martine Carrillon-Couvreur, MM. Jean-Marie Sermier, Jean-Jacques Gaultier sur les **difficultés** rencontrées par les **entreprises spécialisées dans la restauration du patrimoine historique** suite aux **retards de paiement** de l'Etat.  
(Questions n° 66684-07.06.05 ; 69585-12.07.05 ; 69673-12.07.05 ; 69734-12.07.05).

#### JO AN (Q) n° 33 du 16 août 2005

Réponse aux questions de :

- M. André Thien Ah Koon sur le **cadre juridique** applicable aux **chaînes** diffusées sur le continent **américain** et reçues dans les **départements d'outre-mer**.  
(Question n° 39664-18.05.04).
- M. Edouard Leveau sur le **rapport public** pour 2004, de la Cour des comptes, sur la **gestion** de **France Télévisions**.  
(Question n° 60255-15.03.05).
- Mme Chantal Robin-Rodrigo sur le **prix** de vente des **CD** et **DVD**.  
(Question n° 60753-22.03.05).
- M. Francis Saint-Léger sur l'**archéologie préventive**.  
(Question n° 64482-03.05.05).
- M. Michel Hunault sur l'**adaptation** de l'**édition** au profit des **déficiants visuels**. (Question transmise).  
(Question n° 67076-14.06.05).
- M. Pierre Lasbordes sur le recours à des **mots** ou **expressions anglo-saxons** dans l'**audiovisuel**.  
(Question n° 67923-21.06.05).

- MM. Jean-Marc Nudant, Gérard Voisin sur les **difficultés** rencontrées par les **entreprises spécialisées dans la restauration du patrimoine historique** suite aux **retards de paiement** de l'Etat.  
(Questions n° 69361-05.07.05 ; 69429-05.07.05).

#### JO AN (Q) n° 34 du 23 août 2005

Réponse aux questions de :

- M. Michel Raison sur le **développement** de la télévision numérique terrestre (**TNT**).  
(Question n° 47490-28.09.04).
- M. Jean Tiberi sur le **développement** de la télévision numérique terrestre (**TNT**).  
(Question n° 52941-07.12.04).
- M. Georges Colombier sur le **développement** de la télévision numérique terrestre (**TNT**).  
(Question n° 55082-11.01.05).
- M. Jean-Marc Roubaud sur la **protection** des **mineurs** sur **internet**.  
(Question n° 57405-08.02.05).
- M. Bruno Bourg-Broc sur les projets de **valorisation** du **château de Vincennes**.  
(Question n° 58721-01.03.05).
- Mme Marie-Jo Zimmermann sur la procédure à suivre pour **annuler** le **classement d'un site historique**.  
(Question n° 60191-15.03.05).
- M. Jérôme Rivière sur le **coût** total du projet de **réfection** de l'œuvre de Daniel Buren «**Les deux plateaux**».  
(Question n° 62310-12.04.05).
- M. Francis Saint-Léger sur le calendrier de mise en place de la **TNT** dans le département de la **Lozère**.  
(Questions n° 62756-12.04.05 ; 64479-03.05.05).
- M. Gilbert Meyer sur le calendrier de mise en place de la **TNT** en **Alsace**.  
(Question n° 63835-26.04.05).
- M. Marc Le Fur sur la **gestion** des opérations liées aux **retraites** des **agents** de ses services.  
(Question n° 66489-31.05.05).
- M. Pierre Lang sur les **difficultés d'application** de la **taxe** sur les **supports numériques vierges**, perçue au titre de la **copie privée**.  
(Question n° 67651-21.06.05).
- M. Roland Blum sur la **transposition**, en droit français, de la **directive européenne** relative à l'harmonisation de certains aspects du **droit d'auteur** et des droits voisins dans la société de l'information et sur les inquiétudes qui en résultent.  
(Question n° 67800-21.06.05).
- M. Dino Cinieri sur le calendrier de la **transposition**, en droit français, de la **directive européenne** relative

à l'harmonisation de certains aspects du **droit d'auteur** et des droits voisins dans la société de l'information.  
(Question n° 68071-21.06.05).

- M. Jean-Marc Roubaud sur les possibilités de **légaliser les échanges d'œuvres musicales** entre particuliers sur **internet**.  
(Question n° 68536-28.06.05).

- M. Jacques Remiller sur le calendrier de la **transposition**, en droit français, de la **directive européenne** relative à l'harmonisation de certains aspects du **droit d'auteur** et des droits voisins dans la société de l'information.  
(Question n° 69160-05.07.05).

- M. Laurent Wauquiez sur le calendrier de mise en place de la **TNT** en **Haute-Loire**.  
(Question n° 69290-05.07.05).

- Mme Christine Boutin sur l'application du nouveau régime d'**assurance chômage** des **intermittents du spectacle**.  
(Question n° 69666-12.07.05).

- MM. Bernard Perrut, Jean Launay, Patrick Balkany, Bruno Gilles, Eric Diard, sur la **transposition**, en droit français, de la **directive européenne** relative à l'harmonisation de certains aspects du **droit d'auteur** et des droits voisins dans la société de l'information et sur les inquiétudes qui en résultent dans l'enseignement et la recherche.  
(Questions n° 69718-12.07.05 ; 69803-12.07.05 ; 69829-12.07.05 ; 69989-12.07.05 ; 70023-12.07.05).

- M. Jean-Claude Bateux, Mme Claude Darciaux, MM. Arnaud Montebourg, Edouard Courtial, Jean Tiberi, François Sauvadet sur les **difficultés** rencontrées par les **entreprises** spécialisées dans la **restauration du patrimoine historique** suite aux **retards de paiement** de l'Etat.  
(Questions n° 70701-26.07.05 ; 70719-26.07.05 ; 70841-26.07.05 ; 70859-26.07.05 ; 70962-26.07.05 ; 71047-26.07.05).

#### JO AN (Q) n° 35 du 30 août 2005

Réponse aux questions de :

- M. Dominique Richard sur le placement de **produits** et l'apparition de **marques** dans les **fiction télévisées**.  
(Question n° 57871-15.02.05).

- MM. Philippe Houillon, Jean-Claude Beaulieu sur les modalités de **perception** des **droits d'auteur** par les sociétés de gestion collective auprès des **associations**.  
(Questions n° 62188-05.04.05 ; 63959-26.04.05).

- M. Serge Poignant sur la mise en place du nouveau régime d'**assurance chômage** des **intermittents du spectacle** au 1<sup>er</sup> janvier 2006.  
(Question n° 66444-31.05.05).

- M. Michel Bouvard sur les **délais** de **transmission** des **résultats** des travaux de **fouilles archéologiques**.

(Question n° 66921-14.06.05).

- M. Dominique Dord sur le **droit de diffusion** demandé par la SACEM pour les **chambres d'hôtels** où se trouve un poste de **télévision**.

(Question n° 69316-05.07.05).

#### SENAT

#### JO S (Q) n° 28 du 14 juillet 2005

Réponse aux questions de :

- M. Georges Mouly sur la **conservation** et la **mise en valeur** du site de **Pompadour en Corrèze**.  
(Questions n° 14003-07.10.2004 ; 17773-19.05.2005).

- M. Louis Souvet sur les raisons de l'**abandon** de la **création** d'un **musée d'art contemporain** sur l'île Seguin et les leçons à en tirer.  
(Question n° 17750-19.05.2005).

#### JO S (Q) n° 29 du 21 juillet 2005

Réponse aux questions de :

- MM. Louis Duvernois et Robert Laufoaulu sur une éventuelle **intervention du ministre** auprès de la direction d'**Air France** à propos du **changement d'appellation** de la carte «**Fréquence Plus**» en «**Flying Blue**».  
(Questions n° 17756-19.05.2005 ; 17784-26.05.2005).

#### JO S (Q) n° 31 du 4 août 2005

Réponse aux questions de :

- M. André Labarrère sur les conditions de **réalisation** de **fouilles d'archéologie préventive**.  
(Question n° 16979-07.04.05).

- M. Serge Larcher sur la fin de contrat de **diffusion** en Chine de New Tang Dynasty Television (NTDTV) par Eutelsat.  
(Question n° 17492-05.05.05).

- Mme Evelyne Didier, M. Jacques Siffre, Mme Jacqueline Alquier, M. Francis Grignon, Mme Eliane Assassi sur la **transposition**, en droit français, de la **directive européenne** relative à l'harmonisation de certains aspects du **droit d'auteur** et des droits voisins dans la société de l'information et sur les inquiétudes qui en résultent dans l'enseignement et la recherche.  
(Questions n° 18118-16.06.05 ; 18270-23.06.05 ; 18273-23.06.05 ; 18528-07.07.05 ; 18614-07.07.05).

#### JO S (Q) n° 32 du 11 août 2005

Réponse aux questions de :

- MM. Philippe Goujon, Jean-Pierre Caffet sur l'avenir des **vestiges du mur de Charles IX** dans le cadre des

travaux de rénovation du musée de l'Orangerie des Tuileries.

(Questions n° 16189-24.02.05 ; 16978-07.04.05).

- M. Georges Mouly sur la **situation** des chantiers de **restauration** des **monuments historiques**.

(Question n° 18318-23.06.05).

#### JO S (Q) n° 33 du 25 août 2005

Réponse aux questions de :

- M. Jean-Louis Masson sur la **procédure** de **contestation** du **classement** d'un **site historique**.

(Question n° 16511-17.05.05).

- M. Jacques Legendre sur le **calendrier** de mise en place de la **TNT** dans le département du **Nord**.

(Question n° 17502-12.05.05).

- M. Marcel Vidal sur la **politique budgétaire** en faveur des **orgues**.

(Question n° 18160-16.06.05).

- M. Marcel Vidal sur le **bilan** des actions de la **Fondation du patrimoine**.

(Question n° 18437-30.06.05).

- M. Marcel Vidal sur l'**emploi** des **artistes interprètes** dans les **centres dramatiques nationaux**.

(Question n° 18439-30.06.05).

- MM. Jean-Marc Pastor, Yves Pozzo di Borgo sur la **transposition**, en droit français, de la **directive européenne** relative à l'harmonisation de certains aspects du **droit d'auteur** et des droits voisins dans la société de l'information et sur les inquiétudes qui en résultent dans l'enseignement et la recherche.

(Questions n° 18705-14.07.05 ; 18748-14.07.05).

- Mme Odette Herviaux sur les **difficultés** rencontrées par les **entreprises** spécialisées dans la **restauration du patrimoine historique** suite aux **retards de paiement** de l'Etat.

(Question n° 18816-21.07.05).

## Divers

**Annexe de l'arrêté n° 2 du 11 août 2005 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'Etat pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *Journal officiel* n° 205 du 3 septembre 2005).**

### Liste des biens transférés à la ville de Compiègne

#### **Direction des musées de France**

Collection Campana, peintures, envoi de 1863

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
Cornu 401	Anonyme	La Vierge et l'Enfant Jésus	peinture à l'huile ; bois	H. : 45 ; L. : 36	1863	récolé-vu
Cornu 610	BRUEGHEL Jan II, BRUEGHEL Jan le jeune	La Vierge et l'Enfant Jésus au centre d'une couronne de fleurs	peinture à l'huile ; toile	H. : 88 ; L. : 72	1863	récolé-vu

#### Musée du Louvre département des peintures

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
INV 8946bis ; LP 3959	anonyme	Corbeille de fleurs	peinture à l'huile ; toile	H. : 147,2 ; L. : 78,8	1872	récolé-vu
INV 2947 ; INV 2995	LE BRUN Charles (d'après)	La Hollande accepte la paix	peinture à l'huile ; toile	H. : 60 ; L. : 113	1891	récolé-vu
INV 2106 ; B 358	VECCHIA Pietro della	Portrait d'un homme coiffé d'une toque rouge	peinture à l'huile ; toile	H. : 50 ; L. : 37,5	1876	récolé-vu

#### **Délégation aux arts plastiques**

Fonds national d'art contemporain

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
FNAC 868-5	ANASTASI Auguste-Paul-Charles	Un lavoir aux environs de Naples	peinture à l'huile ; toile	H. : 88 ; L. : 172	1868	récolé-vu
FNAC FH 866-45	BUSSON Charles	La Rentrée du garde-chasse ; novembre	peinture à l'huile ; toile	H. : 110 ; L. : 139	1866	récolé-vu
FNAC PFH-2790	CASSAGNE Armand-Théophile	Vue intérieure des ruines du château de Pierrefonds	aquarelle	H. : 44,3 ; L. : 32,6	1871	récolé-vu
FNAC FH 867-101	FLANDRIN Jean-Paul	Dans les bois ; Sous-bois	peinture à l'huile ; papier marouflé sur toile	H. : 37 ; L. : 29	1868	récolé-vu
FNAC FFH-226	JADIN Louis-Godefroy	Le Terrier à renard	peinture à l'huile ; toile	H. : 171 ; L. : 133	1857	récolé-vu
FNAC 794	JOUBERT Léon	La Seine à Vétheuil	peinture à l'huile ; toile	H. : 97 ; L. : 162	1901	récolé-vu
FNAC PFH-1657	MASSE Emmanuel-Auguste ; WINTERHALTER Franz-Xaver (d'après)	Portrait de Louis-Philippe	peinture à l'huile ; toile	H. : 230 ; L. : 150	1842	récolé-vu
FNAC PFH-230	NOËL Edme-Antony-Paul, TONY-NOËL (dit)	La Morte	plâtre original	H. : 114 ; L. : 200	1875	récolé-vu
FNAC 1110	PINEL Gustave Nicolas	La Rivière blanche d'El Kantara	peinture à l'huile ; toile	H. : 66 ; L. : 92	1898	récolé-vu
FNAC PFH-231	REGNIER Auguste-Jacques	La Tour de Vez, près Pierrefonds	peinture à l'huile ; toile	H. : 48 ; L. : 78	1857	récolé-vu
FNAC 865-297	SAINT-FRANCOIS Léon Joly de	Veuve mauresque pleurant sur un tombeau	pierre noire et rehauts de blanc ; papier	H. : 72 ; L. : 92	1865	récolé-vu
FNAC PFH-232	SOUPLET Louis-Ulysse	Réquisition prussienne, épisode de la guerre de 1870 en Picardie	peinture à l'huile ; toile	H. : 91 ; L. : 116	1874	récolé-vu

#### Manufacture de Sèvres

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
014.004	Manufacture de Sèvres	Vase Buire Nicolle ; fond violet, décor en or et couleurs	porcelaine	H. : 40 ; L. : 26	1868	

**Annexe de l'arrêté n° 3 du 11 août 2005 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'Etat pris en application des dispositions de L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *Journal officiel* n° 205 du 3 septembre 2005).**

**l'article**

**Liste des biens transférés à la ville de Coutances**

**Direction des musées de France**

Musée du Louvre, département des antiquités grecques, étrusques et romaines

INV. ETAT	INV. MUSEE	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
471 (n° d'envoi 1875)	D875C16	Canthare	bucchero	H. : 7,6 ; D. : 13	1875	récolé vu
443 (n° d'envoi 1875)	D875C2	Canthare	bucchero	H. : 7,5 ; D. : 11	1875	récolé vu
442 (n° d'envoi 1875)	D875C15	Canthare	bucchero	H. : 7 ; D. : 12	1875	récolé vu
525 (n° d'envoi 1875)	D875C12	Coupe	bucchero ; décor incisé	H. : 7 ; D. : 12,5	1875	récolé vu
672 (n° d'envoi 1875) ; Cp 1747	D875C6	Coupe	terre cuite rouge	H. : 4 ; D. : 9,5	1875	récolé vu
1643 (n° d'envoi 1875)	D875C13	Fragment de plat ou de miroir	bronze ; décor incisé	D. : 14,5	1875	récolé vu
847 (n° d'envoi 1875)	D875C25	Gobelet	terre cuite rouge	H. : 11 ; L. : 8	1875	récolé vu
10 (n° d'envoi 1875)	D875C24	Lécythe aryballisque	terre cuite orange ; figures rouges	H. : 10 ; L. : 6	1875	récolé vu
541 (n° d'envoi 1875)	D875C27	Oenochœ	terre cuite rouge ; décor surpeint beige	H. : 25,5 ; L. : 12	1875	récolé vu
268 (n° d'envoi 1875)	D875C10	Olpé	bucchero	H. : 15	1875	récolé vu

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
INV 7356 ; MR 3857	QUINART Charles-Louis-François	Paysage historique au château médiéval ; Tancrede	peinture à l'huile ; toile	H. : 182 ; L. : 228	1876	récolé vu
INV 8065 ; MR 2053	VOUET Simon et collaborateurs	Institution de l'Eucharistie	peinture à l'huile ; toile	H. : 98 ; L. : 112	1895	récolé vu

**Délégation aux arts plastiques**

Fonds national d'art contemporain

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
FNAC 126	CORMON Fernand	Jésus ressuscite la fille de Jaïre	peinture à l'huile ; toile	H. : 120 ; L. : 170	1879	récolé-vu
FNAC PFH-3156 (1)	COUSINS Samuel ; WINTERHALTER Franz-Xaver (d'après)	Portrait en pied de l'empereur Napoléon III	gravure, manière noire	H. : 90 ; L. : 66,5	1866	récolé-vu
FNAC PFH-2866 (2)	COUSINS Samuel ; WINTERHALTER Franz-Xaver (d'après)	Portrait en pied de l'impératrice Eugénie	gravure, manière noire	H. : 90 ; L. : 66,5	1866	récolé-vu
FNAC 450, 558, 771	ETCHETO Jean-François-Marie	Démocrite	plâtre	H. : 185 ; L. : 90 ; P. : 70	1891	récolé-vu
FNAC 688	GALERNE Prosper	L'anse Saint-Martin (Manche), marée basse	peinture à l'huile; toile	H. 110; L. 150	1886	récolé-vu
FNAC 5	GUIGNET Jean-Baptiste; VELASQUEZ Diégo (d'après)	L'Infant Don Carlos	peinture à l'huile ; toile	H. : 210 ; L. : 126	1898	récolé-vu
FNAC PFH-2029	LACOSTE Pierre-Eugène ; PORDENONE [Licinio] (d'après)	Saint-Laurent Giustiniani	peinture à l'huile ; toile	H. : 415 ; L. : 230	1875	récolé-vu
FNAC 56	LAMBERT Albert-Antoine	Oedipe maudissant son fils Polynice	peinture à l'huile ; toile	H. : 145 ; L. : 115	1889	récolé-vu
FNAC 3	LEFEBVRE Camille	Les Derniers moments de Caton d'Utique	plâtre	H. : 125 ; L. : 75 ; P. : 95	1885	récolé-vu
FNAC PFH-535	MORTEMART-BOISSE Enguerrand de	Marécage de Normandie	peinture à l'huile ; toile	H. : 45 ; L. : 80	1874	récolé-vu
FNAC 1335	POINT Armand	Cavalier arabe dans le sud	peinture à l'huile ; toile	H. : 70 ; L. : 45	1890	récolé-vu
FNAC PFH-2031	QUESNEL Jean-François	Mater dolorosa	peinture à l'huile ; toile		1843	récolé-vu
FNAC PFH-2032	RIGO Jules-Alfred-Vincent	Bonaparte au siège de Toulon	peinture à l'huile ; toile	H. : 147 ; L. : 196	1851	récolé-vu
FNAC 162	SAUVAIGE Louis-Paul	Le Calme	peinture à l'huile ; toile	H. : 125 ; L. : 202	1882	récolé-vu
FNAC PFH-2030	SERRES Henri-Charles de	Corbeille de fleurs	peinture à l'huile ; toile	H. : 63 ; L. : 63	1874	récolé-vu

**Annexe de l'arrêté n° 4 du 11 août 2005 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'Etat pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *Journal officiel* n° 205 du 3 septembre 2005).**

**Liste des biens transférés à la ville de Dax**

**Délégation aux arts plastiques**  
Fonds national d'art contemporain

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
FNAC 1130	BIESSY Marie-Gabriel	L'enfant dort	peinture à l'huile ; toile	H. : 283 ; L. : 205	1898	récolé-vu
FNAC 1788	BONHOMME Léon ; GOYA (d'après)	La femme à l'éventail	peinture à l'huile ; toile	H. : 100 ; L. : 80	1906	récolé-vu
FNAC 1002	BRAUT Albert ; VELASQUEZ Diégo (d'après)	L'Infante Marie-Thérèse	peinture à l'huile ; toile	H. : 73 ; L. : 60	1897	récolé-vu
FNAC 1379	ESCHOLIER-MAMON Marie-Rose (Mme)	Un jour d'élection	peinture	H. : 113 ; L. : 149	1904	récolé-vu
FNAC 2236	FANTY-LESCURE Gaston	Les accordailles	peinture à l'huile ; toile	H. : 136 ; L. : 149	1907	récolé-vu
FNAC 1854	JONAS Lucien-Hector	Silène enchaîné	peinture à l'huile ; toile	H. : 115 ; L. : 145	1909	récolé-vu

**Annexe de l'arrêté n° 5 du 11 août 2005 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'Etat pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *Journal officiel* n° 205 du 3 septembre 2005).**

**Liste des biens transférés à la ville de Saint-Quentin**

**Direction des musées de France**  
Musée du Louvre, département des peintures

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
INV 114 ; MR 418	anonyme (Italie, XVIIe)	Angélique et Médor	peinture à l'huile ; toile	H. : 23 ; L. : 28	1891	récolé-vu
INV 113 ; MR 417	anonyme (Italie, XVIIe)	Renaud et Armide	peinture à l'huile ; toile	H. : 23 ; L. : 28	1891	récolé-vu
INV 243 ; MR 147	CASTIGLIONE Giovanni-Benedetto	Bacchantes et satyres	peinture à l'huile ; toile	H. : 145 ; L. : 195	1872	récolé-vu
INV 688 ; MR362	STROZZI Bernardo	Saint-Jean-Baptiste enfant	peinture à l'huile ; toile	H. : 76 ; L. : 61	1872	récolé-vu

**Collection Campana, antiques**

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
404 (n° d'ordre 6DD13)	L 15	Canthare	Bucchero incisé	H. : 13,5 ; L. : 16	1875	récolé-vu

**Délégation aux arts plastiques**  
Fonds national d'art contemporain

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
FNAC PFH-2200	BOURGEOIS DE GARENCIERE Juliette ; LEFEBVRE Robert (d'après)	Portrait du roi Charles X en uniforme	peinture à l'huile	H. : 219,7 ; L. : 144	1829	récolé-vu
FNAC PFH-561	CHABAL-DUSSURGEY Pierre-Adrien	Fleurs ; Un coin de vigne en automne	peinture à l'huile ; toile	H. : 113 ; L. : 184	1856	récolé-vu
FNAC PFH-2485	DUMOULIN Chrysostome-Eugène ; LE SUEUR Eustache (d'après)	Terpsychore	peinture à l'huile ; toile	H. : 116,5 ; L. : 75,7	1848 ; 1849	récolé-vu
FNAC PFH-2486	LEMASLE Louis-Nicolas	Portrait du roi Louis-Philippe	peinture à l'huile ; toile	H. : 228 ; L. : 145,5	1841	récolé-vu
FNAC PFH-545	LENGLET Charles-Antoine-Armand	Une Fileuse	marbre	H. : 120 ; L. : 63 ; P. : 54	1851	récolé-vu

**Annexe de l'arrêté n° 6 du 11 août 2005 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'Etat pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *Journal officiel* n° 205 du 3 septembre 2005).**

**Liste des biens transférés à la ville de Valenciennes**

**Direction des musées de France**

Collection Campana, peintures, envoi de 1863

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
Cornu 614	SLINGELAND Pieter Cornelisz van ; SORGH Hendrick Maertensz	Intérieur de cuisine	Peinture à l'huile ; bois	H. : 39 ; L. : 55	1863	récolé-vu

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
INV 3175 ; B 492	CAZES Pierre-Jacques ; NATOIRE Charles-Joseph (anc. attribution)	Léda ; Une déesse entourée des attributs de Vénus, de Flore et de Léda	peinture à l'huile ; toile	H. : 106 ; L. : 106	1872	récolé-vu
INV 4628 ; LP 860	FRANQUE Jean-Pierre	Portrait en buste de Louise-Adélaïde de Bourbon, dite Mlle de Condé	peinture à l'huile ; toile	H. : 65 ; L. : 50	1872	récolé-vu
MI 661	PANFI Romulo	Paysage, intérieur de forêt	peinture à l'huile ; toile	H. : 117 ; L. : 92	1872	récolé-vu
INV 1906 ; MR 1068 ; C 531	SOENS Jan ; VAN ULDEN Lucas (anc. attribution)	L'enlèvement de Proserpine	peinture à l'huile ; toile	H. : 135 ; L. : 183	1876	récolé-vu
INV 1907 ; MR 1069 ; C 532	SOENS Jan ; VAN ULDEN Lucas (anc. attribution)	Cérès et la nymphe Cyané	peinture à l'huile ; toile	H. : 135 ; L. : 183	1876	récolé-vu
INV 7978 ; L 4009	STEUBEN Charles baron Von	Trait de la jeunesse de Pierre-le-Grand	peinture à l'huile ; toile	H. : 399 ; L. : 472	1872	récolé-vu
	anonyme ; WATTEAU Jean-Antoine (d'après)	Une scène de «Monsieur de Pourceaugnac» ; Le Docteur	peinture à l'huile ; toile	H. : 75 ; L. : 93	1872	récolé-vu

Musée du Louvre, département des sculptures

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
LP 2	LEMAIRE Philippe-Joseph-Henri	Jeune fille effrayée par un serpent	taille ; marbre	H. : 98 ; L. : 79 ; P. : 55,5	1890	récolé-vu
LP 2746bis ; RF 877	LEMAIRE Philippe-Joseph-Henri	La Résignation ; Tête de Vierge	taille ; marbre	H. : 53 ; L. : 35 ; P. : 27,5	1891	récolé-vu

Musée d'Orsay

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
RF 3950	CRAUK Gustave	Faune à l'amphore	taille ; marbre	H. : 185 ; L. : 75 ; P. : 90	1907	récolé-vu
RF 145 ; RF 432 ; FNAC 8	HARPIGNIES Henri-Joseph	La Vallée de l'Aumance (Allier)	peinture à l'huile ; toile	H. : 171 ; L. : 345	1885	récolé-vu
Sans 117 ; FNAC 149	HENNER Jean-Jacques	Saint-Jérôme	peinture à l'huile ; toile	H. : 140 ; L. : 200	1882	récolé-vu
RF 180	HOLLE Ernest-Eugène	Narcisse	taille ; marbre	H. : 87 ; L. : 160 ; P. : 64	1891	récolé-vu

**Délégation aux arts plastiques**  
Fonds national d'art contemporain

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
FNAC 474	AGACHE Alfred-Pierre-Joseph	Tête de jeune femme ; étude	peinture à l'huile ; toile	H. : 75 ; L. : 65	1884	récolé-vu
FNAC 738	AUVRAY Louis	Buste du peintre Félix Auvery	taille ; marbre	H. : 73 ; L. : 58 ; P. : 31	1885	récolé-vu
FNAC 351 ; FNAC 654	BOTTEE Louis-Alexandre	Saint-Sébastien	plâtre	H. : 252,5 ; L. : 141 ; P. : 35	1890	récolé-vu
FNAC PFH-2584	BRUYERE Elise, LEBARBIER Elise ; CHAZAL Antoine	Fleurs et fruits	peinture à l'huile ; toile	H. : 131 ; L. : 99	1844	récolé-vu
FNAC 1214	CANIEZ Barthélémy	Un Résigné	fonte ; bronze	H. : 54 ; L. : 32 ; P. : 32	1904	récolé-vu
FNAC 302 ; FNAC 387	CARLIER Emile-Joseph	Gilliatt et la pieuvre	plâtre	H. : 225 ; L. : 100 ; P. : 94	1880	récolé-vu
FNAC 252	CARPEAUX Jean-Baptiste ; BERNARD Victor (pratien)	Jean-Baptiste Carpeaux malade	plâtre, patine verte	H. : 47 ; L. : 31 ; L. : 23	1903	récolé-vu
FNAC PFH-2591	CHARLET Nicolas Toussaint	Le Ravin	peinture à l'huile ; toile	H. : 198,5 ; L. : 297	1843	récolé-vu
FNAC PFH-2521	COROENNE Henri	La Réponse ; Page lisant une lettre	peinture à l'huile ; toile	H. : 90 ; L. : 60	1871	récolé-vu
FNAC PFH-2524	DAGNAN Isidore	Vue des environs d'Angers	peinture à l'huile ; toile	H. : 71 ; L. : 102	1839	récolé-vu
FNAC 2333	DAUTEL Pierre	Cadre contenant 14 médailles		H. : 75 ; L. : 95	1907	récolé-vu
FNAC 2332	DAUTEL Pierre	Cadre contenant 16 médailles		H. : 61 ; L. : 110	1907	récolé-vu
FNAC 1396	DESRIELLES Félix	Pastorale	plâtre	H. : 235 ; L. : 166 ; P. : 121	1901	récolé-vu
FNAC PFH-2520	DURET Francisque-Joseph	Mercure inventant la lyre	plâtre	H. : 168 ; L. : 68 ; P. : 55,5	1860	récolé-vu
FNAC PFH-2523	HAFNER Félix	Halte de gitano ; Halte de Bohémiens dans les Landes	peinture à l'huile ; toile	H. : 98 ; L. : 131	1850	récolé-vu
FNAC 200	HARPIGNIES Henri-Joseph	Le Vieux noyer, souvenir de l'Allier	peinture à l'huile ; toile	H. : 210 ; L. : 170	1879	récolé-vu
FNAC FH 862-133	HEDOUIN Pierre-Edmond-Alexandre	Le Marché aux moutons à Saint-Jean-de-Luz ; Des Basques	peinture à l'huile ; toile	H. : 105 ; L. : 73	1864	récolé-vu
FNAC PFH-2507 (2)	JACQUET Achille ; MEISSONIER Ernest (d'après)	1807 (Friedland)	gravure ; eau-forte	H. : 63 ; L. : 95	1892	récolé-vu
FNAC 863-167	JOANNY, MAISIAT Jean-Etienne (dit)	Un églantier au printemps ; Bouquet de roses	peinture à l'huile ; toile	H. : 149,5 ; L. : 116,5	1863	récolé-vu
FNAC 153	MABILLE Jules-Louis	Icare essayant ses ailes	plâtre	H. : 201 ; L. : 50,5 ; P. : 32	1879	récolé-vu
FNAC 571	MARQUET DE VASELOT Anatole	Poveretto ; Petit joueur de musette	fonte ; bronze	H. : 109 ; L. : 40 ; P. : 84	1881	récolé-vu
FNAC PFH-2583	MILHOMME François-Dominique	Jean-Baptiste Colbert	plâtre	H. : 221,9 ; L. : 95,7 ; P. : 83	1844	récolé-vu
FNAC PFH-2522	NANTEUIL-LEBOEUF Célestin-François, NANTEUIL Célestin (dit)	Un Rayon de soleil	peinture à l'huile ; toile	H. : 89,5 ; L. : 117	1850	récolé-vu
FNAC 2277	OCTOBRE Aimé	La Peinture	plâtre	H. : 145 ; L. : 295 ; P. : 130	1910	récolé-vu
FNAC 1296	POINTELIN Auguste-Emmanuel	La Forêt mouillée	peinture à l'huile ; toile	H. : 73 ; L. : 93	1889	récolé-vu
FNAC PFH-63	RIGO Jules-Alfred-Vincent	Le Baptême de Clovis	peinture à l'huile ; toile	H. : 58,7 ; L. : 94,5	1874	récolé-vu
FNAC 10617 ; FNAC 536	ROLL Alfred-Philippe	La Grève des mineurs	peinture à l'huile ; toile	H. : 160 ; L. : 206	1880	récolé-vu
FNAC PFH-62	ROUSSEAU Philippe	Nature morte ; Un Déjeuner	peinture à l'huile ; toile	H. : 73 ; L. : 92	1859	récolé-vu
FNAC 1051	SAINT-VIDAL Francis de	Buste de Jean-Baptiste Carpeaux	plâtre	H. : 79,5 ; L. : 63 ; P. : 40	1889	récolé-vu
FNAC 788	VILLEBESSEYX Gustave	Le Tombeau de Louis de Brézé dans la cathédrale de Rouen	peinture à l'huile ; toile	H. : 251 ; L. : 180	1885	récolé-vu
FNAC 1812	VITAL-CORNU Charles	Crépuscule	plâtre	H. : 190 ; L. : 50 ; L. : 50	1904	récolé-vu

Annexe de l'arrêté n° 7 du 11 août 2005 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'Etat pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *Journal officiel* n° 205 du 3 septembre 2005).

Délégation aux arts plastiques

Fonds national d'art contemporain

Liste des biens transférés à la ville de Vernon

INV. ETAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DEPOT	NOTES
FNAC 230	BARRAU Théophile	Caprice	plâtre	H. : 166 ; L. : 88 ; P. : 120	1879	récolé-vu
FNAC PFH-2980	DELANOE Frédéric	Portrait du roi Louis Philippe	peinture à l'huile; toile	H. : 221 ; L. : 142	1844	récolé-vu
FNAC 2038	FACHET Paul-René	Fin d'un jour d'été	aquarelle	H. : 33 ; L. : 47	1909	récolé-vu
FNAC 1877	FORGET Marie (Mlle) ; PILS Isidore (d'après)	La Marseillaise	peinture à l'huile; toile	H. : 73,5 ; L. : 92,3	1906	récolé-vu
FNAC 2125	GUMERY Adolphe-Ernest	Sur la plage en Bretagne	peinture à l'huile ; bois	H. : 26,7 ; L. : 35	1909	récolé-vu
FNAC PFH-37	MENTION Louis-Théodore	Vue de Rouen, prise près le Bois Guillaume	peinture à l'huile ; toile	H. : 38 ; L. : 65,5	1875	récolé-vu
PFH-36	ROLLION Jean-Marie ; GIORGIONE (d'après)	Le Concert champêtre	peinture à l'huile ; toile	H. : 109 ; L. : 138	1874	récolé-vu

# Bulletin Officiel



## Coupon d'abonnement (1)

**Nom, prénom :** .....  
(ou service destinataire)

**Adresse complète :** .....

**Adresse de livraison (si différente) :** .....

**Téléphone :** .....

**Profession (2) :** .....

**Nombre d'abonnements souhaités :** ..... x 18,29€ = ..... pour l'année .....

**Date et signature (3).**

(1) A retourner au ministère de la culture et de la communication, D A G, Centre de documentation juridique et administrative, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Le règlement établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la culture et de la communication est à envoyer au ministère de la culture et de la communication, D A G, Bureau du fonctionnement des services, Madame Christine Sosson, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.